

**ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS
DE ATILA JÓZSEF NOMINATAE**

ACTA HISTORICA

TOMUS XCV.

**HUNGARIA
SZEGED
1992**

**ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE**

ACTA HISTORICA

TOMUS XCV.

**HUNGARIA
SZEGED
1992**

ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE
ACTA HISTORICA

Szerkesztő bizottság

DR. ANDERLE ÁDÁM, DR. A. SAJTI ENIKŐ, DR. GAÁL ENDRE,
DR. KRISTÓ GYULA, DR. MAKK FERENC, DR. SERFŐZŐ LAJOS

Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi

XI.

Redegit

DR. ENIKŐ A. SAJTI

Új- és legújabbkori egyetemes történeti tanulmányok

XI.

Szerkesztette

DR. A. SAJTI ENIKŐ

Műszaki szerkesztő

DR. PÁNDI LAJOS

TARTALOM

KÖVÉR, LAJOS: <i>La figure de Jacques Roux dans l'historiographie de la Révolution</i>	5
LAGZI, ISTVÁN: <i>Les écoles de l'émigration polonaise (1939-1944)</i>	13
J. NAGY, LÁSZLÓ: <i>La Tunisie sous l'occupation allemande (1942-1943)</i>	35
PÁNDI, LAJOS: <i>Die Stabilisierung des demokratischen Systems in Portugal (1975-1978)</i>	43
SMITH, MICHAEL L.: <i>The revision of social-democracy, Nazism and anti-Bolshevism in Western Europe, 1933-1945</i>	65
WALICKI, JACEK: <i>Jewish deputies in the legislative Sejm of the Second Polish Republic 1919-1922</i>	85
ZURAWSKI VEL GRAJEWSKI, PRZEMYSŁAW: <i>Problems of the Ukrainian national minority in Poland in the years 1919-1922</i>	107

LA FIGURE DE JACQUES ROUX DANS L'HISTORIOGRAPHE DE LA RÉVOLUTION

Depuis Jules Michelet les travaux concernant la politique de Jacques Roux et des «Enragés» ont suivi deux directions principales: pour les socialistes et marxistes tels Albert Mathiez, Daniel Guérin, Maurice Dommanget ou Walter Markov, Jacques Roux est un précurseur des théoriciens de la Révolution sociale; pour les autres comme Charles-Aimé Dauban, Alphonse Aulard ou Gérard Walter, Jacques Roux est un démagogue jouant sur les pulsions d'une foule fragilisée par la détresse sociale. Naturellement, entre ces deux lectures, de nombreuses nuances existent.¹

La vie chère suscite en 1793 de violents mouvements de protestation populaire. Le terme d'«Enragés» est généralement donné aux responsables de ces mouvements, dont le plus connu, le plus sincère, le plus rude est le prêtre Jacques Roux, attaché à la paroisse Saint-Nicolas, et, en même temps, membre de la Commune de Paris, le tribun de la section des Gravilliers, qu'on appelait le prédicateur des sans-culottes.²

Le terme est le fruit de Marat. Les Jacobins voulaient se créer une arme contre la Gironde, mais Chalier, Leclerc, Varlet, Jacques Roux et les Cordeliers extrêmes, „ceux que Marat appela enragés, imaginaient autrement la chose. Poètes furieux de la Révolution, ils voulaient de cette armée, faire un apostolat, celui de la guillotine. L'armée révolutionnaire devait, selon eux, le bourreau en tête, courir toute la France, jugeant et exécutant, fanatisant par le vertige, convertissant par la terreur. Dès lors, le pain à bon marché; les laboureurs tremblants ouvriraient tous les greniers, les riches leurs coffres. La France, mise en possession de toutes ses ressources, se trouverait tout à coup une incalculable force; elle serait, sans difficulté, nourrie, défendue.”³

Mais il faut ramener à de justes proportions le mouvement des enragés. D'une part ce mouvement n'est pas un mouvement populaire; Jacques Roux ne peut être élu

¹ Jules MICHELET: *Histoire de la Révolution française*, t. IV. Paris, Jules Rouf & C^{IE}, [s.d.]; Albert MATHIEZ: *La Vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, t. 1. Paris, Payot, 1973; Daniel GUÉRIN: *La lutte des classes sous la première République. Bourgeois et «bras-nus» (1793-1797)*, t. 1. Paris, Gallimard, 1946. Maurice DOMMANGET: *Jacques Roux, (le curé rouge) et le manifeste des «Enragés»*, Paris, R. Lefeuve, 1948; Walter MARKOV: *Jacques Roux und Karl Marx*, Berlin, 1965; Charles-Aimé DAUBAN: *La Démagogie en 1793 à Paris, ou histoire jour par jour de l'année 1793...* Paris, Plon, 1868. Alphonse AULARD: *Les orateurs révolutionnaires*, Paris, 1892; Gérard WALTER: *Marat*, Paris, 1933.

² Maurice DOMMANGET: *op. cit.* p. 21-52. Robert Barrie ROSE: *The Enragés: Socialists of the French Revolution?* Melbourne, 1965. p. 36-48.

³ Jules MICHELET: *op. cit.* t. IV. p. 1364.

à la Convention, il ne joue qu'un rôle limité à la Commune, et sa popularité ne dépasse guère le cadre de sa section. D'autre part, d'après Albert Mathiez, il ne faut pas lui prêter une cohérence qu'il n'a jamais eue.⁴ Les principaux enragés se connaissent peu ou se défont les uns des autres.

En mai, l'association des femmes révolutionnaires, manifesta devant le club des Jacobins pour réclamer des mesures sévères contre l'aristocratie mercantile. Jacques Roux reprit cette revendication après la chute des Girondins.⁵ Le 25 juin 1793, au moment où la Convention venait de terminer la Constitution, Jacques Roux, se donnant pour l'organe des sections des Gravilliers et Bonne-Nouvelle, ainsi que du club des Cordeliers, vint lire à la barre une pétition pleine de hardiesses et de dédain pour le nouvel acte constitutionnel. Il faisait entendre le tocsin de la guerre sociale, de la révolte du pauvre contre le riche et disait en face aux Montagnards de la Convention:

„Mandataires du peuple, depuis longtemps vous promettez, de faire cesser les calamités du peuple; mais qu'avez-vous fait pour cela? (Viloents murmures.) Vous venez de rédiger une constitution que vous allez soumettre à la sanction du peuple. Y avez-vous proscrit l'agiotage? Non. Y avez-vous prononcé une peine contre les accapareurs et les monopoleurs? Non. Eh bien! nous vous déclarons que vous n'avez pas tout fait. Vous qui habitez la Montagne, dignes sans-culottes, resterez vous toujours immobiles sur le sommet de ce rocher immortel? Prenez-y garde: les amis de l'égalité ne seront pas les dupes des charlatans qui veulent les assiéger par la famine, de ces vils accapareurs dont les magasins sont des repaires de filoux. Mais, dit-on, qui sait comment les choses tourneront? (Murmures.) C'est ainsi que, par la crainte de la contre-révolution, on cherche à faire hausser le prix des denrées: mais ne sait-on pas que le peuple veut la liberté ou la mort? Quel est le but de ces agioteurs qui s'emparent des manufactures, du commerce, des productions de la terre, sinon de porter le peuple au désespoir, pour l'obliger de se jeter dans les bras du despotisme? Jusqu'à quand souffrirez-vous que ces riches égoïstes boivent encore dans des coupes dorées le sang le plus pur du peuple?”⁶

La Convention était des plus agitées et donnait des signes de colère: Thuirot, Legendre, Billaud-Varennès, Robespierre répondirent avec véhémence à l'orateur, le traitèrent d'anarchiste, de suppôt de Cobourg, et le firent expulser de la salle des

⁴ Albert MATHIEZ: *op. cit.* p. 206-221.

⁵ Donald M. G. SUTHERLAND: *Révolution et contre-révolution en France 1789-1815*, Paris, Seuil, 1991, p. 224. Dominique GODINEAU: *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Paris, ALIENA, 1988, p. 153-156.

⁶ *Moniteur*, t. XVI, p. 747; La pétition de Jacques Roux a été publiée première fois par Albert MATHIEZ: *Le Manifeste des Enragés, Annales révolutionnaires*, 1914, p. 547-560.

séances.⁷ En effet, Jacques Roux fut anathématisé par les Jacobins, renié par les Cordeliers et même par la Commune.⁸ Il semblait que les enragés ne pourraient se relever de ce désaveu général, mais ils ont aperçus la force politique de la presse populiste, et du martyr de Marat.

Marat, par son rôle depuis le début de la Révolution, jouissait d'un immense prestige parmi les sans-culottes parisiens. Son assassinat (sans parler ici des conséquences politiques) suscita l'éveil d'une vénération populaire qui demeure l'un des traits les plus originaux de la mentalité sans-culotte. „La formation du culte nouveau se marqua dès les jours qui suivirent l'assassinat, par une véritable compétition autour de la dépouille de l'Ami du Peuple. Qui conservera ces »restes précieux« ?”⁹

Jacques Roux, en prévenant Hébert et les Jacobins, avait déjà commencé un journal faisant suite à l'Ami du Peuple (le Publiciste de la République française), par l'OMBRE DE MARAT, avec cette épigraphe: Ut redeat miseris, abeat fortuna superbis.¹⁰ Voilà, il avait aspiré à l'héritage de Marat.¹¹

„Non, MARAT N'EST PAS MORT; son ombre courroucée va s'attacher au sanctuaire de vos loix, et ne le pas quitter qu'il ne soit totalement purgé des intrigans et des royalistes qui l'infestent, des hommes nuls (toujours modérés et plus dangereux

⁷ „Robespierre: Vous êtes facilement aperçus de l'intention perfide de l'orateur; il ne veut jeter sur les patriotes une teinte de moderantisme qui leur fasse perdre la confiance du peuple. Je suis instruit que cette adresse n'est pas l'expression du vœu de la section des Gravilliers, j'ai vu avec plaisir qu'elle a été désavouée à la barre de la Convention.” *Moniteur*, t. XVI. p. 772.

⁸ Chaumette lui répond, que sa pétition a été le tocsin du pillage et de la violation des propriétés. *Moniteur*, t. XVII. p. 2. Sa pétition est désavouée par les Cordeliers, *Moniteur*, t. XVII. p. 108.

⁹ Albert SOBOUL: *Sentiment religieux et cultes populaires: saintes patriotes et martyrs de la liberté*, in Albert SOBOUL: *Comprendre la révolution*, Paris, Maspero, 1981, p. 175; Michel VOVELLE: *La mentalité révolutionnaire. Société et mentalités sous la Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 1985, p. 129.

¹⁰ Le premier numéro était numéroté 243, le dernier numéro authentique du Publiciste de Marat portant le n° 242. Albert MATHIEZ: *op. cit.* t. I. p. 239.

¹¹ Marat mort, et les enragés s'étaient habilement saisis de son nom. Roux rédigeait l'Ombre de Marat. „Là était la terreur de Robespierre, là son lien avec Hébert qui, comme concurrent, ne demandait pas mieux que les détruire. Avant la fête du 10 août, lorsque les fédérés arrivaient à Paris, Robespierre frémissait de les voir en péril de tomber sous cette influence anarchique. Il lança la veuve Marat, qui vint à la Convention accuser Roux, Leclerc, d'avoir volé le nom de son mari.” (Jules MICHELET: *op. cit.* t. IV. p. 1456.); La veuve Marat, admis à la barre: „je vous dénonce en particulier deux hommes, Jacques Roux et le nommé Leclerc, qui prétendent continuer ses feuilles patriotiques, et faire parler son ombre pour outrager sa mémoire et tromper le peuple...” (*Moniteur*, t. XVII. p. 348.); Walter MARKOV - Albert SOBOUL: *Die Sansculotten von Paris*, Berlin, 1957. p. 116; Alexandre TUETÉY: *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, Paris, Imprimerie Nouvelle, 1910. no 744; Albert MATHIEZ: *op. cit.* t. I. p. 236-237; Olivier COQUARD: *La politique de Marat*, *Annales Historiques de la Révolution Française*, 1991, n° 285, p. 342; 351.

qu'on ne pense, car ils sont de tous les partis) des hommes d'état et des fripons. **MARAT N'EST PAS MORT**: toutes les autorités, tous les agens n'en seront pas moins surveillés par son ombre; toutes leurs prévarications n'en seront pas moins dénoncée au peuple, qui a plus besoin que jamais de se prononcer sur les faux patriotes et sur les figures insignifiantes ou plâtrées comme sur les traîtres."¹²

La Déclaration des droits de juin 1793 affirme que le but de la société est le bonheur commun. Les sans-culottes vont plus loin: la Révolution est fait par le peuple, elle doit d'abord lui garantir le droit à l'existence. Ces idées forment le fond commun de la pensée populaire. Jacques Roux les développa dans sa pétition du 25 juin 1793, et dans colonnes du *Publiciste* de la République française.¹³

„Lorsque le peuple courbé sous le poids de ses chaînes, se livre aux mouvements d'une sainte insurrection, accapareurs, vous calomniez son courage et sa vertu; vous criez, au pillage, au meurtre, à la désorganisation. Agioteurs, c'est vous qui êtes des voleurs, des anarchistes et des assassins, puisque vous violez les droits les plus sacrés de la nature; puisque vous arrachez à l'ouvrier le pain dont il a besoin pour se sustenter; puisque vous levez, par le monopole, un impôt désespérant sur les sueurs et le sang du peuple; puisque vous portez de toute part la disette, le désespoir et la mort. Le Prussien qui est à nos portes, n'est pas aussi dangereux que vous. ...

Accapareurs, gros marchands, propriétaires, osez-vous maintenant affirmer que vous aimez la patrie? Ah! s'il est vrai que vous la servez, c'est pour vous et non pour elle; s'il est vrai que vous la servez, c'est pour la fortune et les avantages qu'elle vous promet; s'il est vrai que vous la servez, c'est pour donner l'exemple terrible de la barbarie des hommes riches sur le pauvre, et des contre-révolutionnaires sur les amis de la liberté.

Qu'on examine votre vie politique: dans les emplois, vous êtes des tyrans ambitieux; lâches, quand il est question de défendre l'humanité et de frapper les traîtres; courageux lorsqu'il s'agit de tuer la liberté, le patriotisme et la vertu. Mais, agioteurs, montrez-moi votre portefeuille; votre fortune rapide attestera, sans réplique, vos larcins, vos trahisons, vos forfaits. Avant la prise de la Bastille vous n'étiez couverts que de haillons, aujourd'hui vous habitez des palais." ...¹⁴

Et à nouveau le 17 août 1793: „Les marchands, les épiciers, les propriétaires, qui vendront aussi cher, qu'ils ont fait jusqu'à ce jour les denrées de première nécessité, c'est-à-dire qui continueront d'exercer leurs brigandes, leurs consussions; ces frippons,

¹² *Le Publiciste*, n° 243, p. 3.

¹³ Albert SOBOUL: *Les Sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire (1793-1794)*, Paris, Éditions du Seuil, 1968. p. 60-61.

¹⁴ *Le Publiciste*, n° 249, p. 6-7.

à coup-sûr, veulent l'anéantissement de la république. Ceux qui mettront des entraves dans la perception des impôts, dans le recrutement des troupes, les égoïstes qui ne s'attendrissent pas sur le sort des malheureux, et qui ne voleront au secours de la patrie, ceux là à la coup-sûr, veulent l'anéantissement de la république."¹⁵

Dans son style populaire, *Le Publiciste* de la République française invective les riches, et exalte les sans-culottes parisiens. Le riche égoïste, le riche fainéant, le riche inutile: ces thèmes sont repris sous des formes diverses. Jacques Roux illustre ainsi une idée diffuse dans le peuple; mais par sa verve, il la renforça et contribue à donner aux sans culottes „une conscience plus nette des antagonismes de classes."¹⁶ Selon Roux, le bon moment du réveil du peuple n'est past pas loin.

„Encore quelques jours. Le masque sera arraché aux ennemis de la liberté: nous verrons s'ils se perpétueront dans leur places; s'ils ne nous ont fait une constitution dans leur places; s'ils ne nous ont fait une constitution sublime, que pour l'enfreindre à chaque instant; que pour violer les propriétés et les personnes: encore quelque jours et nous verrons si l'on organisera le pouvoir exécutif, si l'on fixera le prix du pain dans toutes les communes de la république, et si l'on établira dans les départements une armée révolutionnaire, pour donner force à la loi portée contre l'agiotage et les accaparements. Encore quelques jours et nous verrons si le riche continuera d'exercer le droit de vie et de mort sur son semblable, si les frippons revêtus de nos pouvoirs, regorgeront des sommes qu'ils ont volé à la république. Si enfin, nous jouirons des avantages de la liberté pour laquelle nous avons fait depuis quatre ans, tant de sacrifices. Car jusqu' à présent, la révolution n'a été favorable qu'à une classe d'hommes qui a opprimé l'autre à l'ombre de la loi, il est temps que tous individus de la grande famille jouissent de la liberté, de la paix et du bonheur."¹⁷

Les colonnes du *Publiciste* de la République française attaquaient la Commune et le département de Paris, la Convention nationale; leur reprochant de ne point savoir ou vouloir assurer la subsistance du peuple et son bonheur. Elles revenaient à tout propos sur la pétition du 25 juin, se déclarant, d'autre part, contre toute détermination qui tendrait à constituer un gouvernement, on ne pouvait guère être, à ce moment, d'avantage dans l'utopie, hors de la réalité.¹⁸ Jacques Roux pressentait que la vie chère conduit à la révolution, et sa lutte contre les accapareurs le portait intuitivement à mettre en question le droit de propriété. Comme les sans-culottes, comme les Jacobins,

¹⁵ *Le Publiciste* n° 257, p. 5.

¹⁶ Albert SOBOUL: *Les Sans-culottes parisiens...* p. 31.

¹⁷ *Le Publiciste*, n° 266, p. 7-8.

¹⁸ Albert SOBOUL: *Sur les «curés rouges» dans la Révolution française, Annales Historiques de la Révolution Française*, 1982, n° 249, p. 355-361.

Roux proclama, que le but de la société est le bonheur commun; la Révolution doit assurer à tous les citoyens l'égalité des jouissances, mais il ne refusa pas brusquement le principe de propriété. La critique du jeune Marx par François Furet démontre, que les enragés ne sont pas les précurseurs des idées communistes, et leurs aspirations ne prirent jamais la forme d'une doctrine cohérente.¹⁹

Jacques Roux fut l'un des premiers à comprendre que les principes de liberté absurde inscrits dans la législation nouvelle servaient l'intérêt d'une classe au déterminent de la société. Contre les propriétaires, détenteurs ou accapareurs de subsistances et des denrées alimentaires de première nécessité, il dressa pour la première fois le peuple des sans-culottes qui ne possédaient que leurs bras. Au reste, il n'est pas un homme à théories et à systèmes. Il voit la misère, il dénonce les abus et il propose les remèdes empiriques que lui suggèrent les faits.

„La crise économique et sociale dont il a analysé les causes est si forte que les dirigeants eux-mêmes, qui l'injurient, sont bien forcés de l'écouter et d'adopter une à une ses solutions. Mais, chaque fois, il ne cède que sous la pression du dehors. Jacques Roux, qui se heurte au mauvais vouloir de dirigeant est réduit à l'action directe. Chrétien au fond de l'âme, il fait figure d'anarchiste” – écrit Albert Mathiez.²⁰

L'expression même – les »Enragés« – souligne le discret dont a souffert, à l'époque même et pendant le XIX^e siècle, ce mouvement d'extrême gauche dont Albert Mathiez a pu écrire, qu'il était un mouvement socialiste. Jaurès a insisté sur la spontanéité de ce courant. Mathiez a, en 1927 éclairé les motivations de ses leaders, notamment de Jacques Roux. Depuis lors des historiens ont débattu de leur programme, notamment Daniel Guérin, qui y voit le prototype d'une révolution prolétarienne, Albert Soboul, qui tend à sous-estimer son influence, Maurice Dommanget qui a fait du „curé rouge”, l'abbé Jacques Roux, un personnage modèle des aspects populaire de la Révolution française.²¹

¹⁹ „La Révolution française a fait germer des idées qui mènent au-delà des idées de tout l'ancien état du monde. Le mouvement révolutionnaire, qui commença en 1789 au *Cercle social*, qui au milieu de sa carrière, eut pour représentants principaux *Leclerc et Roux* et fini par succomber provisoirement avec la conspiration de *Babeuf*, avait fait germer l'idée communiste que l'ami de *Babeuf*, *Buonarroti*, réintroduisit en France après la révolution de 1830. Cette idée développée avec conséquence, c'est l'idée du *nouvel état du monde*.” (MARX et ENGELS: *La Sainte Famille*, in *Sur la Révolution française. Écrits de Marx et Engels*. Anthologie publiée sous la responsabilité de Claude MAINFROY, Paris, Messidor, 1985. p. 62.); François FURET: *Marx et la Révolution Française*, Paris, Flammarion, 1986. p. 31 – 32; 163 – 171; Robert Barrie ROSE: *op. cit.* 90 – 92.

²⁰ Albert MATHIEZ: *op. cit.* p. 354.

²¹ Denis RICHET: »Enragés«, in François FURET et Mona OZOUF: *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988. p. 360.

C'est-à-dire, que plusieurs ouvrages ont souligné l'importance des enragés, et ont présenté leur mouvement comme une opposition populaire, socialiste ou prolétarienne au gouvernement bourgeois de Robespierre. Mais, à la différence de Roux qui demandait seulement des châtiments exemplaires pour résoudre le problème, les socialistes, comme par exemple Babeuf, proposaient d'éliminer complètement le marché.

En effet Jules Michelet a attiré l'attention des historiens sur la possibilité socialiste du mouvement des enragés. „Les républicains classique avaient déjà derrière eux un spectre qui marchait vite et les eut gagnés de vitesse: le républicanisme romantique aux cent têtes, aux mille écoles, que nous appelons aujourd'hui le socialisme. Entre les uns et les autres, il y avait un abîme qu'on croyait infranchissable: l'idée très différente qu'ils avaient de la propriété.”²²

Toutefois les enragés par exemple ne réclamaient pas la loi agraire, d'ailleurs, un décret du 18 mars punit pareille proportion de la peine de mort. „Mais, à leurs yeux, les questions sociales l'emportaient en importance sur les problèmes politiques: le peuple était maintenant souverain; à quoi bon, s'il mourrait de faim?”²³ Au contraire, la plupart des sans-culottes tournaient leurs regards vers les Montagnards et les Jacobins.

Le 6 septembre 1793, Jacques Roux, „le chef des enragés”était sans retour appréhendé.²⁴ Il aurait du être jugé par le Tribunal de police correctionnelle, mais ce tribunal lui joua un mauvais tour. Renvoyé devant le Tribunal révolutionnaire dans les premiers jours du mois de janvier 1794, par le Tribunal police auquel il avait été déféré et qui s'était déclaré incompétent, Jacques Roux se suicida, prévoyant bien le sort qu'il attendait, et mourut de ses blessures à l'hôpital de Bicêtre. „Les tentatives d'avancé sociale de la Révolution furent donc brisées dès l'automne de 1793. La Révolution serait »bourgeois« et ne ferait rien pour les ouvriers.”²⁵

²² Jules MICHELET: *op. cit.* p. 1381–1382.

²³ Georges LEFEBVRE: *La Révolution française*, Paris, P.U.F. 1957. p. 332.

²⁴ Alexandre TUETÉY: *op. cit.* t. IX, n° 1229.

²⁵ Jean TULARD, Jean-François FAYARD, Alfred FIERRO: *Histoire et dictionnaire de la Révolution française 1789–1799*, Paris, Robert Laffont, 1988. p. 161.

JACQUES ROUX ALAKJA A FORRADALOM TÖRTÉNETÍRÁSÁBAN

Jacques Rouxnak, a »Veszettek« legismertebb figurájának történeti megítélése mind a mai napig alapvetően két irányt követ. A marxisták számára Jacques Roux egalitarianizmusa, egyfajta kommunista perspektíva hordozójaként, túllép a forradalom polgári keretrendszerén! E felfogás Marxnak a Szent családban tett ama megállapításán nyugszik, mely szerint „a francia forradalom olyan eszméket hívott életre, amelyek túlvisznek az egész régi világállapot eszméin. A forradalmi mozgalom, amely 1789-ben a Cercle social-ban kezdődött, amelynek pályája közepén Leclerc és Roux voltak fő képviselői, s amely végül Babeuf összeesküvésével egy pillanatra vereséget szenvedett, hívta életre a kommunista eszmét, amelyet Babeuf barátja, Buonarroti az 1830-as forradalom után ismét meghonosított Franciaországban. Ez az eszme, következetesen kidolgozva az új világállapot eszméje.” E felfogás genezise a keresztényszocialista Bouchez és az ex-saint-simonista Roux-Lavergne 1834 és 1838 között L'Histoire parlementaire de la Révolution française címen megjelent 40 kötetes munkájában keresendő. Nem véletlen írja Michelet, hogy „a klasszikus köztársaságiak háta mögött már ott volt egy rémalak, amely gyorsan haladt, és őket túlszárnyalta volna; a romantikus köztársaság száz fejével, ezer iskolájával, amelyet ma szocializmusnak nevezünk. A kettő között egy örvény létezett, amely áthatolhatatlannak tűnt épp a tulajdonról vallott elképzelések különbözősége miatt.”

A liberális történetírás ezzel szemben arra figyelmeztet, hogy szó sincs olyan koherens ideológiáról, amely a tulajdonviszonyok szocialista perspektíváját hordozná. Jacques Roux 1793 nyarán mindössze a testet öltött rousseau-izmus revelációjában rejlt lehetőségekre érzett rá. Úgy vélte, a nép hangját ő hallja a legtisztábban, így küldetése van. Hébert és Robespierre megelőzésével lecsapott Marat örökségére és megkaparintotta az egyik legismertebb lapot, a Nép Barátját, melyet Marat árnyékában A Francia Köztársaság Publicistája címen vitt tovább.

Roux publicisztikája érdemben nem lép túl azokon az elképzeléseken, amelyeket A »Veszettek« kiadványában fejtett ki 1793. június 25-én. Terrorral fenyegeti az „önzők”, a „csalók”, a „harácsolók”, és a „piócák” hadát. Felveti ugyan azt, hogy meg kellene vizsgálni az egyéni vagyonok eredetét, kiváltképp azok esetében, akik a forradalom kezdete óta gazdagodtak meg, sőt attól se zárkózik el, hogy a hirtelen túlságosan nagy vagyonra szert tett párvenükkal adassák vissza mindazt, amit harácsoltak, ám konkluzióként érdemben csak annyit fogalmaz meg: a sans-culotte-ok hívatottak annak bizonyítására, „hogy a kereskedés nem embertársaink kiéheztetését jelenti.”

Jacques Roux-t, a „vörös papot” a »Veszettek« első számú vezetőjeként tartja számon a szakirodalom. Politikai pályájának áttekintésekor azonban önkéntelenül is felvetődnek az alábbi kérdések:

1. Beszélhetünk-e, pontosabban írhatunk-e minden fenntartás nélkül a »Veszettek« önálló mozgalmáról akkor, amikor a forradalom további eseményeit leginkább a tömegmozgalom fluktuációi határozták meg. A veszettek éppen ezen mozgalmak fluktuálásából próbáltak politikailag építkezni, ám e kísérletük néhány hét leforgása alatt kudarcot vallott. Ugyanakkor arról se feledkezzünk meg, hogy Roux, Varlet, Leclerc, Chalié, azaz a »Veszettek« legismertebbjei között érdemi politikai kooperáció nem jött létre.

2. Jacques Roux politikai karrierje tisztavirág életűnek bizonyult. A Konventben nem játszhatott jelentős szerepet, a Kommünben korlátozottak voltak lehetőségei, népszerűsége pedig alig lépte át a Gravilliers szekció „határát.”

3. Úgy tűnik Jacques Roux mindenekelőtt agitátor volt, akit 1793 nyarának hullámverései egy pillanatra magasba emeltek, viszont arra, a sans-culotte-ok által felvetett kérdésre, miszerint a nép szabad, de éhez, érvek helyett csupán érzelmek és indulatok motiválta „válasz”-ra futotta erejéből!

LES ECOLES DE L'EMIGRATION POLONAISE (1939–1944)

Quelques données de l'histoire des écoles primaires et secondaires polonaises en Hongrie

La Seconde République Polonaise, comme chacun le sait, subit de rudes épreuves à partir du mois de septembre 1939. Le premier septembre, l'armée allemande déclencha une offensive concentrée contre la Pologne. Les forces allemandes, plusieurs fois supérieures en technique et en nombre occupèrent les régions stratégiquement importantes de la Pologne pendant les deux premières semaines de la guerre: le littoral polonais, les centres industriels et de communication (Poznań, Łódź, Silésie, Krakowie) passèrent sous l'obédience allemande. Les premières unités de la 4^e division blindée atteignirent, les banlieues à l'Ouest de la capitale polonaise le 8 septembre. Les forces encore intactes de l'armée polonaise s'étaient retirées sur la ligne représentée par la Vistule, le Bug et le San. Dans la région de la capitale les Allemands concentraient 36 divisions pour leurs manœuvres d'enveloppement. Les unités allemandes atteignirent, entre le 14 et le 16 septembre plusieurs points de la ligne *Curson*; autrement dit, à peu près 50% du territoire de la Pologne fut soumis aux Allemands. Ce fait encouragea le gouvernement soviétique à prendre des initiatives. Le 17 septembre, à trois heures du matin, le gouvernement soviétique transmet une note à Wacław Grzybowski, l'ambassadeur de Pologne à Moscou dans laquelle il déclarait que l'armée rouge allait franchir la frontière polonaise afin de sauvegarder la vie et les biens des populations ukrainienne et biélorussienne. Conformément donc au contenu du pacte Molotov-Ribbentrop, les troupes soviétiques prirent à revers, le 17 septembre 1939, à 5 heures 40 minutes, la Pologne se battant pour la survie. Puisque les unités polonaises stationnées dans la partie orientale du pays avaient l'ordre de ne pas résister, les troupes soviétiques ont pu atteindre le front allemand en quelques jours. 50% du territoire et 35,8% de la population polonais passèrent sous occupation soviétique, 48,4% du territoire et 62,9% de la population furent soumis par les Allemands. Le président de la république, le gouvernement puis le commandant en chef de l'armée se sont enfuis en Roumanie dès le premier jour de l'attaque soviétique¹, tandis que plusieurs unités de l'armée polonaise

¹ Voir: *Polskie Siły Zbrojne w drugiej wojnie światowej. T. II Kampanie na Obczyźnie. Część 1. Wrzesień 1939 – czerwiec 1941.* Londyn, p. 10. – Le président de la République polonaise et le gouvernement ont quitté le pays pendant la nuit du 17 au 18 septembre avec le commandant en chef de l'armée et l'état-major pour demander asile en Roumanie. Ils ont été internés.

résistaient encore pendant plusieurs semaines, elles continuaient de se battre. Mais les jours de la Pologne trahie par les gouvernements de la France et de l'Angleterre furent déjà comptés: les troupes allemandes entrèrent à Varsovie le 27 septembre; le 29 tomba le fort de Modlin: la dernière unité, celle du général Kleeberg se rendit le 5 octobre². Dès le premier jour de l'invasion soviétique des dizaines de milliers de soldats et de civils s'enfuyaient en Roumanie³ et en Hongrie⁴ à travers les frontières du Sud et du Sud-Est pour éviter la captivité ou les représailles des occupants allemands et soviétiques. Le nombre de ceux qui partant du Nord du pays, cherchèrent refuge dans les pays baltiques et en Suède était aussi très élevés⁵.

Au milieu du mois de mars de 1939, plusieurs unités de l'armée polonaise passèrent avec leur équipement les frontières hungaro-polonaises rétablies et trouvèrent refuge en Hongrie. Des milliers et des milliers de soldats et de civils demandèrent asile aux autorités hongroises. (Pendant les années de la seconde guerre mondiale – d'après de données concrètes des archives – 60 mille réfugiés civils et militaires étaient enregistrés. Le nombre des personnes non enregistrées pour des raisons conspiratives ou en raison d'une négligence administrative était sans importance, – quelques centaines

² Voir: Wojna obronna Polski 1939. (Red. : Eugeniusz Kozłowski) Warszawa, 1979. pp. 703 – 705.

³ Voir: Witold Biegański: Władze rumuńskie wobec internowania i uchodźstwa polskiego w Rumunii. In: Najnowsze Dzieje Polski, 1964. T. 8. Selon les données roumaines, le nombre des réfugiés polonais en Roumanie s'élevait à 55 – 57 mille. Cette donnée contredit toute autre donnée connue jusqu'à nos jours. Selon d'autres données le nombre des Polonais réfugiés pendant „la campagne de septembre” atteint le chiffre de 90 mille dont 32 mille trouvent refuge en Roumanie, 12 mille en Lituanie. Cf. : Antoni Czubiński: Polska Odrodzona. Społeczne i polityczne aspekty rozwoju odrodzonego państwa polskiego. Rozprawy i studia. Poznań, 1983, p. 374. Les données publiées par la Croix-Rouge internationale témoignent de 24 mille réfugiés polonais en Roumanie, 16 mille en Lituanie, 2 mille en Lettonie. Voir: Országos Levéltár (OL) K. 428 – 820. Publications lithographiées de Magyar Távirati Iroda, Genève, le 7 octobre 1939. Le numéro du 20 février 1940. de *Wiadomości Polskie* parle de 37 mille réfugié polonais. Cf. : Ádámné, Polcsalmi Éva: A II. világháború lengyel sajtója a magyarországi lengyel menekültekről. (La presse polonaise pendant la seconde guerre mondiale sur les réfugiés polonais en Hongrie). Adalékok. (Contributions) In: Tanulmányok a magyarországi lengyel emigráció történetéből 1939 – 1945. (Études sur l'histoire de l'émigration polonaise entre 1939 et 1945.) (Red. István Lagzi) Budapest – Szeged, 1979. 64 p.

⁴ Sur les conditions de l'arrivée de émigrés polonais en Hongrie voir: Lagzi István: Adatok a lengyel katonai és polgári menekültek Borsod-Abauj-Zemplén megyébe érkezésének történetéhez – 1939 szeptember-október – (Contributions à l'histoire de l'arrivée des émigrés polonais au comitat Borsod-Abauj-Zemplén) Borsodi Levéltári Évkönyv I. kötet, Miskolc 1977. pp. 173 – 197.

⁵ Cf. : Witold Biegański: Uchodźcy polscy na Węgrzech w latach 1939 – 1945. In. Antihitlerowska działalność Polaków na Węgrzech i w Bałkanach. Warszawa, 1971. pp. 5 – 6.

peut-être⁶. Jusqu'à automne 1941, 32 mille militaires et volontaires civils furent évacués⁷ en France et en Angleterre par les organisations des émigrés polonais avec la collaboration active de la population et des autorités hongroises. 12 ou 13 mille réfugiés rentrèrent en Pologne envahie⁸. A la fin de la guerre, on comptait en Hongrie 15 mille Polonais.⁹)

Aux frontières hungaro-polonaises ouvertes sur l'initiative du premier ministre hongrois, *Pál Teleki*, c'étaient les représentants des autorités militaires et administratives, les activistes du récent Office hungaro-polonais pour les Réfugiés (et ceux de plusieurs autres organisations civiles) aussi bien que les représentants de la Croix-Rouge hongroise qui accueillirent les réfugiés. Pendant quelques semaines, l'aide directe de la population, celle des petites gens (entre autres pour nourrir les réfugiés) avait une très grande importance. Pratiquement toutes les couches de la société hongroise ont participé à l'assistance des réfugiés. La population locale accueillait ceux-ci aux gares, sur les grandes axes routières par milliers afin de leur offrir des fruits et d'autres nourritures¹⁰. Les prêtres des églises, beaucoup de cadres de l'armée, de la gen-

⁶ Voir de plus près: *Lagzi István: A második világháború idején Magyarország területére menekült lengyelek létszámáról. Tények és adatok.* (Sur le nombre des Polonais réfugiés en Hongrie. Faits et données). In: *Magyar-lengyel közelítések.* (Approche hungaro-polonaise). (Red. Molnár István) Debrecen - Budapest, 1985. pp. 151 - 166.

⁷ Cf. : *Biegański*: mentionné plus haut, pp. 27 - 33. Plus en détail: *István Lagzi: Droga żołnierza polskiego przez węgierską granicę w latach 1939 - 1941.* Poznań, 1987. pp. 31 - 294.

⁸ *Lagzi István: Evakuáció vagy hazatérés? A politikai harc kezdetei a magyarországi lengyel táborokban.* (Réintégration de son pays ou évacuation? Les débuts de la lutte politique dans les camps polonais.) In.: *Acta Universitatis Szegediensis de Attila József Nominata. Acta Historica. Tomus LXXXI.* Szeged, 1985. pp. 19 - 33.

⁹ *Országos Levéltár Belügyminisztérium (OL B. M.)* (Archives nationales, Ministère de l'intérieur) 1944 - IX - 15 - 4026 (3780 sz. eln. AVK. - 1944). Minisztertanácsi előterjesztés, le 26 juin 1944. (Mémoire pour le Conseil des Ministres).

¹⁰ Le colonel Stanisław Maczek, commandant de la 10e brigade de cavalerie s'est enfui en Hongrie avec son unité, ils ont été désarmés et internés. Après un bref repos ils se sont „enfuis” en France. Dans ses mémoires intitulés *Od podwoły do czołgu* publiés à Edynbourg en 1961 il parle d'un ton chaleureux de l'hospitalité des Hongrois. Beaucoup d'anciens émigrés polonais parlent des premiers jours, des premières semaines passées en Hongrie. Ils ont souvent été logés et nourris gratuitement par les communes et la population. Le 21 septembre 1939, à Miskolc, les émigrés arrivés le jour même ont été accueillis dans un auberge bouquet de fleurs au ruban national dans la main, on a offert du chocolat et des gâteaux aux enfants, du vin aux adultes; à la gare, on offrait du lard, du salami et du pain aux émigrés en transit. On les recevait aux gares de triage leur assurant de la soupe et des plats chauds. Ils ont été reçus par endroits comme de vrais héros. Cf. *Lagzi István: Magyar segítség a lengyel menekülteknek 1939 őszén, a visszaemlékezések tükrében.* (Assistance hongroise aux réfugiés polonais au cours de l'automne 1939, - témoignage des mémoires), Tiszatáj, 1976. 12. szám, pp. 73 - 82.

darmerie, de la police des frontières, et de l'administration, des diplomates, des politiciens de haute responsabilité, des ouvriers, des paysans et des intellectuels sympathisant avec les réfugiés prêtaient leur secours aux Polonais. Certains leur procuraient des vivres, d'autres – surtout pendant l'automne de 1939 – se chargèrent de leur trouver du logement et de l'emploi, d'autres encore les aidaient à organiser la vie culturelle.

Pour ce qui concerne les membres de l'armée polonaise, on a mis en place – et cela en accord avec l'ambassade de Pologne à Budapest – des *camps d'internement*¹¹. Les soldats et les sous-officiers ont été installés dans des casernes abandonnées par la garde financière et les douaniers, dans des bâtiments agricoles et industriels désaffectés. Quant aux officiers, les autorités leur avaient trouvé de châteaux, d'hôtels et de gros immeubles pour en créer des camps d'„internement”. Nombreux réfugiés civils ont été placés dans des camps, mais beaucoup d'entre eux avaient la possibilité de louer des appartements ou des chambres; d'autres encore s'installèrent chez des parents ou amis. L'État s'est chargé d'assurer les services sanitaires aux réfugiés. Les civils devaient consulter le médecin du quartier ou aller à l'hôpital le plus proche de leur lieu d'habitation; on a installé un hôpital militaire „polonais” à Győr pour soigner les personnes gravement malades.¹² Plusieurs sanatoriums avaient été mis à la disposition des réfugiés. Les soins généraux (comme le ravitaillement, le logement, l'argent de poche, etc.) devaient être assurés par le département 21 du Ministère de la Défense nationale. Les officiers percevaient des soldes en fonction de leur grade afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. Les réfugiés civils devaient couvrir les dépenses impliquées par le logement, les subsistances et l'habillement à l'aide de l'allocation

¹¹ Les militaires qui s'étaient réfugiés en Hongrie ont été traités conformément au point 11 du chapitre II de la Convention de La Haye de 1907, c. à d. ils devaient être enfermés dans des camps surveillés par des gens d'armes. Ils n'avaient pas le droit de sortir des camps sans autorisation. Mais, à partir de 1940, il leur était permis de travailler en dehors des camps, ce qui a essentiellement modifié les réglementations. Les réfugiés civils pouvaient librement choisir leur domicile et étaient mis sous la surveillance de la police locale, ils devaient se présenter au bureau de police une fois par mois.

¹² Voir: Károly Kapronczay: *Działalność Polskiego Czerwonego krzyża na Węgrzech w latach II wojny światowej*. In. *Archivum Historii Medycyny*, Warszawa, 1984. 47, 4. pp. 530–537.

perçue¹³ (les dépenses nécessaires à propos des civils devaient être couvertes par le Département IX du Ministère des Affaires intérieures du Royaume de Hongrie).

L'une des tâches urgentes des organisations des réfugiés polonais, à l'automne de 1939, était d'organiser l'éducation des enfants. Grâce à leurs efforts les élèves polonais ont pu reprendre leurs études après quelques semaines d'interruption. Dans la proximité des camps importants organisés pour les militaires et les civils s'ouvraient l'une après l'autre des écoles primaires et des classes de lycée. Ils ont organisé des Camps de Jeunesse aussi. Ils avaient l'intention de rassembler les jeunes Polonais à l'âge des boy-souts. Ils recrutaient des enseignants et collectionnaient des livres afin de pouvoir réunir les conditions nécessaires pour reprendre l'enseignement. Mais ces efforts restaient pendant longtemps insuffisants (à part les livres et les professeurs il manquait aussi des salles et des outils de démonstration), l'enseignement devait s'organiser dans des conditions précaires.

L'organisation de l'enseignement en polonais fut soutenue, en dehors des ministères déjà mentionnés, par le Ministère de l'Éducation et du Culte, la section scolaire de l'Office hungaro-polonais pour les Réfugiés, les Scouts hungaro-polonais, l'Alliance hungaro-polonaise des Étudiants, l'Association nationale des Enseignants hongrois et plusieurs autres organisations.¹⁴

Parmi les organisations étrangères ce sont la Young Man's Christian Association (YMCA), la Croix- Rouge, The Children Save Foundation qui, au niveau financier, ont substantiellement contribué à faire fonctionner les écoles polonaises en Hongrie.¹⁵ Le

¹³ La solde des réfugiés polonais en Hongrie et les allocations changeaient de temps à autre. Au cours de l'automne 1939 par exemple, les généraux avaient 8 pengoes, les officiers supérieurs 6, les officiers 4, les élèves-officiers 2, les membres des familles des officiers 2, les sous-officiers en service 1, les sous-officiers de réserve 0,1 pengoe – par jour. Les simples soldats avaient 0,2 pengoe par jour comme argent de poche. (Pour comparer: 1 kg de porc coûtait 1,4–1,6 pengoe, 1 kg de pommes de terre 0,14–0,16 pengoe, juste comme l'oeuf – au début de 1940). *A partir du 1er septembre 1943*, après plusieurs hausses, un chef de famille (catégorie générale) pouvait toucher 5, l'épouse 4, l'enfant scolarisé 5,5, l'enfant en dessous de l'âge scolaire 3 pengoes par jour. Le salaire journalier des ouvriers hongrois à cette date s'élevait à 4–7 pengoes, celui des salariés agricoles à 1,5–2 pengoes. Voir: István Lagzi: *Uchodźcy polscy na Węgrzech drugiej wojny światowej*. Warszawa, 1980. pp. 259–383.

¹⁴ L'État s'est chargé d'assurer aux émigrés polonais, et dès le début, le logement, l'alimentation et les services sanitaires. Les organisations civiles avaient un rôle supplétif (pour procurer des tentes, des meubles et instruments pour les écoles, du linge).

¹⁵ Au printemps 1940 le gouvernement britannique a offert aux émigrés polonais 100 mille livres à titre d'allocation vestimentaire. Le Comité anglais pour le Soutien des Émigrés polonais a offert 70 mille livres issues des collectes, la colonie polonaise aux États-Unis 307 mille dollars, le Comité américain pour le Soutien des Émigrés polonais 132 mille dollars collectionnées aux émigrés polonais vivant dans différents pays. Cf. *Więści Polskie* (Budapest), 4 czerwca 1940.

Comité civil pour l'Assistance des Réfugiés polonais (Komitet Obywatelski dla Spraw Opieki nad Polskimi Uchodźcami na Węgrzech) et l'Office pastoral catholique des Réfugiés polonais en Hongrie (Katolickie Duszpasterstwo nad Uchodźcami Polskimi na Węgrzech) lesquels, en leur qualité d'organisation officielle, géraient la vie culturelle des Polonais. L'appareil du Comité civil était responsable de l'organisation de l'éducation.¹⁶

Les petites écoles polonaises

Nombre de Polonais sont arrivés en Hongrie avec des enfants et ils ont été logés avec eux. Mais il y avait beaucoup d'enfants sans parents aussi. D'après les sources et les mémoires, l'intention de reprendre les études a été formulé dès septembre dans plusieurs camps. Dans le camp militaire et civil (l'un des plus peuplés) à Nagykanizsa on voit se mettre en place, dès mi-octobre, l'une des premières écoles primaires avec 12 enseignants et 21 élèves. Quelques uns de ces enfants polonais se sont fait inscrire aux écoles hongroises locales (munie de section d'études musicales). Dans une de ces écoles locales, l'enseignement devait être organisé l'après-midi conformément au programme d'enseignement polonais.¹⁷ Les écoles élémentaires polonaises se sont organisées à l'intérieur des camps dans lesquels le nombre des enfants était suffisamment important et les conditions (locaux et personnel) nécessaires avaient été réunies. Mais il y avait des camps dans lesquels, pour diverses raisons (par exemple ils se situaient loin de tout) on devait se contenter d'une ou de quelques classes et le contrôle de connaissance devait s'effectuer, une fois par an, à la fin de l'année scolaire, dans l'école polonaise la plus proche. Il faut dire que les écoles primaires polonaises travaillaient en général avec des classes ayant peu d'élèves et les classes ne constituaient pas de système entier et cohérent; il leur manquait ce qu'on appelle l'ambiance scolaire. Les écoles de *Dunamocs* (25 élèves), de *Kadarkút* (30 élèves), de *Keszthely* (40 élèves) et de *Zalaszentgrót* (25 élèves) devaient être considérées comme des écoles numéri-

¹⁶ Du côté polonais, l'assistance de émigrés polonais devait être assurée par le Ministère du Travail et de l'Assistance nationale, l'enseignement par le Bureau de l'Éducation et de la Culture. Afin de coordonner l'assistance culturelle, morale et matérielle des émigrés civils et des camps d'internement militaires le gouvernement polonais émigré a envoyé des commissaires dans les pays qui avaient accueilli un nombre important de Polonais. En Hongrie, c'était Dr. Władysław Dziągiewski pour la culture et l'éducation. Cf. Jan Kulnianin: *Z badań nad działalnością społeczną i opiekunczą rządu RP na emigracji w latach 1939-1944*. In: *Dzieje Najnowsze, Rocznik XIX-1987*, 2. pp. 65-66. ; Kazimierz Stasiński: *Szkolnictwo polskie na Węgrzech w czasie drugiej wojny światowej*, Poznań, 1969. p. 77.

¹⁷ Lagzi István: *Lengyel menekültek Zala megyében a második világháború idején*. (Réfugiés polonais au comitat Zala pendant la seconde guerre mondiale) Zalaegerszeg, 1975. p. 143. Les enseignants hongrois de Nagykanizsa se sont chargés des frais d'alimentation et du loyer d'un appartement de trois pièces. Cf. Stasiński: op. cit. p. 75.

quement importantes. Par contre, l'école mise en place à *Püski*, dans le camp des officiers et où il n'y avait que 10 élèves, ne faisait pas partie des écoles les moins importantes.¹⁸

Le camp des Polonais à Nagykanizsa a été dissous¹⁹ au printemps 1941, ses habitants ont été transférés dans d'autres camps. Par conséquent, l'école élémentaire de ce camp devait s'installer à *Hévíz* où un camp civil fonctionnait déjà. La nouvelle école, installée guère, devait déménager à cause du début de la saison touristique (le 1er mai 1940), pour trouver refuge à *Dunamocs*, village de la rive gauche du Danube. Les cours d'été, puis la rentrée scolaire ont été organisés à l'aide du Camp des Réfugiés civils polonais comptant 100 personnes. Avec l'assistance du comité d'autogestion du camp, les réfugiés ont mis en place un atelier de tailleur et de couturière, et ils ont entrepris l'élevage des porcs et des vers à soie. Le chœur dirigé par Witold Luczynski et le théâtre d'amateur expérimental pouvaient assurer, aux élèves aussi, un passe-temps utile. Au début, l'enseignement devait se dérouler dans le souterrain d'un des bâtiments des réfugiés; le problème des locaux a été résolu, mais le chauffage et l'éclairage des classes continuaient de poser des problèmes. Ce n'est qu'en 1942/43 que cette école a trouvé des locaux dignes de l'enseignement. Les 17 élèves et les trois professeurs ont reçu trois grandes salles dans l'ancienne caserne des gardes-frontière où ils pouvaient travailler normalement. Leur nombre s'élevait à 22 au printemps 1944 puisque 5 enfants étaient arrivés de la Pologne occupée (de la ville de Stanisławów).

Du point de vue de la santé, ils étaient confiés aux établissements compétents. L'école polonaise de *Dunamocs* continuait à fonctionner même après l'occupation allemande (le 19 mars 1944). Ils liquidèrent le camp civil le 30 novembre 1944, la majeure partie des habitants dont les professeurs ont été transportés dans des camps de travail et de concentration, ce qui mit définitivement fin au fonctionnement de l'École Primaire Polonaise. La plupart des élèves furent capturés par les Allemands, les plus chanceux ont été cachés par la population hongroise.²⁰

L'histoire de la formation scolaire organisée sous l'égide du *Camp des Scouts Polonais* à *Somlőszőlős* puis à *Szikszó* constitue un chapitre à part. Le camp établi à

¹⁸ Helena i Tibor Csorba: *Losy mlodoziezy polskiej na Węgrzech w latach II wojny światowej*, Warszawa, 1981. p. 128.

¹⁹ Officiellement, on a expliqué la dissolution par le fait que plusieurs agents polonais s'occupaient de recruter des volontaires et de les faire passer par la frontière yougoslave des volontaires vers la France. Cf. *Zala megyei levéltár, Zalaegerszeg (ZML) 2-172/1940 35-1940*. La lettre du greffier de la commune de *Hévízszentandrás* adressée au commandant du Camp Civil Polonais de Nagykanizsa. Le 1 octobre 1940.

²⁰ Stasiński: op. cit. pp. 77-86.

Somlósziölös en octobre 1939 a rendu possible d'assurer l'enseignement à 40 élèves.²¹ Au moment du transfert à Szikszó, le 1er février 1940, il n'existaient réellement que la IIe et la VIe classes. A *Cstzfürdő*, ville munie d'une station balnéaire connue, dans le Nord de la Hongrie où il y avait un camp pour les officiers polonais, on avait organisé l'enseignement dans les sept premières classes à partir l'automne 1939. Malheureusement, cette école, de même que celle de Hévíz, cessa de fonctionner avant la saison touristique, c. à d. au mois de mai de l'année 1940.²² Dans le Nord-Ouest du pays, près de la frontière autrichienne, à *Püski*, l'éducation des enfants a été organisée par les habitants du camp des officiers. A cause des difficultés matérielles et de la diminution du nombre des élèves l'enseignement a été abandonné à la fin de l'année scolaire 1941/42.²³ Dans les camps de *Barcs* et de *Gyöngyös* aussi l'enseignement s'arrête rapidement. L'école mise en place dans le camp des civils polonais à Barcs n'a fonctionné que pendant l'année 1939/40. Ce camp, près de la frontière yougoslave était l'un des centres de l'évacuation des Polonais vers la France. Les gens arrivaient et s'en allaient; beaucoup de professeurs polonais ont quitté la Hongrie pour la France. La direction du *Komitet Obywatelski* n'était pas content du niveau de l'enseignement, elle a donc décidé de l'abandonner.²⁴

Le camp des civils polonais installé dans la commune de *Kadarkút* abritait, encore en 1942, 239 personnes, il faisait partie des camps les plus importants. Il y avait des ateliers de tailleur, de coiffeur et de pantoufflier et aussi un potager pour mieux occuper les gens et s'assurer des revenus supplémentaires. La vie culturelle aussi était bien organisée: il y avait un chœur, un orchestre de danse, un théâtre d'amateurs, on enseignait le hongrois, et le russe en raison de trois heures par semaine; ainsi les différentes manifestations culturelles pouvaient assurer une base solide à l'enseignement primaire. Les classes ont été organisées à la rentrée de 1939; au début, il s'agissait des cours de l'après-midi dans les classes de l'école hongroise. Plus tard on a transféré les 30 élèves dans une maison familiale. Le niveau de l'enseignement peut être caractérisé par le fait qu'après avoir terminé la VIe classe, une partie des élèves ont été admis au lycée polonais de *Balatonboglár*.

L'école primaire mise en place à *Keszthely* appartenait aux plus peuplées. Les 300 réfugiés polonais installés dans cette ville munie d'une station balnéaire réputée – près du Balaton – constituaient une sorte d'élite et grâce aussi aux autres facteurs

²¹ Ibidem: p. 86.

²² Ibidem: p. 87.

²³ Ibidem: p. 88. Plusieurs familles ont quitté le camp, une partie des élèves voulaient poursuivre leurs études dans de meilleures conditions.

²⁴ Ibidem: p. 71.

particulièrement favorables ils ont pu organiser dans cette ville une école „élite” fonctionnant jusqu'à la fin de l'année 1943.²⁵

A Eger²⁶, l'enseignement a été organisé en 1940 à l'intention des enfants du camp d'officiers. Pendant les quatre ans de l'existence du camp, 122 enfants ont profité de l'enseignement dans cette école. Il y avait 18 enseignants, en grande partie des officiers ayant une formation professionnelle. L'école d'Eger fut l'une de celles dans lesquelles le nombre des professeurs égalait celui des élèves. A Kiskunlacháza aussi, on a organisé les petites classes pour les enfants du camp des officiers. Dans ce cas là aussi, le personnel enseignant et les activités culturelles de base étaient préexistants (casino, bibliothèque, chœur, orchestre, théâtre d'amateurs, cuisine, salle à manger, infirmerie, etc. ; il y avaient des cours de hongrois, d'allemand, d'anglais). Pourtant, les classes n'ont été mises en place qu'au cours de l'année 1943/44. Il s'agit donc d'une institution qui a très peu vécu.²⁷ On pourrait dire la même chose sur le camp d'officiers de Zalaszentgrót, mais la vie menée dans ce camp était beaucoup plus intense: en dehors des cours de langue et des cours de conduite il y avaient des cours de comptabilité. . . on pouvait s'occuper du potager et de l'apiculture, il y avait même un laboratoire de développement. 25 personnes ont reçu leur certificat entre le 7 octobre 1940 et le 19 mars 1944. Compte tenu du nombre restreint des élèves (8 garçons et 6 filles au début), on avait organisé trois groupes (classes I-II, III-IV, V-VI). Les salles ont été assurées par le directeur de l'école hongroise - l'après-midi. Nombreux adultes ont eu la possibilité d'achever leurs études interrompues, c. à d. de terminer la septième classe.²⁸

Parmi les écoles primaires celle de Vác mérite d'être mentionnée à part. Il s'agit d'un foyer pour les jeunes qui réunit les critères du *camp*, de l'école et du collège. Sa dénomination officielle: Foyer des Réfugiés polonais orphelins (Schronisko dla Polskich Sierot Uchodźczych); dans la majorité des cas, se sont des enfants juifs privés de leurs parents qui ont trouvé refuge dans cet établissement. Ouvert en juillet 1943 pour 80 personnes il a d'abord abrité des enfants de 4 à 16 ans, mais plus tard on devait y admettre des enfants de n'importe quel âge sortis de la Pologne par des agents de liaison. On enseignait dans les sept classes, mais les enfants devaient apprendre aussi certains éléments du comportement quotidien: Ils fréquentaient à l'église catholique, ils devaient apprendre certaines prières, psaumes, salutations, et ils portaient la croix.

²⁵ Ibidem: pp. 71 - 74.

²⁶ Ibidem: p. 88.

²⁷ Ibidem: pp. 88 - 89. Voir plus détaillé: Lagzi István: Lengyelek és franciák Heves megyében 1939 - 1945. (Polonais et Français au comitat Heves 1939 - 1945.) Eger, 1981. pp. 127 - 129.

²⁸ ZML 2-1200/1941. Procès verbal, le 15 novembre 1941, Keszthely.

Chacun de ces enfants a reçu un nom arien et un extrait de baptême. Grâce aux actions concertées des autorités hongroises, des organisations des réfugiés polonais et de la Croix- Rouge il a été possible de sauver la majorité de ces enfants juifs. Il avait été mis en place un autre camp aussi appelé *internat* pour réunir les enfants polonais de religion juive ou qualifiés tels à *Rákosfalva*, un des banlieux de Budapest; l'enseignement y a été organisé pour 35 enfants âgés de 7 à 13 ans. On apprenait le hébreu, le hongrois et l'anglais dans ces classes. Une phrase du compte rendu de l'inspecteur témoigne de la façon dont on s'occupait des enfants dans cet *internat*: ce qu'on a vu à *Rákosfalva*,,, *peut être considéré comme une des plus belle pages de nos efforts pour les réfugiés et comme un vrai succès pédagogique.* " Dans une autre commune près de Budapest, à *Csillaghegy*, on avait organisé un camp pour y cacher des enfants polonais juifs. Là, on ne pouvait faire fonctionner que les IIIe, IVe, Ve, et la VIe classes. Il est important de signaler que les habitants des villages environnants comme *Szentendre*, *Leányfalu*, *Csóbánka* eux aussi, ont caché de jeunes Juifs appartenant au camp de *Csillaghegy*.²⁹

L'enseignement secondaire polonais

Le gouvernement polonais de l'émigration installé en France – à Angers – puis à Londres a beaucoup insisté par l'intermédiaire de ses agents et de ses représentations sur ce que les Polonais émigrés organisent sans tarder leur vie quotidienne et mettent en place leurs institutions. L'organisation des écoles et de l'enseignement des langues faisait partie des tâches les plus importantes. Des écoles polonaises s'ouvraient un peu partout dans le monde notamment *en Suisse, en Suède, en France, en Palestine, en Roumanie et même en Rhodésie*.³⁰ La mise en place des

²⁹ Stasiński: pp. 90–97.

³⁰ Szkolnictwo polskie na uchodźstwie. *Więści Polskie*, 4 listopada 1942. p. 2. *A Stokholm*, une école primaire et une école secondaire ont commencé à fonctionner à partir du décembre 1940 pour 54 enfants polonais. 50% des enfants polonais entre 7 et 14 ans résidant *en France* pouvaient fréquenter l'école. Le lycée et liceum déménagé de Paris à Willard de Lans pouvait accueillir 200 élèves. En Suisse, l'enseignement a été organisé, en novembre 1940, dans le cadre d'un camp appelé camp de liceum. Dans les „camps” d'Odemburg puis de Wetzikon il y avait une section de lettres et une section de mathématiques et de sciences naturelles. La bibliothèque de l'école possédait 3 mille livres. La préhistoire de l'école installée en Rhodésie a été très mouvementée. On avait installé une école maternelle, une école primaire, une école générale, un lycée normal et un liceum en Chypre lesquels, pour des raisons de sécurité, ont été transférés au début de 1941 en Palestine, puis peu de temps après (l'automne 1941) les 64 élèves et leurs enseignants devaient partir pour la Rhodésie. En Palestine, à partir du mois de décembre 1940, il a été mise en place une école primaire complète (de la 1ère à la 7e classe), un lycée général et un liceum avec une section de lettres et une section de sciences humaines. Les jeunes polonais étaient logés dans un bâtiment retenu

écoles primaires devait être rapidement suivie par l'organisation de l'enseignement *secondaire*: des lycées d'abord, puis des écoles techniques. Du côté polonais, l'organisation de l'enseignement secondaire polonais en Hongrie a été confiée à Dr. Władysław Dzięgiel, ancien inspecteur en Silésie. Grâce à la collaboration active des autorités centrales et des municipalités, les efforts pour la mise en place de l'enseignement secondaire ont abouti dès le mois d'octobre 1939 à *Nagykanizsa* et *Balatonzamárdi*.³¹

A Nagykanizsa, les classes de lycée et de liceum ont été organisées à l'intérieur du camp d'internement militaire. Les enseignants devaient être des officiers en réserve puisqu'il était interdit aux civils de séjourner à l'intérieur du camp. La rentrée et les inscriptions ont été organisées le 12 octobre 1939, trois semaines après leur arrivée en Hongrie. Le *Lycée et liceum polonais* ne s'est ouvert que le 22 avril 1940.³² Après cette date, il est devenu possible que des professeurs civils aussi puissent enseigner à l'intérieur du camp. Le personnel enseignant comptait 9 personnes en dehors du directeur et son adjoint; trois personnes ont commencé leur carrière d'enseignant dans cette école. L'année scolaire a été prolongée en raison de la rentrée retardée par les événements de la guerre, et on a organisé des cours supplémentaires l'après-midi à partir du 14 mai 1940. Les examens ont eu lieu le 15 juin. Les élèves des classes terminales passèrent le baccalauréat conformément aux lois polonaises, les certificats devaient être validés par le consulat polonais pour qu'ils soient admis par les établissements de l'enseignement supérieurs.³³ Le lycée de Nagykanizsa a cessé de fonctionner après l'écroulement de la France. Les professeurs et les élèves ont été transférés à Balatonboglár où ils ont réorganisé les cours pour l'année 1940/41.

D'après les documents trouvés dans des archives, des classes de lycée et de liceum ont été installées aussi à *Érsekkéty* à l'aide du Comité anglais pour l'Assistance des Polonais (*Angielska Komitet Pomocy Polakom*) le comité anglais avait payé les loyers jusqu'au 1er avril 1941, mais l'enseignement n'y a pas duré plus longtemps qu'à Nagykanizsa ou à Balatonzamárdi. Ces classes ont cessé de fonctionner le 8 août pour des raisons que nous ne connaissons pas. Les locaux restaient utilisés par les Polonais: ils les ont transformé en Foyer d'Étudiant et École technique.³⁴

exclusivement pour eux. Il y avait à Tel-Aviv 44 lycéens, 30 élèves de liceum, 55 élèves d'école primaire (129 personnes).

³¹ Stasiński: op. cit. pp. 98-104. Cf. Franciszek Budziński: *Lengyel Gimnázium és Liceum Balatonzamárdiban és Balatonbogláron 1939-1944.* (Lycée et liceum polonais à Balatonzamárdi et à Balatonboglár entre 1939 et 1944). Boglárielle, 1989 p. 13.

³² *Lyceum* polonais: deux classes après les six premières classes. Budziński: op. cit. pp. 12.

³³ Stasiński: op. cit. pp. 103-105.

³⁴ OL B. M. 1939-1940-15-4024-107. folio. Voir ecore:OL B. M. 1944-10-4018-560622.

A *Balatonzamárdi* où il y avait aussi un camp pour les civils, l'enseignement secondaire a débuté à la fin du premier semestre de l'année 1939/40, vers le milieu du mois de décembre.³⁵ Les professeurs capables de donner un enseignement sérieux ne sont pas arrivés avant. Le lycée et liceum a été organisé à la mi-octobre (comme l'école primaire) mais pendant les premiers mois il devait accueillir les volontaires en transit partant pour la France via Yougoslavie. Des 300 élèves réunis ici pendant l'automne 1939, il ne reste plus, à la fin de l'année, que juste un nombre suffisant pour remplir une classe. Cette situation politiquement et pédagogiquement également ambiguë s'explique par le fait que les organisations polonaises à Budapest ont fait valoir leurs intérêts immédiats: „... ils ont déclaré que la première tâche du lycée et du liceum à Balatonzamárdi était d'accueillir les jeunes gens aptes au service militaire et les préparer à repartir vers la France. De plus, la jeunesse elle-même pensait que, pendant la guerre, le devoir primordial était de se battre contre les occupants et que l'école n'était qu'un lieu transitoire pour se préparer à la lutte armée.”³⁶

Nombreux jeunes Polonais étaient arrivés en uniforme à Balatonzamárdi, puis après un bref repos et des prises de contact nécessaires ils ont quitté la Hongrie dans l'espoir de pouvoir rejoindre l'armée polonaise réorganisée en Occident. Entre l'arrivée et le départ ils étaient enregistrés comme „étudiants”. Ils n'ont pas pris l'enseignement au sérieux, ils ne voulaient pas tenir compte des règles de comportement normalement prescrits aux internes. Ils ont démoralisé et déstabilisé la vie intérieure de l'établissement. L'importance du „transit” à Balatonzamárdi ne tardait pas à attirer l'attention de la légation de l'Allemagne en Hongrie³⁷ jusqu'à mettre en question l'existence même de l'établissement. Les autorités polonaises et hongroises se sont également rendu compte des dangers que représentait cette situation. Elles ont fait tout leur possible pour que l'école réponde à sa destination. Ils ont commencé à n'installer à Balatonzamárdi que des jeunes qui n'étaient pas encore en âge de porter des armes, ainsi ils ne pouvaient pas quitter la Hongrie qualifiés volontaires.³⁸ Au tournant de 1939 et 1940, l'établissement s'est transformé, l'internat prévu pour 200 personnes devenaient une vraie école. Le directeur nommé en janvier 1940 avait pour tâche urgente de démarrer l'enseignement dans les classes classiques et modernes du liceum conformément aux

³⁵ Nous ne connaissons pas la date précise. Mais, puisque la plupart des professeurs ne sont arrivés qu'en décembre 1939 ou en janvier 1940, il est certain, que l'enseignement devait être partiel avant ces dates.

³⁶ Budziński: op. cit. p. 16.

³⁷ *Hadtörténelmi Levéltár Honvédelmi Minisztérium (HL H. M.)* (Archives du Ministère de la Défense nationale) 1940-21-21-3553-3745. Note d'Otto von Erdmannsdorff, ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Budapest au Ministère des Affaires étrangères de Hongrie. (1941/Pol. - 1939: 8318/Pol. - 1939).

³⁸ Budziński: op. cit. p. 16.

programmes officiels, de mettre fin à l'anarchie et rendre le moral à l'établissement. En décembre 1939 et en janvier 1940, le personnel enseignant s'est complété: on a recruté des spécialistes, le nombre des élèves a commencé à monter. Beaucoup de jeunes en âge d'école secondaire ont été transférés des camps militaires à Balatonzamárdi. Le camp militaire de *Kisbodak* a envoyé 40 élèves à l'école secondaire de Balatonzamárdi. Les conditions de l'enseignement se sont rapidement améliorées, 400 livres et périodiques étaient à la disposition de ceux qui se préparaient aux examens. *Stanisław Świrad*, professeur de chant a formé un chœur, *Józef Burbelka* a organisé des équipes de volley-ball, de basket-ball, de hand-ball et de football. Une troupe de danse s'est organisée au printemps 1940. Le problème de la „rétribution” des professeurs a été résolu, on n'avait plus besoin de l'enseignement bénévole. A partir du janvier 1940, les professeurs pouvaient recevoir 30 pengoes de supplément en dehors des 2 pengoes offerts par les Hongrois.³⁹ Aux enfants moins de 12 ans il était attribué la somme de 1,5 pengoe, à ceux qui avaient plus de 12 ans on attribuait 2 pengoes par jours (les élèves en percevaient 20 fillérs, le reste devaient couvrir les frais de l'internat et de l'enseignement).⁴⁰

Les mois de mai et de juin ont apporté des changements très importants dans la vie des réfugiés polonais. Entre le mois de septembre 1939 et le mois de juillet 1940, les organisations légales et illégales en Hongrie ont évacué 20 mille militaires et civiles (en âge de porter les armes) en France et au Moyen-Orient.⁴¹ Cela devait se passer au su et à la vue des autorités hongroises. Le gouvernement hongrois, conformément à ses intérêts en politique extérieure, tolérait les activités fructueuses du Bureau d'évacuation installée à Budapest malgré les protestations allemandes vigoureuses et réitérées.⁴²

Les activités des services militaires et civils polonais (*Placówka „W”* et *Ekspozytura „W”*) n'étaient pratiquement pas gênées par les autorités hongroises.⁴³ Les autorités hongroises devaient assurer le ministre plénipotentiaire allemand à Budapest qu'elles contrôlaient les organisations polonaises conformément aux prescriptions de la convention de Genève.⁴⁴ La première occasion rendant possible la

³⁹ Les 30 pengoes par mois étaient payés sur les fonds culturels et scolaires du gouvernement polonais émigré, par l'intermédiaire du Comité polonais de Budapest. Les professeurs ayant le statut d'officier de réserve touchaient 4 pengoes, les civils 2 pengoes par jour.

⁴⁰ HL H. M. 1940. Eln. 21 - 21 - 3553 - 2823.

⁴¹ István Lagzi: *Droga żołnierza polskiego*. . . p. 291.

⁴² Ibidem: pp. 37 - 47.

⁴³ Ibidem: pp. 32 - 36.

⁴⁴ Biegański: op. cit. p. 29.

limitation de la fluctuation du nombre et du déplacement des émigrés polonais s'est présentée à la fin du mois de juin. La France (siège du gouvernement émigré et d'une armée de plus de 80 mille) s'est écroulée entre le 10 mai et le 22 juin 1940. Tant que les services pour accueillir les Polonais n'étaient pas mis en place au Moyen-Orient, on ne pouvait pas où évacuer les militaires. C'est dans la connaissance de cette situation que les autorités gouvernementales hongroises ont restreint la liberté du déplacement des militaires polonais émigrés (leur nuisant le moins possible) en guise de geste d'apaisement envers la légation allemande.⁴⁵ Les services polonais en Hongrie s'efforçaient de donner le moins de cibles possibles à la légation allemande. Ils voulaient éviter autant que possible que les camps contrôlés par les militaires accueillent des civils.⁴⁶ C'est dans cet esprit qu'ils ont réorganisé l'enseignement secondaire polonais en Hongrie pendant l'automne 1940. La majeure partie des Polonais à l'âge de pouvoir faire des études secondaires a été concentrée dans l'établissement s'appelant *Camp pour les jeunes Polonais (Polski Obóz Młodzieżowy w Balatonboglár)*. Comme à Balatonzamárdi, il y avaient des classes de lycée aussi bien que de liceum mais il y avait aussi un internat conçu pour accueillir 200 personnes.

Les élèves au camp de jeunesse à Balatonboglár étaient 249 en 1940/41, 231 en 1941/42 et 260 en 1942/43, tandis que pendant la dernière année, en 1943/44, ils y avaient 298 inscrits.⁴⁷ Les professeurs se sont recrutés un peu partout, il y en avait qui venait de Balatonzamárdi, de Nagykanizsa ou de Szikszó, c. à d. du Camp des Scouts Polonais. Le directeur, *Piotr Jędrasik* fait état (dans son carnet important pour l'historiographie) de 40 professeurs travaillant pendant plus ou moins longtemps dans cet établissement.

Les élèves du *Lycée et liceum* fonctionnant dans le cadre du camp de la jeunesse ont été installés dans deux internats (séparés pour les garçons et pour les filles). Le foyer des garçons comptaient en moyenne 120 personnes, celui des filles: 80; 100 élèves vivaient à l'extérieur du camp, avec leurs parents. (Pendant la seconde guerre mondiale Balatonboglár était la commune la plus „polonisée” du continent. 229 personnes civils et 163 personnes ayant des enfants écoliers résidaient dans le camp civil. Le nombre des personnes internées dans le camp pour les officiers était lui aussi considérable. Il y avaient des mois pendants lesquels 500–600 émigrés polonais gonflait la population de ce village de trois mille habitants. La bibliothèque de l'école secondaire

⁴⁵ István Lagzi: *Droga żołnierza polskiego*. . . pp. 198–199.

⁴⁶ Les habitants des camps militaires devaient avoir l'autorisation écrite du commandant pour sortir du camp. Ceux qui quittaient le camp sans autorisation devaient être punis (enfermés au bloc, emprisonnés sur jugement du tribunal).

⁴⁷ Stasierski: op. cit. pp. 137–142. Cf. Budziński: op. cit. p. 55.

polonaise comptait plus de livre que la bibliothèque du village. Dans l'église du village on tenait régulièrement des messes en polonais et ces messes étaient plus fréquentées que celles célébrées en hongrois). A l'intérieur du camp pour les jeunes il y avait une école élémentaire de 6 classes, un lycée de 4 classes et un liceum de 2 classes.⁴⁸ Les manuels scolaires avaient été préparés dans des imprimeries hongroises ou multipliés utilisant la technique lithographique. Les cartes, les livres de langue les outils de démonstration etc. ont été procurés à l'aide des dons étrangers, des collectes réalisées dans des écoles hongroises par des organisations civiles hongroises mais aussi à l'aide de l'argent directement aux établissements d'enseignement.⁴⁹ Officiellement c'est le *Komitet Obywatelski* qui devait diriger l'établissement. L'État hongrois s'est chargé des frais du logement, de la restauration et des services sanitaires.

Pendant l'année scolaire 1940/41 on a pu commencer l'enseignement dans 4 classes de lycée, et dans deux classes de première année et une classe de seconde année de liceum. Au cours de l'année 1943/44 on a ouvert deux classes de quatrième année de lycée et trois premières classes de liceum. Il y avaient dans l'ensemble 10 classes. L'intérêt des élèves aux différents types de classes de liceum présente des particularités. Pendant l'année scolaire, 77 élèves de seconde année sur 114 ont choisi les mathématiques et la physique tandis que 33 enfants seulement se sont engagés pour faire des études dans la section de lettres. Les proportions étaient comparables en première année: 36 élèves participaient aux études de lettres, il y avait 97 inscrits dans les classes spécialisées en mathématiques et physique. Pour l'année 1943/44 52 enfants se sont fait inscrire en première année du liceum. Parmi eux 11 ont choisi les lettres et 16 les mathématiques et la physique, tandis que 25 élèves ont choisi d'autres sciences naturelles.⁵⁰

L'*internat* a joué un rôle déterminant dans la vie des élèves, et ce rôle devait se manifester aussi dans le fonctionnement de l'établissement. Włodzimir Alber, professeur de chimie et de physique écrit dans ses mémoires: „... le réveil avait lieu à 6 heures 30. A 7 heures, le rassemblement, puis la prière et le petit-déjeuner. Les classes commençaient à 8 heures. Il y avait 15 minutes de récréation après chaque leçon. ... A deux heures, le déjeuner. Les élèves étaient libres jusqu'à 4 heures. A partir de 4 heures les élèves devaient se préparer aux leçons du lendemain. (En cas de besoin, les élèves devaient accomplir des tâches d'intérêt collectif. Les professeurs aidaient régulièrement les élèves à se préparer aux cours). Ce programme durait jusqu'à 6

⁴⁸ Budziński: op. cit. p. 56.

⁴⁹ Laczkó András: Menekülés a jövőért. Lengyel sorsok Magyarországon 1939–1945. (Polonais en Hongrie entre 1939 et 1945) Bográd, 1989. pp. 18–19.

⁵⁰ Budziński: op. cit. p. 56.

heures et demie. A 7 heures on dînait, puis les élèves étaient libres jusqu'à 9 heures 30 (second rassemblement). Il fallait dormir à partir de 10 heures du soir. Un nombre important d'heures était consacré à l'éducation physique. . . Pendant les week-end on organisait des grandes marches à pied. Le dimanche on participait à la messe à partir de neuf heures, et nous étions libres après la messe pendant le reste de la journée. La direction du camp avait acheté un petit voilier sur lequel les élèves pouvaient apprendre la navigation. Plus tard, on a pu louer – au Yachting Club – un voilier plus gros que les plus âgés pouvaient utiliser -sous la surveillance des professeurs- pour aller à Balatonfüred ou à Badacsony. Plusieurs douzaines d'élèves ont appris à conduire sur la seule voiture que possédait le camp.⁵¹ Il y avait aussi un atelier de reliure dans le camp. Les activités culturelles des élèves du lycée et du liceum devaient se dérouler au sein de l'internat.⁵² Ce qui manquait au *Camp de Jeunesse des Émigrés polonais* c'était les livres et les périodiques. Les livres scolaires venant de l'Occident, surtout de la France étaient peu nombreux. Il fallait donc rédiger des livres en Hongrie et/ou organiser le reprint des livres scolaires déjà existants. Les manuels de littérature, d'histoire et le catéchisme publiés par l'*Institut polonais* et d'autres organisations polonaises étaient nombreux; c'est surtout le nombre des livres publiés pour enfants qui était considérable.⁵³

Plusieurs professeurs travaillant à Balatonboglár se sont chargés d'écrire des livres scolaires. Włodzimierz Alber a rédigé un livre de chimie, Andrzej Czełusniak a rédigé sa *Dogmatique* à Balatonboglár. Les oeuvres des écrivains classiques de la littérature polonaise, (comme *Promethidiom* de C. K. *Norwid*, *Nieboska komedia* de Z. *Krasin'ski*, *Wesele* de *St. Wyspiański*, *Księgi Narodu i Pielgrzymstwa Polskiego* de *A. Mickiewicz*, *Wibór poezji* de *J. Kasprówicz*, *Popioły* [Wybór pierwszego tomu] de *St. Żeromski*, *Anielli*, *Genezis ducha* de *J. Słowacki*)⁵⁴ constituaient des auxiliaires très importants de l'enseignement de la littérature polonaise. Plusieurs réfugiés polonais ont contribué par leurs propres oeuvres ou par les traductions à satisfaire aux besoins des jeunes élèves en littérature de valeur. Les trois cahiers de l'*Histoire de la Littérature polonaise* de *Leon Kaltenbergh*, les poésies et les traductions de *Tadeusz Fangrat* ou

⁵¹ Laczko: op. cit. p. 9. Voir encore: *Harcerskie zagle. Więści Polskie*, le 28 mai 1943. p. 4.

⁵² Cf. Budziński: op. cit. p. 39. Sur l'importance de l'atelier de reliure voir: Stasiński: op. cit. p. 145.

⁵³ Z polskiego ruchu wydawniczego. *Więści Polskie*, 27 września 1942. p. 2. Voir encore: Budziński: op. cit. pp. 30. , 48. , 52–53. Au point de vue littéraire voir: Molnár István: *Lengyel menekült írók Magyarországon entre 1939 et 1945. (Écrivains polonais réfugiés en Hongrie entre 1939 et 1945). In: Tanulmányok a lengyel emigráció történetéből. Études sur l'histoire de l'émigration polonaise) 1939–1945.* (Red.: István Lagzi) Budapest-Szeged, 1979. pp. 69–85.

⁵⁴ Cf. *Więści Polskie*, 3 czerwca 1942. p. 4.; *Więści Polskie*, 4 października 1942. p. 4.; *Więści Polskie*, 21 października 1942. p. 4. Voir encore: Budziński: op. cit. p. 53.

les activités littéraires d'Adam Niemczuk appartiennent aux monuments importants de la culture polonaise en Hongrie.

Il faut souligner qu'il a été publié -en 1942- une anthologie de la poésie polonaise d'une importance générale (*Wibór utworów polskiej poezji nowszej*)⁵⁵, comportant les 77 oeuvres (jugées) les plus importantes des XIXe et XXe siècles. Le reprint de l'*Historie Węgier*⁵⁶ (Histoire brève de Hongrie) d'Adorján Divéky ou celui de l'anthologie des chansons populaires hongroises (*Wbiór węgierskich pieśni ludowych*)⁵⁷, un manuel d'orthographe polonaise (*Zasady pisowni polskiej*)⁵⁸ de la part du couple d'auteurs Jodłowski-Tarczyński et trois éditions du dictionnaire polono-hongrois de Julian Kurdybowicz témoignent également de la qualité des activités de l'Institut polonais de Budapest.

Les jeunes Polonais séjournant en Hongrie pendant les années de la seconde guerre mondiale ont eu la possibilité de prendre connaissance des monuments de la littérature hongroise. L'anthologie des oeuvres en prose de la littérature contemporaine hongroise *Mozaika węgierska*⁵⁹ préparée par Antoni Brosz présentait des auteurs de très haute qualité comme *Mihály Babits, Ferenc Herczeg, Dezső Kosztolányi, Sándor Márai, Ferenc Móra, Zsigmond Móricz, Áron Tamási, Lajos Zilahy*. Les deux volumes des traductions polonaises des poésies d'*Endre Ady* (le plus grand poète peut-être du XXe siècle en Hongrie) publiés respectivement par Kazimiera Iłakowiczówna⁶⁰ et Tadeusz Fangrat⁶¹ se trouvaient dans toutes les bibliothèques scolaires et publiques fonctionnant dans les camps. Les poésies d'Iłakowiczówna (*Wiersze bezlistne*)⁶² et les poésies choisies (*Szukam kogoś*)⁶³ d'Attila József traduites et publiées par Tadeusz Fangrat constituaient de vraies nouveautés. Il est à souligner que la *Więści Polskie* parue deux fois, puis trois fois par semaine a publié au fil des années un très grand

⁵⁵ *Więści Polskie*, 6 lutego 1942. p. 4. Cf. Łaczkó:op. cit. p. 25.

⁵⁶ *Więści Polskie*, 3 czerwca 1942. p. 4.

⁵⁷ *Więści Polskie*, 4 grudnia 1942. p. 4.

⁵⁸ *Więści Polskie*, 27 czerwca 1943. p. 4.

⁵⁹ *Więści Polskie*, 14 marca 1943. p. 4.

⁶⁰ Ady Endre: *Wybór poezji*. Przekład: Kazimiera Iłakowiczówny. Wydawnictwo Biblioteki Polskiej w Budapeszcie, 1943.

⁶¹ Ady Endre: *Popiołem i płomieniem*. Wibór poezji w tłumaczeniu Tadeusza Fangrata. Instytut Polski. Budapest, 1943.

⁶² *Więści Polskie*, 26 kwietnia 1942. p. 4. Le titre complet du volume: *Wiersze bezlistne. Zbiór poezji z lat 1936-1941*. Il a paru dans l'édition du Komitet Obywatelski dla Spraw Opieki nad Uchodźcami Polskimi na Węgrzech, en 1942.

⁶³ *Więści Polskie*, 13 stycznia 1943. p. 4.

nombre de poésies et de nouvelles à l'intention des enfants de moins de 10 ans.⁶⁴ Plusieurs volumes auraient pu en être remplis. Les livres⁶⁵ et les périodiques⁶⁶ illustrés publiés exclusivement pour les enfants étaient abordables dans les colonies polonaises de plusieurs pays.

Souvenirs et opinions des élèves

Les années passées des jeunes Polonais en Hongrie ne furent pas sans problèmes. Au début, il fallait trouver du logement, des salles de cours, et surtout, il fallait trouver des livres. L'absence des parents aussi rendait difficile la vie des élèves. L'assistance des autorités hongroises et la sollicitude des organisations polonaises pouvaient créer une ambiance qui rendait possible de faire les études sérieusement, de faire du sport et d'employer le temps libre d'une manière intelligente. La vie des élèves était soigneusement observée par les organisations officielles et humanitaires étrangères aussi. Mais l'aide immédiate venait toujours des autorités locales, de la population et des représentants des églises. Les mémoires parlent surtout des difficultés et des succès de tous les jours. Les jeunes Polonais ont pu faire la connaissance des différentes régions de la Hongrie, des monuments historiques et, avant tout, de la civilisation hongroise. Ils ont appris la langue, ils se sont familiarisés avec les coutumes. Leur amour pour la Hongrie, le peuple hongrois, la langue et les paysages ont des conséquences perceptibles jusqu'à nos jours en ce qui concerne nos relations culturelles et scientifiques.

„Nos quatre ans passés à Boglár n'ont pas été exclusivement remplis par les études. Nos énergies pouvaient être canalisées par le groupe de danse sous la direction de Halina Dubeńska, professeur de gymnastique, directrice de notre internat, par le chœur dont s'occupait le professeur Stanisław Świrad et le chœur dirigé par le prêtre Dr. Andrzej Czełusniak – ou par les représentations théâtrales qu'avait mises en scène le professeur Marian Jasiński. Pour moi, il faut le dire, l'événement le plus important fut la parution du premier numéro de *Młodzież*, notre périodique, en 1943”.⁶⁷

⁶⁴ Sur les pages de *Wieści Polskie* ce sont des poésies de grande valeur incitant au patriotisme et à la haute morale qui ont été publiées. Des colonnes ont été consacrées aux ouvrages pour enfants.

⁶⁵ Voir entre autres: Maria Grażyna Lawrukianiec: *Księżycowa bajka*. Illustr. Stefana Filipkiewicza. Biblioteka Polska, Budapest, 1941. ; Janina Porazińska: *W Wojtusiowej izbie* (9 opowiadań). Biblioteka Polska. Budapest, 1941. ; Henryk Sienkiewicz: *W pustyni i w puszczy* T. 1–2. Polish Relief Fund. Budapest, 1940.

⁶⁶ Voir par exemple: *Rocznik Polski. Kalendarz Polaka na Węgrzech* publié par „Biblioteka Polska”.

⁶⁷ Barátok a bajban. Lengyel menekültek Magyarországon 1939–1945. Budapest, 1985. pp. 428–429. (Amis dans l'adversité. Réfugiés polonais en Hongrie 1939–1945).

„Je vois maintenant ce que les Hongrois ont fait pour nous, ce qu'ils nous ont donné. Nous vivions librement, ils suivaient notre vie quotidienne avec bienveillance, ils assuraient les conditions de notre développement intellectuel et culturel. Nous avons eu la possibilité d'acquérir une formation spirituelle conforme aux traditions polonaises de laquelle la Pologne pourra être très fière. Ils ont quasi offert à la Pologne de l'avenir une poignée de jeunes bien préparés à leur tâche. Nous rentrerons en Pologne avec une vive reconnaissance dans nos coeurs envers les Hongrois quand l'aube de la liberté sera arrivée. Nous garderons dans nos coeurs le souvenir d'un pays travailleur, charmant, épris de la liberté et digne d'être aimé. Nous nous souviendrons de la Puszta hongroise et du Balaton appelé mer hongroise. ”⁶⁸ „Je rentre en Pologne avec les meilleurs souvenirs de Hongrie et des Hongrois. Ici, sur la terre hongroise, quand toute l'Europe était affamée, on nous a bien nourri, et je pouvais aller à l'école; je pouvais parler polonais, je pouvais travailler et faire des études. Je n'oublierai jamais l'hospitalité hongroise, leur bienveillance; je me souviendrai surtout du prêtre Varga⁶⁹, de dr. József Antall⁷⁰ et de Rozalie Vajkai. ”⁷¹

„La jeunesse était consciente de ce qu'elle avait le devoir inéluctable d'étudier. Elle voulait se préparer à la reconstruction de la Pologne. (...) Le lycée et liceum de Balatonboglár a pu assurer une vie tranquille pour toutes les couches de la jeunesse polonaise entrées en Hongrie. (...) Le niveau de l'enseignement et les critères de l'examen devait satisfaire aux plus hautes exigences. Les autorités hongroises n'avaient aucune prétention de diriger ou de contrôler l'éducation. (...) 142 élèves ont acquis le baccalauréat à Balatonboglár. Avec ceux de Balatonzamárdi, 177 élèves ont pu acquérir le baccalauréat en Hongrie.”⁷²

Les témoignages écrits et les mémoires de l'époque s'accordent à affirmer l'importance des possibilités de faire des études en Hongrie. Selon Franciszek Budziński – ancien élève – Balatonzamárdi et Balatonboglár ”. . . ont donné une éducation qui ne pouvait être qualifiée qu'à l'aide des adjectifs de signification profonde. Elle reste

⁶⁸ Helena i Tibor Csorba: *Losy młodzieży na Węgrzech*. . . p. 251.

⁶⁹ Dr. Varga Béla, curé de Balatonboglár, député, politicien connu, l'un des dirigeants du Parti des petits Propriétaires terriens a soutenu les émigrés polonais de plusieurs manières.

⁷⁰ Dr. Antall József, chef du IX^e département du Ministère des Affaires intérieures du Royaume de Hongrie était chargé de s'occuper des problèmes des réfugiés polonais civils.

⁷¹ Vajkai Rózi en sa qualité de représentante de l'Association internationale pour l'Assistance des Enfants siégée à Genève avait été chargée de s'occuper de l'assistance des enfants polonais.

⁷² Budziński: op. cit. p. 75.

pour nous un étalon éternel. De plus, elle suggérait l'importance de la solidarité qui assurait à l'être humain la dignité dans les circonstances les plus dures. »⁷³

Pendant la seconde guerre mondiale, les immigrés polonais et d'autres nationalités⁷⁴ étaient protégés, ils pouvaient travailler et acquérir une éducation. Les enfants étaient libres de faire des études, plus de 200 jeunes Polonais se sont fait inscrire à l'université. Les relations hungaro-polonaises se sont enrichies pendant la guerre et les expériences d'alors contribueront à former entre les deux pays une collaboration plus riche et plus profonde. Un lieutenant polonais, *Marian Neff*, interné en Hongrie en 1942, met l'accent sur l'importance de la jeunesse: „Nous n'avons pas de doute que notre séjour en Hongrie contribuera à l'approfondissement des relations hungaro-polonaises traditionnellement bonnes et qu'avec notre départ les liens formés pendant notre séjour ne seront pas rompus.

Cela est valable surtout pour la jeune génération élevée pendant des années dans une ambiance amicale et chaleureuse, qui garde des souvenirs inoubliables et proclame à haute voix dans sa patrie retrouvée la vérité du proverbe: „Hongrois et Polonais sont des frères”.⁷⁵

⁷³ Laczkó: op. cit. pp. 20–21.

⁷⁴ Cf. István Lagzi: Quelques aspects du séjour des réfugiés polonais et français en Hongrie, 1939–1945. In: *Études Historiques Hongroises*, 1985, publiées à l'occasion du XVI^e Congrès international des Sciences historiques par le Comité national des Historiens hongrois, I. Budapest, 1985. pp. 659–683.

⁷⁵ *Jednodniówka Internowanych w Obozie w Zalaszentgrót na Węgrzech*, 1942. pp. 36–37.

A LENGYEL EMIGRÁCIÓ ISKOLÁI 1939–1944

Adatok a magyarországi lengyel elemi és középiskolák történetéhez

1939 őszén a német és a szovjet megszállók elől – köztudottan – több tízezer, a levéltári adatok szerint 45 ezer katonai, 15 ezer polgári személy talált menedéket Magyarországon. Közép-Kelet-Európában a lengyel emigráció számára Magyarország volt az összekötőkapocs. Az emigráns lengyel kormány és a hazai ellenállás zömmel Budapesten keresztül tartotta fenn kapcsolatait. Magyarország déli határán 1939-1941 között mintegy 32 ezer lengyel katonai és önkéntes evakuált, s csatlakozott a franciaországi, valamint a közel-keleti lengyel egységekhez.

A Magyarországra érkezést követő hetekben a lengyel menekültek viszonylag rövid időn belül kialakították saját belső szervezeteiket. Kiadásra kerültek az első sajtótermékek. A menekültek életében meghatározó szerepet kapott a nemzeti kultúra ápolása, ebből adódóan az ifjúság nevelése, az iskoláztatás. A menekült lengyel diákok számára az érkezést követő hetekben lehetővé vált a rövid időre megszakadt tanulás folytatása. A nagyobb létszámú katonai és polgári táborokban egymás után nyitlak meg az elemi iskolák, több helyen gimnáziumi és liceumi osztályok szerveződtek, ifjúsági táborok létesültek. A cserkészkorú fiatalok jelentős részét is sikerült összegyűjteni, a tanulás, illetve az ún. továbbképzés számukra Oroszi, Solmósölös, Szikszó községekben szerveződött meg. A katonakori cserészek jelentős része 1941 nyaráig elhagyta Magyarországot, Franciaországban, Angliában, illetve a Közel-Keleten teljesített katonai szolgálatot.

Az iskolai oktatást a magyar hatóságok mellett a Magyar-Lengyel Menekültügyi Bizottság Iskolai Osztálya, a Magyar Cserkészkör, a Magyar-Lengyel Diákszövetség, a Magyar Tanárok Országos Szövetsége, a Magyar Vöröskereszt Egylet – és számos más szervezet – segítette. A külföldi segítség-szervezetek közül elsősorban a Young Man's Christian Association – YMCA –, a Nemzetközi Vöröskereszt, a genfi Nemzetközi Gyermekvédő Egyesület, a lengyel menekülteket segítő egyesült-államok-beli, angliai humanitárius szervezetek járultak hozzá jelentős összegekkel a magyarországi lengyel iskolák működéséhez. Lengyel részről az oktatás, a nevelés, tágabb értelemben a kulturális téren végzett tevékenységért (A Lengyel Menekültek Gondozásának Ügyeit Intéző Polgári Bizottság Magyarországon – *Komitet Obywatelski dla Spraw Opieki nad Polskimi Uchodźcami na Węgrzech*) nevet viselő, az emigráns lengyel kormány irányítása alatt lévő hivatal apparátusának feladata volt.

Az egyik legnépesebb lengyel katonai és polgári táborban, Nagykanizsán 1939 október közepén az elsők között szervezték meg az elemi iskolát, mely 12 tanárral és 21 tanulóval kezdte meg működését. Az elemi iskolákra általánosan jellemző volt a kis létszám, a felmenő osztályok hiánya. Dunamocs 25, Kadarkút 30, Keszthely 40, Zalaszentgrót 25 fős tanulói létszámával a „nagy” iskolák közé tartozott, s püski községi lengyel tisztai táborban működő, 10 tanulót számláló iskola még nem tartozott a legkisebbek közé.

Az elemi iskolák szervezésével egyidőben Nagykanizsán és Balatonszéchenyben megszervezésre került a középiskolai oktatás. Az 1940/41-es tanévtől kezdődően a gimnáziumi és liceumi képzés központja a Balatonbogláron létrehozott Lengyel Ifjúsági Tábor keretében összpontosult. A táboron belül működő Lengyel Gimnázium és Liceum létszáma az 1940/41-es tanévben 249, 1941/42-ben 231, 1942/43-ban 260, 1943/44-ben (az utolsó tanévben) 298 beiratkozott tanulóból tevődött össze. A gimnázium és liceum tanulóit két – fiú és lány – internátusban helyezték el. Az ifjúsági táborban 6 osztályos elemi, 4 éves gimnáziumi és 2 éves liceumi képzés folyt. Az intézmény irányítása a Komitet Obywatelski feladata volt. Az elszállásolással, étkezéssel, egészségügyi ellátással járó kiadásokat a magyar állam vállalta magára.

A Lengyel iskoláztatás iránt megnyilvánuló figyelem és segítőkészség bizonyítékeként értékelhetjük – többek között – azt is, hogy számos táborban (pl. Eger, Kiskunlacháza, Zalabér, Gyöngyös) azoknak a fiataloknak, akik valamilyen okból nem tanulhattak Balatonbogláron gimnáziumi és liceumi osztályokat létesíthettek.

A felnőttoktatás, továbbképzés vonatkozásában a Népfőiskola (Uniwersytet Ludowy, vagy más megfogalmazásban, a Wyższa Szkoła Ludowa), valamint a Magyar Királyság területén lévő Lengyel Menekültek Katolikus Lelkipásztorsága – Katolickie Duszpasterstwo nad Uchodźcami Polskimi na terenie Królestwa Węgier – irányításával működő Katolikus Szabadegyetem (Katolicki Uniwersytet Powszechny) tevékenységét kell kiemelniük.

Az európai kontinens legnagyobb középiskolájában, a balatonboglári Lengyel Ifjúsági Központ keretében működő *Lengyel Gimnázium és Liceum* 142 tanulója kapott érettségi bizonyítványt. Összesen 177 lengyel diák számára állítottak ki érettségi oklevelet. A végeredményben a százalékos hibalehetőségekkel számolva 177-180 tanuló kapott érettségi bizonyítványt.

A balatonboglári egykori diákok 1961-ben megrendezett találkozóján megjelent 220 „tanuló”, köztük 35 mérnök, 21 orvos és gyógyszerész, számos közgazdász, vegyész és bölcsészeti képsítésű neves szakember, s diplomata is. Volt köztük lefokozott katonatiszt, helyét sohasem megtaláló közigazgatási hivatalnok és egyetemi oktató is. És sokan „igazolatlannul” hiányoztak, mert időben és térben nem volt módjukban megjelenni. De vannak olyanok is, akik a mai napig nem osztják meg egykori élményeiket, tapasztalataikat. A levéltári források számának növekedésére nem számíthatunk. A visszaemlékezés-gyűjtés vonatkozásában azonban még vannak feladataink.

LÁSZLÓ J. NAGY

LA TUNISIE SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE (1942-1943)

Les pays du Maghreb (la Tunisie, l'Algérie, le Maroc) – à côté de l'Indochine – sont les colonies les plus importantes du point de vue politico-stratégique de l'empire colonial français. Mais pendant la Deuxième Guerre mondiale, ils sont importants non seulement du point de vue des intérêts français, ces pays seront la tête de pont des membres occidentaux de la coalition antifasciste, c'est d'ici qu'ils partent pour la libération de l'Europe.

La défaite militaire de la France a produit un effet de choc parmi les habitants autochtones des trois pays, mais en même temps, elle animait la sympathie germanophile latente. Une partie des nationalistes – surtout ceux du Maroc Espagnol – pensaient qu'ils trouveraient de l'appui pour réaliser leurs aspirations à l'indépendance nationale de la part des puissances de l'Axe, en premier lieu de la part de l'Allemagne. Mais Hitler ne voulait pas prendre de l'extension dans le bassin de la Méditerranée, son activité de propagande – déjà dans les années précédant l'éclatement de la guerre – se dirigeait vers le Proche-Orient. Il avait consacré des sommes considérables – en profitant de l'anglophobie – pour gagner des partisans surtout dans les milieux de la jeunesse et des chefs religieux arabes de la Palestine.¹ C'est l'Italie qui formulait des buts expansifs dans la région de la Méditerranée. Ce fut sanctionné par le traité de 1937 entre Hitler et Mussolini reconnaissant le bassin de la Méditerranée comme zone d'influence italienne. C'est pourquoi, Berlin ne voulait pas établir de relations avec les militants germanophiles du mouvement national maghrébin qui, cependant, cherchaient l'appui des Allemands non seulement contre le pouvoir colonial français, mais contre les ambitions expansionnistes italiennes. Les activités de ce genre étaient d'ailleurs interdites par l'accord d'armistice conclu avec les Français. C'est sur cette base que les membres allemands de la commission d'armistice refusent les tentatives des nationalistes de créer des relations à Alger comme les diplomates refusent les mêmes tentatives de certains nationalistes à Tetouan.² Car ces nationalistes

¹ Schröder, M. J: Les rapports des puissances de l'Axe avec le monde arabe. In *La guerre en Méditerranée 1939-1945.* (Sous la direction d'Henri Michel) Paris 1971., Renseignements et études du Centre d'information et d'études de Gouvernement général de l'Algérie (par la suite CIE), AOM 11H50. Le rapport des consuls français de Stuttgart et de Genève le 13 avril, le 15 mai, le 1^{er} août 1938.

² Mahfoud Kaddache: *L'opinion politique musulmane en Algérie et l'administration française (1939-1942).* Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, 1979. no114, pp. 113-114. Abdelmajid Bejjelloun: *Approches du colonialisme espagnol et du mouvement nationaliste marocain dans l'ex-Maroc khalifen.* Rabat, 1988, p. 222.

pensaient qu'avec l'effondrement militaire de la France, les jours du pouvoir colonial étaient aussi comptés. Les lettres qui arrivaient au résident général de Tunisie, l'été 1940, rendaient compte de ce que „le nombre de ceux qui pensent que la mission de la France prit fin augmente”, le pouvoir colonial „est mort, noyé dans les eaux de Dunkerque”.³

En somme, la population autochtone et la plupart des chefs nationalistes gardaient une attitude expectante, leur comportement concernant la France n'avait pas changé considérablement. Pétain s'efforçait aussi de gagner la population autochtone au milieu de laquelle, il a réussi à s'acquérir un certain prestige à l'aide de quelques mesures paternalistes (p.ex. interdiction de consommation de l'alcool). Mais en ce qui concerne ses mesures antisémites, le souverain de Tunisie, de même que celui du Maroc s'en sont désolidarisés catégoriquement.

Les Alliés occidentaux ont décidé du débarquement en Afrique du Nord au cours de l'été 1942. Elle dut être préparée avec une très grande considération non seulement du point de vue militaire, mais du point de vue politique aussi. Le but n'était pas de vaincre les forces armées françaises ayant un effectif de quelque 200 000 personnes, mais de les gagner. Ils faisaient attention à ce que „l'entreprise ait l'air d'être – autant qu'il se peut – exclusivement américaine”.⁴ Presque tous les hommes et véhicules portaient des drapeaux américains. Car le sentiment anglophobe était très fort au milieu des habitants européens, mais surtout dans l'armée, dans le corps d'officiers. La cause en est – outre la crainte de perdre les colonies – que le 3 juillet 1940, la marine de guerre anglaise avait détruit le reste de la flotte française à Mers el Kebir, près d'Oran, en empêchant de telle manière que ce reste de la flotte française ne tombe pas entre les mains des Allemands. A cause de l'anglophobie la résistance gaulliste ne pouvait pas se déployer bien organisée, et les Européens, eux-même, prenaient le général pour la marionnette de l'Angleterre.

Les Etats-Unis commençaient à s'intéresser à l'Afrique du Nord après l'éclatement de la guerre mondiale, mais surtout après l'écroulement de la France. Le président Roosevelt, en septembre 1940, charge Robert Murphy, diplomate adjoint au gouvernement de Vichy d'établir des relations dans les pays du Maghreb. Le diplomate, en se préparant à cette tâche, étudie les documents relatifs la région des archives secrètes du ministère des affaires étrangères. Mais il est obligé de constater avec

³ Le tract du Parti Destour, le 12 mai 1941 in Histoire du Mouvement National Tunisien (HMNT). Documents VIII. Tunis 1970. (Sous la direction de Mohamed Sayah) p. 218., Lettre du contrôleur civil de Grabolia 1940, le 14 juin. Archives Nationales de Tunisie carton 39. dossier 2.

⁴ Eisenhower: Keresztes háború Európában. (Croisade en Europe) Zrínyi Katonai Kiadó 1982, p. 181.

tristesse qu'il „a trouvé très peu de matières utilisables ”.⁵ En décembre, il part pour l'Afrique du Nord, et son travail avait des suites: au printemps de l'année suivante – sur son conseil – une succession des agents américains arrivent sur les trois colonies françaises. Leur activité, coordonnée par Murphy, jouera un rôle important dans la préparation du débarquement. Dès le début, ces agents sont très actifs surtout au Maroc et en Algérie, en Tunisie ce sera de même après l'avènement au trône du bey Moncef.⁶

Le bey Moncef (1881-1948), montait sur le trône le 19 juin 1942 comme le 19^e souverain de la dynastie husseinite. A cause de ses prises de position et de ses activités antérieures, il sympathisait et c'était connu de tous, avec le Destour. Ses premières manifestations après son avènement au trône marquaient aussi un souverain qui prenait en considération les intérêts nationaux et qui avait une conception moderne: le baïseïm qui est du au bey, il l'a remplacé par une poignée de main, lors de son premier entretien avec le résident général, il expose qu'il désire augmenter le nombre des Tunisiens dans les fonctions publiques, il fait le tour du pays, on lui fait partout un accueil solennel. A l'occasion de son intronisation, il donne la droite avec ostentation au chef de la communauté juive de Tunisie. Tout cela irrite outre mesure le résident général. Surtout le fait que le bey Moncef reçoit plusieurs fois le consul américain et à chaque occasion il l'assure de sa sympathie pour les Alliés.⁷

A la suite du débarquement anglo-américain de novembre 1942, le Maroc et l'Algérie échappent à l'influence des puissances de l'Axe. La Tunisie cependant a été occupée par les Allemands et on n'a réussi à les en chasser que six mois plus tard. L'occupation allemande, que peu de gens croyaient durable, a créé une situation – et une possibilité – spécifique pour la manifestation des aspirations nationales.

Après l'occupation, le grand moufti de Jérusalem qui était attaché au service de Hitler – Housseini – a proposé à Hitler de déclarer la reconnaissance de l'indépendance des pays du Maghreb.⁸ La direction allemande ne l'a pas fait, mais elle soutient déjà activement la propagande d'indépendance des nationalistes, et en Tunisie même, elle crée les conditions favorables pour cette propagande. L'objectif des Allemands était d'amener le souverain et le Neo-Destour légalisé par eux-mêmes à la collaboration. Bourguiba, dans sa lettre envoyée de la prison en août 1942 à Habib Thameur, chef du parti travaillant dans l'illégalité, avait catégoriquement interdit toute sorte de collaboration avec les Allemands, de la défaite desquels il était sûr. Il fait cela bien que

⁵ Robert Murphy: *Un diplomate parmi les guerriers*. Paris 1965. p. 77.

⁶ Hassine Raouf Hamza: *Les Etats-Unis et la question tunisienne* à la recherche d'une politique (1939-1943) in *La Tunisie de 1939 à 1945*. Tunis 1989, pp. 227-231.

⁷ *Ibid*, p. 236.

⁸ Alexandre Kuma Nolube: *Hitler voulait l'Afrique*. Paris 1980. pp. 87-88.

son opinion n'ait trouvé d'appui unanime ni dans le parti ni parmi les habitants, comme il indique lui-même dans sa lettre: „ La croyance naïve que la défaite de la France est un Chatiment de Dieu, que sa domination est finie et que notre indépendance nous viendra d'une victoire de l'Axe considérée comme certaine, est ancrée dans beaucoup d'esprits. Eh bien, je dis que c'est une erreur, une erreur grave, impardonnable. La vérité qui crève les yeux, c'est que l'Allemagne ne gagnera pas la guerre; qu'elle ne peut plus la gagner, que le temps travaille contre elle et qu'elle sera écrasée.⁹ Il donne des instructions à Thameur pour que les activistes du parti entrent en relation avec les gaullistes et avec les agents anglais et américains. Il précise catégoriquement qu'il faut aider sans conditions les Alliés.

Le bey se plaçait à un point de position neutre, le jour du débarquement, il a informé Roosevelt et Hitler du fait que la Tunisie voulait rester hors du conflit et qu'elle voulait observer les mêmes distances entre les parties opposées.¹⁰ Le souverain tâche de renforcer le caractère national autonome de sa politique. À la fin de décembre 1942, il constituait un nouveau cabinet dans lequel il y avait des ministres notoirement francophiles (p.ex: Meteri, le président démissionné en janvier du Neo Destour). L'ambassadeur allemand Rahn appelle ce gouvernement „à moitié américain” – en faisant allusion aux opinions politico - idéologiques de ses membres.¹¹ Étant donné que les Tunisiens ne s'engageaient pas dans l'armée allemande malgré une solde relativement élevée, Rahn voulait décider le souverain à assurer la mobilisation générale, et au début de mars, lorsque la force aérienne anglaise bombarde les banlieues de Tunis, à ce qu'il commence ouvertement une campagne de propagande contre les Alliés. Cependant, le souverain résiste à la pression des Allemands, il refuse l'accomplissement des deux demandes.¹² Le bey Moncef donc en profitant des possibilités cachées dans la situation concrète, renforce son autonomie (et celle de la Tunisie) en face des dirigeants collaborateurs locaux de la France, mais ne lie pas parti avec les Allemands, et c'est parce qu'il n'a pas confiance en leur présence durable. Habib Thameur et la direction du Neo-Destour, en appréciant de façon irréaliste les changements survenus dans le déroulement de la guerre, orientent leur politique vers une présence allemande plus longue. Thameur ne tient pas compte des instructions de Bourguiba et dans son journal. Ifrikai al Fatah (Jeune Afrique), il ne louange pas ouvertement les puissances de l'Axe, mais critique le souverain aussi parce que celui-ci – en s'appuyant sur la

⁹ HMNT Tome IX. p. 93.

¹⁰ Ibid, pp. 135 – 136.

¹¹ Mustapha Kraiem: Contribution à l'étude de l'histoire du mouvement national tunisien pendant la Seconde Guerre mondiale. Revue d'histoire maghrébine, 1978. No 10,11 p. 58.

¹² HMNT Tome IX. p. 134.

présence allemande n'est pas disposé à proclamer l'indépendance de la Tunisie.¹³ Quelques militants du parti, surtout les jeunes, choisissent la collaboration ouverte en se groupant autour du journal *Es-Sehab* (Jeunesse) fondé financièrement par les Allemands. Puisque les Allemands n'ont réussi ni par l'intermédiaire du bey ni à cause la division des dirigeants du parti Destour à obtenir un appui actif de la population, ils ont transféré Bourguiba de la prison de France à Rome, en espérant que peut-être les Italiens réussiraient-ils à le gagner à soutenir l'Axe. Le 9 janvier 1942, Bourguiba fut reçu avec une attention distinguée à Rome. Mais le chef du Néo Destour se refuse à faire une déclaration concernant l'appui des puissances de l'Axe. Il a même fait savoir aux diplomates du Ministère des Affaires étrangères italien qu'il n'était disposé aux entretiens qu'au cas où on reconnaîtrait l'indépendance de la Tunisie et qu'après cela ils négocieraient avec le souverain. Mais cela n'a pas pu être accepté par les Italiens qui – à partir du milieu des années 30 – avaient des prétentions de plus en plus grandes sur la Tunisie. Après qu'on n'a pas réussi à amener Bourguiba à la collaboration, et que les positions militaires germano-italiennes se sont sérieusement affaiblies dans la deuxième moitié de mars (les Alliés ont percé la ligne Mareth) et que les nationalistes du pays ont revendiqué son retour, on l'a laissé retourner à Tunis, en espérant toujours qu'il leur serait peut-être utile. Mais Bourguiba, rentré le 7 avril, n'est plus capable d'influencer les événements. Il est incapable même d'amener les chefs de son parti restés chez eux à ne pas se réfugier à Berlin, au début de mai, lorsque le reste de l'armée de l'Axe est obligé de déposer les armes, car avec cet acte ce sont eux qui donnent la raison de la manière de la collaboration.¹⁴

Le 13 mai, toute l'Afrique du Nord passait dans les mains anglo-américaines. Mais la situation du mouvement national ne devient pas du tout facile, pour les habitants autochtones de l'Afrique du Nord, la victoire militaire des Alliés – contrairement à ceux qui étaient d'origine française – ne signifie pas la libération, car tout de suite et assez brutalement recommence le rétablissement de „l'ordre français” qui oppose même les forces politiques jusque-là modérées au pouvoir colonial. Le mouvement national est accusé de collaboration par l'administration française, puis, par le Comité Français de Libération Nationale formé sous peu de temps. Le bey Moncef est obligé de démissionner une semaine à peine après la chute de Tunis. Lui aussi est accusé de collaboration tout comme Bourguiba, arrêté et gardé à vue à son domicile. Mais le véritable motif c'est que dans des circonstances très dures et très critiques, tous les deux s'efforçaient de donner la priorité aux intérêts nationaux. Le général Juin,

¹³ Mohamed Hédi Cherif: *Mouvement national et occupation germano-italienne de la Tunisie* (novembre 1942 – mai 1943). in *LA Tunisie de 1939 à 1945*. Tunis 1989. p. 162.

¹⁴ HMNT Tome IX. p. 143.

lui-même, en tant que résident général constate qu'il a fait démissionner le bey sous la pression des Européens voyant menacée leur situation sociale privilégiée, menacée par les aspirations à l'autonomie du bey qui était durement critiqué par les Européens.¹⁵ Avec cette décision, les Européens mettaient aussi leurs conscience en paix, car d'après les contemporains, les Européens des pays du Maghreb à la fin de 1942, au début de 1943 sont encore pétainistes et anglophobes.¹⁶

De Gaulle, lui aussi, a réussi seulement dans une lutte très dure à prouver que pour réaliser une politique autonome qui prend en considération les intérêts impériaux français, à l'opposé de Giraud qui jouissait au début du soutien des Alliés, c'est lui-même qui était le plus qualifié. Mais pour De Gaulle, à long terme, et le général en avait conscience, le vrai concurrent n'était pas le général Giraud, et même pas les Anglais, mais les Américains qui ne cherchaient même pas à se dissimuler, paraissaient comme alliés potentiels du mouvement national maghrébin.

¹⁵ Abdelhamid Hassan: Moncef bey et le mouvement moncefiste (1942-1948). Revue d'histoire maghrébine, 1988 n° 49-50, p. 31.

¹⁶ Luella J. Hall: The United States and Morocco 1776-1956. The Scarecrow Press, 1971 pp. 900-901., CIE janvier, AOM 11H50.

TUNÉZIA A NÉMET MEGSZÁLLÁS IDEJÉN

Tunézia az egyetlen arab ország amelyet a németek a második világháború idején megszálltak (1942 november – 1943 május). A nemzeti mozgalom egyes vezetői abban az illúzióban ringatták magukat, hogy a németek segítségével az ország megszabadulhat a francia uralomtól és függetlenné válhat. A Franciaországban fogva tartott Burgiba, az Új Desztur Párt vezetője viszont 1942 augusztusában a börtönből kijuttatott levelében egyértelműen arra utasította a párt Tunéziában tartózkodó vezetőit, hogy feltétel nélkül támogassák a szövetségeseket, mert „Németország nem nyeri meg a háborút, nem nyerheti meg, az idő ellene dolgozik és szét fogják zúzni”.

Az uralkodó, Moncef bej, a szövetségesekkel szimpatizált és nem teljesítette a német követ azon kérését, hogy propagandát folytasson ellenük és általános mozgósítást sem rendelt el. Viszont lassítani igyekezett a franciákhoz fűződő kapcsolatukat, pl. olyan személyekből állítja össze kormányát akik a nemzeti mozgalom szimpatizánsai. Ezért Tunisz felszabadítása után a franciák kollaborációval vádolják és detronizálják. A valóságos ok amint azt Juin főrezidens is megerősíti, az hogy az uralkodó a rendkívül nehéz és kritikus körülmények között a nemzeti érdekeket igyekezett érvényre juttatni. S ezt az európai származásának, privilégiumaikat féltve, nem bocsátották meg neki. De Gaulle és az Ellenállás viszont attól tartott, hogy a bej autonómiája az amerikai befolyásnak enged teret. Ez a feltételezés nem volt alaptalan, mert az amerikaiak valóban igyekeztek szövetségesükké tenni – jövőbeni pozíciószerezés céljából is – az uralkodót és a nemzeti mozgalmat.

LAJOS PÁNDI

DIE STABILISIERUNG DES DEMOKRATISCHEN SYSTEMS IN PORTUGAL (1975 – 1978)

Die Zweite Republik

Der Machtkompromiss und das politische System

Den Bund des Machtblocks der nach der Revolution zustande gekommenen bürgerlichen Demokratie bildeten die Sozialistische Partei Portugals (PS) unter der Führung von Mário Soares, die Bewegung der Streitkräfte (MFA), die Fraktion der „Neun“ von Major Melo Antunes geführt, und das „professionale Zentrum“ der von Ramalho Eanes Oberstleutnant geführten Armee gegenüber dem *gonçalvismo*, der sozialistischen Orientierung von 1975, geführt von Oberst Vasco Gonçalves.

Der Bund der Sieger¹ wurde im Februar 1976 mit der Konstitutionellen Vereinbarungsplattform auch formell besiegelt. Die Machtlage war durch den realen Kompromiß zwischen dem Machthaber Revolutionäre Rat (CR) und den bedeutenden Nationalversammlungsparteien besser als durch die Verfassung charakterisiert.

Als Zeichen der Stabilisation setzte die Verfassungsgebende Nationalversammlung ihre Arbeit fort und am 2.04.1976 genehmigte der Präsident Costa Gomes das neue Grundgesetz des Landes. Von den zahlreichen Parteien stimmte nur die Soziale Demokratische Zentrumspartei (CDS) dagegen – sie hielt es für eine sozialistische „Zwangsjacke“ –, deklarierte aber zugleich daß die Verfassung „das Grundgesetz des Landes sei und sie diese respektieren werde“.² Am 25.4.76 fanden dann die Parlamentswahlen, am 27.6.76 die Präsidentenwahl und am 13.12.76 die Lokalwahlen statt. Anfang 1977 nahmen die Organe der institutionellen Demokratie ihre Arbeit auf.

Das Machtsystem des neuen Portugals entsprach den drei siegreichen politischen Kräften. Der *Revolutionäre Rat* wurde die einzige Machtinstitution der konstitutionellen Demokratie der militärisch, nicht gewählt und permanent war. Seine Mitglieder konnten in diesem Übergangsstadium nicht abgelöst werden. Sein Wirkungsbereich umfaßte im Grunde genommen das Recht des Staatsrats, des Verfassungs-

¹ Von den unmittelbaren Vorhergegangenen, d. h. von dem Höhepunkt und der Krise der portugiesischen Revolution siehe Pándi, Lajos: *A portugál eset. „Valóság”* 1979. 10. pp. 1–12.

² Cunha, Á.: *A revolução portuguesa: o passado e o futuro*. Lisboa: Avante, 1976. p. 190.

gerichtet und eines militärischen verfassungsgebenden Organes.³ Nach dem Niederschlag der Meuterei der Linken vom 25. 11. 1975 wurde die von Major Otelo Saraiva de Carvalho repräsantierte anarchopopuliste Fraktion daraus ausgeschlossen. Die Gruppe der „Neun“ dominierte darin und Ramalho Eanes kam als Vertreter des „professionisten Zentrums“ hinein (er wurde von Juli 1976 der Präsident des Rates). Die sich mittlerweile polarisierte Gruppe der „Neun“ prägte auch dem konstitutionellen Revolutionären Rat ihren Stempel auf.

Der Rückgang der Machtposition nach dem Niederschlag der sozialistischen Orientierung im September 1975 für die zivilen politischen Kräfte des Revolutionären Rates war die Folge des Zerfalls von MFA. In den portugiesischen Streitkräften vollzogen sich nämlich Veränderungen in Richtung der klassischen Armee. Die Liquidierung von MFA ging zu Ende: ihre Spitzen mit Ausnahme des CR verschwanden, ebenso wie die Basis- und Mittelorgane. „Die revolutionäre Disziplin“ wurde in der Armee beseitigt, die militärische Hierarchie kam wieder zur Geltung.

Das *Parlament mit einer Kammer* (Republikversammlung – AR) wurde mit direkter Wahl für 4 Jahre geschatten.⁴ Seine gesetzgebende Kompetenz war durch den Präsidenten der Republik und den CR begrenzt. Nach dem 286–291. Artikel der Verfassung in der ersten gesetzgebenden Übergangsperiode bekam das Parlament nicht einmal Verfassungsrecht. Daneben bestimmte der 290. Artikel der Verfassung die thematischen Grenzen der späteren Veränderung. Demnach⁵ können die Grundrechte, der Freiheitsrechte und deren Garantien (auch in der zweiten gesetzgebenden Periode) nicht modifiziert werden; die Rechte der Arbeiter, der Arbeiterräte und der Gewerkschaften; die grundlegenden Produktionsmittel, der kollektive Besitz des Bodens und der Bodenschätze, sowie die Aufhebung der Monopole und der Großbesitze; die demokratische Planung der Wirtschaft, die allgemeine, direkte, geheime und periodische Wahl der Machtorgane und deren proportionale Vertretung; inbegriffen die Parteien und das Recht zur demokratischen Opposition, die Teilnahme der Basisorganisationen in der Ausübung der Lokalmacht; die Teilung der obersten Staatsmacht und das Abhängigkeitsprinzip voneinander.

Der *Republikspräsident* hatte große Machtbefugnis⁶ und wurde für 5 Jahre in direkter Wahl gewählt. Die formellen Kriterien der Kandidatur waren nicht streng (jeder 35 jährige portugiesische Wähler konnte selbst kandidieren, der wenigstens 7.500 Stimmen besaß), aber als Oberkommandierender der Streitkräfte und als Präsident von

³ Constituição da República Portuguesa. Lisboa: Jornal do Fundão, 1976. pp. 53–56.

⁴ Ebd. pp. 56–57.

⁵ Ebd. pp. 100–101.

⁶ Ebd. pp. 48–53.

CR konnte er sinngemäß nur ein höherer Offizier sein. Obwohl sich 4 Kandidaten zur Präsidentenwahl bewarben, unterstützten mehrere große Parteien Ramalho Eanes – die PS, die Demokratische Volkspartei (PPD), die CDS – sowie der Portugiesische Industriebund (CIP) und der Portugiesische Agrarbund (CAP), so konnte die Wahl in Juni als beendet bezeichnet werden. Die „Mehrheit des Präsidenten“ mit 60,8 % war die taktische Koalition der Kräfte gegen die sozialistische Orientierung und sobald löste sie sich auf.

Der Wirkungskreis der *Regierung* war im Verhältnis zu den anderen Machtorganen eingeschränkt.⁷ Die PS hatte in der Kampagne der Parlamentswahlen deklariert, sie werde nur alleine die Regierung bilden. Der Wahlsieg der PS mit 35 % konnte nur relative Mehrheit bedeuten, aber im Parlament hatte die PS mit der Portugiesischen Kommunistischen Partei (PCP) und der extremlinken Volksdemokratischen Union (UDP) eine sichere linke Mehrheit mit 148 Mandaten. Dagegen erhielt die PPD und CDS insgesamt nur 115 Sitze.

Die Verbindung der Präsidentenwahl – „wenn Eanes, dann Soares“ – und später der Regierung von Mário Soares haben gezeigt, daß die sozialistische Regierung mit einer Partei keine Alternative hatte: 1976 konnte nur die PS die Rolle einer Brücke im polarisierten Portugal spielen. Auf der Landeswahl hatte die Partei nicht nur die meisten, sondern auch in den Bezirken die ausgeglichensten Stimmenanteile bekommen. Berücksichtigend die politischen Kämpfe zwischen 1974–76 hätte irgendeine Koalition das Ende der Brückenrolle – und dies die Spaltung der Partei – zur Folge haben können. Deswegen bekamen in der ersten konstitutionellen Regierung zum Amtsantritt am 23. Juli 1976, 10 Mitglieder der PS, sowie 8 Unabhängige, 3 Soldaten und 5 Zivilmitglieder Sitze (von denen 4 im Oktober 1976 in die Partei eingetreten sind).

Als Ergebnis der Revolution wurde ein verhältnismaessig stabiles und progressives, demokratisches System ausgebaut. Es gelang durch die Teilung der Macht und die gegenseitige Abhängigkeit eine Machtkonzentration in einer der staatlichen Institutionen zu verhindern. Das Parlament wurde zwar durch allgemeine Wahl ins Leben gerufen. Seine Wahl, sowie Auflösung bestimmte der Regierungschef mit Billigung der CR. Gesetzinitiatoren waren Regierung und Parlamentsgeordnete, Gesetzgeber das Parlament. Genehmigt wurden die Gesetze vom Präsidenten der Republik. Die CR hatte zwar keine gesetzgebende Funktion, aber sie konnte die Verfassungswidrigkeit der Gesetze feststellen und ihr Inkrafttreten verhindern. Der Präsident und die CR hatten gemeinsames suspensives Vetorecht gegenüber der Gesetzgebung. Sie konnten aber kein Veto erheben, wenn das Gesetz durch die absolute Mehrheit der

⁷ Ebd. pp. 67–73.

amtierenden Abgeordneten angenommen wurde; selbst wenn das Gesetz verfassungswidrig war, musste es die Präsident verkünden, nachdem es das Parlament erneut nur einen 2/3 Mehrheit beschlossen hatte. Die Regierung wurde mit der Berücksichtigung der Wahlergebnisse, der Parlamentsparteien und der CR durch den Republikspräsidenten ernannt und sie war ihm und dem Parlament verantwortlich. Das Parlament konnte die Regierung mit der Ablehnung seines Programmes und dem Misstrauensantrag stürzen; aber der Präsident der Republik konnte in diesem Fall einen von der Mehrheit des Parlaments unabhängigen Regierung ins Leben rufen, nach der 3. Abstimmung konnte er das Parlament auflösen. Der unmittelbar gewählte Präsident besaß breiten Wirkungskreis, aber er war gezwungen in allen wichtige Fragen mit der CR zu konsultieren.

Es vollzog sich eine bedeutende Veränderung in der inneren Zusammensetzung des *Staatsapparats*. Während sich die Zahl der Staatsbeamten von der Revolution 1910 bis zum Ende der 60-er Jahre lieber verringerte, als stagnierte, solange verzweifachte sich ihre Zahl zwischen 1968–79. Währenddessen wuchs die Proportion der Zentrumorgane vom 65 % auf 82 %, d. h. der frühere Stand (1968: 77,4 %) kam zwischen dem Zentral- und Lokalapparat zurück.⁸ Inzwischen sank die Zahl der Armee radikal, so veränderte sich das Zahlenverhältnis vom 0,9:1 auf 3,6:1.⁹

Die Zahl der *Armee* wurde sich mit der massenhaften Abrüstung bis 1977 mit 1/7 unter dem Stand von 1974 (217.000) vermindert, dann wieder stufenweise gesteigert und am Ende des Jahrzehntes stabilisierte sie sich im Drittel des Standes von 1974 (70.900). Da sich der Stand der Polizei- und Gendarmerie kaum veränderte, steigerte sich ihr Einfluss im Vergleich zur Armee. Ein Viertel Teil der Armee war jetzt berufsmäßig – gegenüber dem früheren 1/12. Dies zeigt die Hinüberrettung der nach dem Krieg überflüssigen Militärkader. Parallel mit der Umorganisation integrierten sie die Streitkräfte in die NATO wieder. Nach dem vorübergehenden radikalen Sinken der Militärausgaben überstiegen sie schon 1980 um 43 % den Stand von 1974, obwohl sich ihr Anteil im Budget von 27,6 auf 10, in GNP von 8 auf 3,8 % verminderte.¹⁰

In den Wochen nach dem 25.11 fand eine scharfe Diskussion über die politische Rolle der Streitkräfte unter den Kräften der „Neun“, diesen Zustand erhaltender Costa Gomes und PCP, sowie zwischen der PS, die „reine“ bürgerliche Demokratie wünschte und den Rechten. Es wäre nach Raul Rego von der Sozialistischen Partei die

⁸ Cunhal (1976) p. 59; Graham, L. S. – Wheeler, D. L. (eds.): In Search of Modern Portugal. Madison (Wisconsin): The University of Wisconsin Press, 1983. p. 238.

⁹ The Military Balance 1980–1981. London – Melbourne: Arms and Armour Press, 1980. p. 31; Menaul, S.: The geo-strategic importance of the Iberian peninsula. „Conflict Studies“ 1981. Nr. 133. pp. 20, 24, 25.

¹⁰ The geo-strategic importance (1981) p. 6.

Genehmigung der „Klassendiktatur oder fachlichen Diktatur, wenn die Verfassung irgendwelche Souveränitätsorgane zustande bringen würde, die nicht vom Volk direkt oder indirekt gewählt wurden.“¹¹ Nach dem Verfassungsgesetz 17/75 vom 11. Dezember, was Kompromiß brachte,¹² sei die Armee nicht mehr „der Motor der Revolution“, sondern „ihre Garantie“. Schliesslich nach dem Verfassungsartikel 273–5. ist „die geschichtliche Mission der von den Parteien unabhängigen Armee, die Bedingungen für die bürgerliche Gesellschaft zum pluralistischen, friedlichen Übergang in die Demokratie und Sozialismus zu versichern.“¹³

Parallel mit dem Institutionalismus befestigte sich das demokratische *politische Vermittlungssystem*. Der 38. Artikel der Verfassung garantierte die Pressefreiheit ohne Zensur.¹⁴ Sie haben die Trennung des Staates und der Kirche aufrechterhalten; die Kirche konnte nach der Verfassung am Unterrichtswesen nicht teilnehmen, und auch an die politischen Parteien konnte sie sich direkt nicht anknüpfen. Der 41. Artikel der Verfassung – hatte keinen Unterschied zwischen den Religionen gemacht – hat formell das Monopol der katholischen Kirche beseitigt.¹⁵ Die Verhältnisse, die sich 1975 verschlechtert haben, normalisierten sich zwischen dem Land und der Vatikanstadt. Nach der Mitteilung über den Vatikanbesuch Februar 1977. vom Ministerpräsident Soares versicherte der Regierungschef den Papst Paul VI., daß seine Regierung das Konkordat 1940 in Ehren halten werde.

Das sich 1974 kristallisierte Parteiensystem hat sich im Grunde genommen mit dem Institutionalismus befestigt und funktioniert. Hinter der formellen Zersplittertheit hat sich mit überraschender Kontinuität dieselbe wesentliche Konzentration versteckt: die Bestimmungsparteien sind die PS, die PPD – seit 1976 als Sozialdemokratische Partei (PSD) –, die PCP und die CDS geworden. Es blieb der wichtige Zug des Parteiensystems – entsprechend der polarisierten Gesellschaftsstruktur – die Polarisierung der Linken und Rechten (PS und PCP kontra PSD und CDS) und das Fehlen einer kräftigen Zentrumpartei. Die Dominanz der relativ Mittelparteien (PS, PSD) konnte prinzipiell der Grund der politischen Stabilität werden.

Mit dem Institutionalismus hat das *Gewerkschaftszentrum* Intersindical sein im Januar 1975 deklariertes Monopolgepräge verloren. Der 57. Verfassungsartikel stellte

¹¹ Cunhal (1976) pp. 193–194.

¹² Vergiottini, G. de: *Le origini della Seconda Repubblica Portoghese 1974–1976*. Milano: Giuffrè, 1977. p. 64.

¹³ Constituição (1976) p. 91.

¹⁴ Ebd. p. 13.

¹⁵ Ebd. p. 14.

bloß das Prinzip der Gewerkschaftsfreiheit und der *unidade* (Einheit),¹⁶ fest dies ausnutzend zog die Regierung Anfang Oktober 1976 die Anordnungen, die das Prinzip *unicidade* (Ausschliesslichkeit) befestigten, zurück.

Die entscheidende Rolle von Intersindical konnte man nicht brechen. Auf dem Kongress II. Januar 1977 reorganisierte sich die Bewegung mit dem Namen Allgemeiner Bund der Berufstätigen Portugals – Laendliches Intersindical (CGTP-IN) und entscheidend blieb, und darin kam die Hegemonie von PCP auch weiterhin zur Geltung. Dreiviertel der 91 % prozentigen organisierten Werkträgten und 87 % der Industriearbeiter nahmen daran teil. So konnte man sie – trotz der Versuche – bei den Verhandlungen mit den Werkträgten nicht vermeiden.

Die Schliessung der Dekolonisation

Die neue Führung hat die Dekolonisation auch formell geschlossen. Für die Anerkennung von Angola mit der Führung von MPLA waren – entsprechend der innenpolitischen Polarisation – konsequent die Gruppe der „Neun“, Costa Gomes und die PCP, gegen die Anerkennung war die PS. Schließlich hat Costa Gomes das Präsidentenrecht gebraucht am 22. Februar 1976 als das 88. Land die Volksrepublik Angola anerkannt.

Nach der Ablehnung der indonesischen Annektierung von Portugal-Timor kam in die Verfassung, dass „Portugal im Zusammenhang mit dem internationalen Recht auch weiterhin für die Förderung und Sicherheit der Unabhängigkeit von Ost-Timor verantwortlich ist.“¹⁷ Das Nr. 1/76 17. Februar Gesetz bestätigte die Hegemonie von Macau. Die Lage der Inseln am Rande der Trennung kam in Ordnung: im Sinne der Verordnung am 13. Januar 1976 und der Verfassung¹⁸ bekamen sie regionale Autonomie.

Das Verhältnis des Ex-Vaterlandes und der Nachfolgestaaten kam zwar noch lange nicht zum Ruhepunkt wegen der Privatisierung der portugiesischen Besitze, der Schaffung des selbständigen Finanzlagen, die Staatsangehörigkeit der Weißen u. s. w., aber die Dekolonisation ging zu Ende, das portugiesische Kolonialreich hörte auf zu existieren. Nach dem 5. Artikel des Verfassungsgesetzes „Portugal besitzt ein historisch bestimmtes Gebiet auf dem europäischen Kontinent, sowie auf den Inseln Azori und Madeira“.¹⁹ Das hat die radikale umwertung der 500 jährigen Wirtschafts-, Politik-,

¹⁶ Ebd. pp. 19–20.

¹⁷ Ebd. p. 106.

¹⁸ Ebd. pp. 78–82.

¹⁹ Ebd. p. 2.

Kultur- und Ideologiewerte des Landes mit sich gebracht, die es natürlich nicht glatt ging.

Die Dekolonisation ist das alleinige irreversible Ergebnis der portugiesischen Revolution. Nicht nur die aus den Kolonien nach Portugal entflohenen Weißen zeigen dies, der potentielle Präsidentkandidat der *retornados* konnte 1976 die zur Kandidatur nötigen Stimmen, Unterschriften nicht leisten. Auch das, daß 64 % der Portugiesen nach der Meinungsumfrage 1973 mit der Kolonialpolitik einverstanden sind, ergaben sich 86 % 1978 in den Verlust der Kolonien. Es ist wahr, die Art der Dekolonisation haben nur 12 % gebilligt. 78 %, was entscheidende Mehrheit ist, hätten es für besser gehalten, wenn sie mit den Rechten der Weißen verwirklicht.²⁰ Nach dem 13 jährigen Krieg war auf jeden Fall der Wunsch der Portugiesen nach dem Frieden riesig: bloß 3 % haben so gemeint, daß sie die Kriege hätten weiterführen müssen, 48 % dagegen betrachteten den Frieden als das Hauptziel der Regierungspolitik.²¹

Die Schließung der Dekolonisation beseitigte endgültig die Isolierung des Landes: in den ersten Jahren der Revolution rief Portugal mit 32, während 2 Jahren mit 60 Ländern diplomatische Beziehungen ins Leben, beziehungsweise normalisierte es sie.

Die Probleme der „Übergangszeit in der Wirtschaft“

Der erste Abschnitt der Revolution, bis März 1975 hat den Staatsmonopolkapitalismus mit einer von der Monopolmacht unabhängigen politischen Macht schaffend beseitigt, der zweite Abschnitt den Monopolkapitalismus. Als Ergebnis der strukturellen Reformen entstand eine *gemischte Wirtschaft* mit der wirklichen und perspektivischen Dominanz des Sozialensektors, was im 81. Verfassungartikel festgelegt wurde.²²

Der Teil des Staatsektors wuchs vom 12 % auf 24 %, Brutto-fix Kapitalbildung vom 19 % auf 46 %, der Anteil der Beschäftigten vom 18 % auf 24 %, sogar mit der staatlichen Teilnahme und Intervention zusammen auf 28, 52 und 28 %.²³ Das bedeutete auch im internationalen Vergleich beträchtliche Veränderung – in Westeuropa als eigenartiger Zug – mit der Verstaatlichung der Banken, mit der 80 prozentigen Privatisierung der modernen Großindustrie kam der Staat zu entscheiden-

²⁰ Graham – Wheeler (1983) pp. 33–39.

²¹ Ebd.

²² Constituicao (1976) p. 34.

²³ Eugenio Rosa: Portugal: dois anos de Revolução na economia. Lisboa: Diabril, 1976. p. 68.

den Wirtschaftspositionen. Man muß hinzufügen, daß der Staat teilweise auch hier die Lasten der unrentablen Infrastruktur vom Privatsektor abgenommen hat.

Den Genossenschaftssektor bildeten etwa 2.000 verschiedene Genossenschaften mit verschiedenen Typen und Tätigkeitsbereichen: einerseits solche Industrie- und Dienstleistungsklein- und Mittelbetriebe, die am Rande der Pleite standen, ihr Besitzer hat sie vernachlässigt oder die Produktion sabotiert; entscheidend wurde aber der Genossenschaftssektor in der Landwirtschaft. Als Folge der Agrarreform wurde 2/3 Teil des Landesbodens (was noch privatisierbar ist) privatisiert: diese Reform betraf die Gebiete Portalegre, Évora, Setúbal (über 3/4 Teil) und fast im Zweidrittel Teil in Bezirk Lissabon, Santarem. Es entstand auf dem 1.140.000 Hektar privatisierten Boden etwa 550 kollektive Landwirtschaftsproduktionseinheiten (UCP), hauptsächlich in den Bezirken Évora, Beja, Portalegre, Setúbal und Santarem.²⁴

Zahlreiche Probleme der entstandenen Mischwirtschaft sind teils aus dem vorherigen System geerbt, dazu haben die konjunkturelle Krise, Sabotage des einheimischen und ausländischen Kapitals, die nicht folgerichtig durchgeführte Verstaatlichung, sowie die wachsende Desorganisiertheit des Wirtschaftslebens beigetragen. Die strukturellen Reformen wurden unterbrochen, weil es in der politischen Konstellation Unsicherheit herrschte, so wurde es fraglich, in welcher Richtung sich die Übergangsmaßnahmen in Folge von Macht verändern; so waren die Grenzen der Sektoren der gemischten Wirtschaft und die „Spielregeln“ nicht festgestellt: es herrschte auch weiterhin der Dualismus zwischen Norden und Süden, zwischen den industriellen Bezirken und den zurückgebliebenen Gegenden, den relative übervölkerten Gebieten und den anderen Gebieten des Landes; der Mangel der Zwangsmechanismen (Korporationssystem, Gewaltorganisationen), wegen der konjunkturellen Krise und der politischen Spannungen – nicht zuletzt des Zuwachses von Reprivatisationsansprüchen war die Position der Staatswirtschaft schwächer, als zur Zeit der Diktatur; der Staatssektor hat beträchtlichen Handicap gehabt, weil der Sektor hauptsächlich aus den kapitalarmen, an die Pleite gekommenen Unternehmen bestand.

Der Dualismus der Landwirtschaft dauerte an: im Norden die vielen lebensunfähigen Minifundien, im Süden der UCP-Sektor. Das Problem der Letzteren war, daß es an Mangel der staatlichen Unterstützung, an Kapital und Fachleuten litt; daß der Großgrundbesitzer die führende Kraft des Dorfes blieb, teils wegen des Zurückhaltungsrechtes, teils weil ein Drittel der zu privatisierenden Gebiete, etwa 500.000 Hektar in den Händen der Latifundisten blieb; es bedeutete dabei den Nachteil von UCP, daß 43 % der privatisierten Gebiete Brachfeld waren. So zusammen – nicht

²⁴ Ebd. pp. 79, 81, 83.

zuletzt mit der Bewegung der menschlichen Reserven – waren die UCP-s auch am Anfang der 80-er Jahre produktiver, als die Vorläufer, die Latifundisten.

Diese gemischte Wirtschaft quälte sich mit bedeutenden konjunkturellen Sorgen ab. Das Hauptproblem war nicht so sehr der Rückfall der Produktion: es waren Zeichen, daß das Land die Krise beherrschte. Problematischer waren lieber die Finanzen (das wachsende Defizit der Zahlungsbilanz, der Außenhandel, der Staatshaushalt, die Erschöpfung der Reserven), die große Abweichung der Produktion und des Verbrauchs, die Beseitigung der Investitionen, die unkontrollierbare Inflation, die Steigerung der ausländischen Abhängigkeit und Verschuldung und die massenhafte Arbeitslosigkeit. Der 52. Verfassungsartikel schrieb für den Staat die volle Beschäftigung vor,²⁵ trotzdem war Portugal mit der Arbeitslosigkeit an der Spitze in Europa.

Portugal wurde mit dem Verlust des unterentwickelten, abhängigen Kolonialreiches zu *schwachenentwickeltem*, eindeutig von den westeuropäischen Industrieländern *abhängigem, kleinem Land*, das mit der Liquidierung der Diktatur und Monopolgruppen ausgeleert wurde, wobei die Richtung der Strukturreformen und der Beseitigung der konjunkturellen Krise auch weiterhin gegeneinander stieß und sich die Abhängigkeit in erster Linie im Finanzwesen niederschlug.

Der *canismo*

Die Spannung des Systems und das Regierungsprogramm

Als das progressivste Grundgesetz der Kapitalwelt legte die Verfassung die *antimonopolistische Demokratie* fest, die weder im April 1976, noch im Frühling-Sommer 1975, an der Spitze der Revolution nicht verwirklicht wurde.

Nach dem 80. Verfassungsartikel ist der Grund der Gesellschafts- und Wirtschaftsordnung der portugiesischen Republik, die sozialistischen Produktionsverhältnisse zu entwickeln – mit der Vergesellschaftung der grundlegenden Produktionsmittel. „Die Verstaatlichungen nach 25.04.1974 sind die unwiderruflichen Errungenschaften der Werktätigen“ – bewertete unabänderlich die bisherige Nationalisierung der 83. Artikel.²⁶ Das bedeutete die Gruppen der Großkapitalisten und Großgrundbesitzer, d. h. auch die Erschütterung der Wirtschaftsmacht der herrschenden Klasse.

²⁵ Constituição (1976) pp. 17–18.

²⁶ Ebd. p. 32.

Nach dem 80. Artikel sei die andere Komponente „der sozialistischen Machtausübung der Werktätigen“,²⁷ inbegriffen die wirtschaftliche und politische Demokratie, in der Letzteren den Pluralismus. Die Perspektive wurden nach dem 1. Artikel, der das Wesen des Staates definiert, so bezeichnet: „Portugal ist eine souveräne Republik auf der Menschenwürde und dem Volkswillen, die in eine Gesellschaft ohne Klassen vorangeht.“²⁸

Im Zusammenhang mit diesem Zustand und dieser Tendenz sprach die PCP von dem „nichtkapitalistischen“ (staatlich, mit Staatskontrolle, Genossenschaft) Sektor aus: „Mit Berücksichtigung auf diese Prozesse der grossen Wirtschafts- und Gesellschaftsveränderungen... und auf die Ausdehnung der Arbeiterkontrolle, kann der ganze Sektor als Hauptsektor der sozialistischen Formation solange betrachtet werden, bis die Politik der Machtorgane dieser Struktur entspricht“.²⁹ Aber die Politik der Machtorgane entsprach seit September 1975 dieser Politik nicht mehr.

Das von Mário Soares am 4.08.1976 im Parlament vorgelegte Regierungsprogramm – das unmittelbare Fortsetzung der Politik der VI. provisorischen Regierung war – widerspiegelte diesen Gegensatz. „Der Plan, das Ziel der Portugiesen ist der Sozialismus zu erreichen im Sinne der gültigen Verfassung – deklarierte vor allem – ohne fremde Modelle zu kopieren und den freien Volkswillen in Ehre zu halten.“ Das bedeutete zu dieser Zeit schon das große Devalvieren des Begriffs von Sozialismus. „Die Vorstellung der Portugiesen ist – fügte er hinzu – nicht der Sozialismus der Elend, der durch Unterdrückung entstand, sondern in erster Linie der Kampf gegen die Unterentwicklung, die Beseitigung der Elend, die wirkliche Gesellschaftsgerechtigkeit.“³⁰

Nach dem Standpunkt seiner Partei sei die Wirtschaftsstabilisation die Bedingung der Fortsetzung des „sozialistischen Weges“ – die er mit der Hilfe der kapitalistischen Länder zu erreichen hoffte: kurzfristig mit großen Krediten, auf Mittelstrecke mit der EGK-Integration. Diese Letztere war das Leitmotiv der Partei.

Letzten Endes hat das Regierungsprogramm die Integration von Portugal in den Westen und die Verwirklichung des „sozialismus“ in Westeuropa zum Ziel gesetzt. „Die Revolution vom 25. April – deklarierte Soares im September 1977 – war der klare Verzicht des portugiesischen Volkes vom Schicksal außerhalb Europas... Portugal identifiziert sich mit den Zielsetzungen der europäischen Gesellschaft... Portugal ist jetzt

²⁷ Ebd. p. 31.

²⁸ Ebd. p. 1.

²⁹ Cunhal (1976) p. 277.

³⁰ Nuno Vasco (coord.): Vencer a crise, preparar o futuro. Um ano de governo constitucional. Lisboa: S. E. C. S., 1977. p. 17.

darüber im klaren, daß Europa die geschichtliche Rolle in der Welt nur dann aufrecht erhalten kann, wenn es einig wird... Das Recht und die Pflicht unseres Landes, an den Anstrengungen der europäischen Einheit teilzunehmen, und behauptet, dies ist nur in seiner Institution realisierbar: in der Europäischen Gemeinschaft."³¹ Das hat die Wahllosung der PS im Jahre 1976 ausgedrückt: *Europa conosco* (Europa ist mit uns).

Das Problem des Regierungsprogrammes war, daß die Konsolidation den Niederschlag der noch revolutionären Kräfte – in erster Linie den der PCP – und das Preferieren der Kapitalverhältnisse vorausgesetzt hat. Das Wirtschaftsziel stimmte mit dem politischen überein: d. h. mit dem Bruch der kommunistischen Partei, die es *vorbehalten* hatte, daß die Voraussetzung zur Ausweichung des Faschismus, zur Konsolidierung der Demokratie, durch antimonopolistische und antiimperialistische Schritte zum realen Sozialismus sei.³²

Die Politik „des Wiedergewinnes der kapitalistischen Verhältnisse“, *politica de recuperação capitalista*, stimmte mit den Bestrebungen der herrschenden Klasse Portugals überein, die sich auf die portugiesischen Positionen des Auslandsgroßkapitals stützte und ihre Macht zurückzubekommen versuchte. António Champalimaud, der den portugiesischen Großkapitalisten symbolisierte, zeichnete schon im April 1976 noch in der Emigration das Wirtschaftsprogramm der Finanzoligarchie auf. Demnach³³ muss das Recht zur Aufrechterhaltung des Profits garantiert werden; um die Arbeitgeber die Löhne frei zu ermäßigen; das Recht zum Arbeiterausschluß zu versichern; das Recht der Minderheiten zur fachlichen Organisation zu versichern.

Die mit ausländischer Hilfe durchgeführte Stabilisation enthielt das Wachstum der einseitigen Abhängigkeit des Landes und das seiner Auslieferung, und für die Hilfe die „Westeuropäischen Verhältnisse“ wiederherzustellen. Der Bewegungskreis des Landes hat sich bis zum 1976 sowieso eingeengt, Westeuropa hat dem in der Zwangslage existierenden Land diktiert. Letzten Endes blieb für Portugal nur eine einzige – klassische – Waffe: die billige Arbeitskraft.

³¹ Grohs, G. – Maia Cadete, E. – Noelke, M.: Portugals Beitritt zur Europäischen Gesellschaft. Bonn: Europa Union, 1982. p. 109.

³² Cunhal, Á.: A demokráciáért és a szocializmusért. Budapest: Kossuth, 1976 (b). p. 261; Cunhal, Á.: Stranici borbi. Moszkva: Misl, 1977. p. 352.

³³ Cunhal (1976) p. 229.

Die „Normalisation“ nach der Revolution

In der Wiederherstellungsperiode zwischen 1976–78 richteten sich die praktischen Schritte der Regierung auf die Sanierung der konjunkturellen und strukturellen Krise, sowie auf westeuropäischen Integration.

Im Interesse der Lösung der konjunkturellen in erster Linie, *Finanzprobleme* fing die Kreditaufnahme mit der Lösung des „finanziellen Boykottes“ an. In ihrem Mittelpunkt stand ein IMF-Kredit im Wert von 750 Mio Dollar (mit der Beteiligung von amerikanischen, japanischen, westeuropäischen Banken). Nach den „günstiges Klima“ bietenden Bedingungen des Kredites soll die Regierung im Interesse der zur Investition nötigen Ruhe die Gewerkschaften zum „sozialen Paktum“ zwingen; die während der Revolution nationalisierten Besitzer und Aktionäre entschädigen; den portugiesischen Markt vor dem ausländischen Waren stufenweise eröffnen; die ausländische Kapitalinvestition liberalisieren. Die fast Suverenität gefährdenden Bedingungen nahm die Regierung im Juni 1977 an.

In den Devisenquellen bedeutete ein wesentliches Gewicht das Erreichen des Niveaus 1973 bei den Überweisungen der Gastarbeiter. Der unterdrückte Außenhandel wuchs erst seit 1978 wieder (und erreichte den höchsten Anteil); aber da sich der Import hauptsächlich entwickelte, wies die Handelsbilanz ein Defizit auf, für jede Wirtschaftsregion verschlechterte sich die Exportdeckung des Imports.³⁴

Im Interesse des Wachstums des Kapitalimportes erschien eine neue Verordnung im April 1976, die die ausländischen Investitionen regelte. Die verwirklichte aber die Hoffnungen nicht, weil sie bedeutende Gebiete (Kommunaldienst, Rüstungsindustrie, Banken, Versicherung, Reklame, Massenmedien, in erster Linie der bis zur Veröffentlichung der Verordnung nationalisierte Sektor, d. h. die grundlegenden Nationalwirtschaftszweige) aus der ausländischen Investition ausschloß; weil der repatrierbare Profit niedrig war, obwohl die Regierung die Sicherheit der ausländischen Vermögen garantierte, auf den Fall der Nationalisierung hat sie eine gerechte Entschädigung in Aussicht gestellt – es war keine Garantie gegen die neuen Nationalisierungen.³⁵ So wuchs wohl der Kapitalimport, seine Rolle wurden unter den Devisenquellen größer als der Tourismus, obwohl er 1977–80 nur das Niveau von 1968–71 erreicht hat.

Bis 1978 wurde der Verbrauch auf das Niveau vor der Revolution und die Tendenzen der Lohnerhöhung für die Versicherung der billigen Arbeitskraft, was für

³⁴ Robinson, R. A. H.: *Contemporary Portugal*. London: Allen and Unwin, 1979. p. 152; Kádár B.: *A dél-európai országok fejlődésének sajátosságai*. „Gazdaság” 1976. Nr. 2. p. 86.

³⁵ Cunhal (1976) pp. 261–262.

das Auslandskapital wichtige Ausziehungskraft bedeutete und im Interesse der besseren Finanzlage zurückgedrängt. Die neue allgemeine Regelung der Lohnfrage werde mit Lohnstopp und Preiserhöhungen (Dezember 1975, Juli 1976) eingeführt, später mit 1. Januar 1977 wurde ein neuer Minimallohn statt 4.000, 4.500 escudos, bei Landwirtschaftsarbeitern statt 3.000, 3.500 escudos Minimallohn eingeführt. Das hat aber nicht einmal Übergangsverbesserung bedeutet, bis 1974–75 der Reallohn um 13,6 % mehr wuchs, sank er 1976–78 um 21,9 %; der Anteil der Löhne fiel bis 1978 auf das Niveau 1974 im Sozialprodukt zurück;³⁶ zwischen 1975–80 sank der portugiesische Lohn vom 1/3 auf den 1/5 des westeuropäischen Durchschnittes.

Im Interesse der Steigerung der Investitions- und Produktionslust vom einheimischen Privatsektor versicherte das Gesetz Februar 1977 den Arbeitgebern in der Entlassung größere Rechte als früher. Damit wurde die Maßnahme von Goncalves-Regierung außer Kraft gesetzt, die die Entlassungen mit strengen Bedingungen verbindet. Folglich nahm die Arbeitslosigkeit zu, sie stabilisierte sich auf 13 % der aktiven Bevölkerung etwa 450.000 Leute.

Der Sanierungsversuch gegen die Werktätigen in der Krise setzte die Zurückdraengung der Interessenvertretungsorgane voraus. Gegen die Intersindical versuchte die Regierung mit den Arbeiterräten umzugehen. Das Problem war, nach dem 55. Verfassungsartikel hatten die letzteren das Recht „bei dem Unternehmen die Führung zu kontrollieren“.³⁷ Als erster Schritt begrenzte schon die Verordnung vom Juli 1976 der VI. provisorischen Regierung ihren Wirkungsbereich: mit der Ausnahme, daß sie mit der Kontrolle die Tätigkeit des Unternehmens nicht stören dürfen, wurden sie im Grunde genommen der Richtungsrolle entzogen und wurden der Unternehmensführung unterstellt. Danach versuchte die Konstitutionsregierung mit der Abweichung der Intersindical, mit den Arbeiterräten Verhandlungen geführt, einen sozialen Pakt zustande zu bringen. Es hat ihr nicht gelungen, so wurde die Gesetzesverordnung Nr. 49-A/77 vom 12. Februar 1977, die die Prinzipien des kollektiven Vertrages feste, zu einem Kompromiß in den Diskussionen zwischen der Regierung und dem CGTP-IN.³⁸ Als bedeutendes Ergebnis der Werktätigen ist das neue Streikgesetz

³⁶ Braga de Macedo – Serfaty, S.: Portugal since the Revolution: economic and political perspectives. Boulder (Col.): Westview Press, 1981. pp. 72–75, 109, 134, 198.

³⁷ Constituição (1976) p. 19.

³⁸ Vilanova, J.: 1977/78 – Sindicalismo em Portugal. Lisboa: Assirio e Alvim, 1977. p. 202.

Nr. 65/77 vom 26. Juli 1977 statt des früheren vom August 1974; es hat den politischen- und Solidaritätsstreik nicht mehr verboten (es verbot aber lock out).³⁹

Die PS versuchte seit April 1976 den Pluralismus der Gewerkschaftsbewegung zu realisieren. Nach den ersten Mißfolgen zeigte sich ihre gemeinsame Initiative 1978 mit der PSD, der Allgemeine Arbeiterverband (UGT) als dauerhaft: er vereinigte sich Sommer 1979 600.000 Werk­tätige, unter ihnen 250.000 individuell.⁴⁰ Überzeugenden Erfolg hatte es aber auch nicht, die Gegenbewegung erschöpfte sich sogar bald. An dem III. Kongreß von CGTP-IN im März 1980 nahmen 81 % der 70 prozentigen organisierten Werk­tätigen innerhalb der 220 Gewerkschaften, d. h. 1,7 Millionen Leute teil, solange konnte sich die UGT mit anderen Gewerkschaftsgegenbewegungen zusammen bloss 400.000 Werk­tätige in 150 Gewerkschaften vereinigen. 95 % der Industriearbeiter reihten sich in der Intersindical. Um mit der Unterbrechung der Strukturveränderung bestandene *strukturelle Krise* zu sanieren, versuchte die Regierung „mit der gesetzgebenden Gegenrevolution“ die Reformen im Rahmen kapitalistische Normen einzuschränken.

Die Frage der Entschädigung wurde erledigt. Nach dem 82. Verfassungsartikel kann „das Gesetz vorschreiben, daß die Entschädigung im Fall der Latifundisten, Großbesitzer, Fabrikbesitzer und Aktionäre bei der Enteignung ihres Vermögens nicht möglich ist“,⁴¹ aber das Prinzip der Entschädigung der nationalisierten Besitzer wurde schon im März 1976, das der Großbesitzer im September festgelegt. Schließlich bestimmte das Gesetz vom Juli 1977 die in 4 Milliarden Dollar auf Teilzahlung Summe der Entschädigung, die große Last bedeutete.⁴²

Die Regierung hat Schritte gemacht, den Staatssektor zu reduzieren. Bis Ende Februar 1977 wünschte sie der Staatsintervention Schluß zu machen – aber es gelang nur am Ende des Jahrzehntes. Bis dahin wurde die Staatskontrolle beseitigt. Es war von großer Bedeutung den Staatssektor im Mai 1977 für den Privatsektor bestimmen: der Staatssektor herrschte in der Bank- und Versicherung, im Massenverkehr und Transport, in der elektrischen Energieversorgung, Gas- und Ölverarbeitung, in der Petrochemie, in der Eisenerz- und Stahlproduktion, in der Rüstungsindustrie und in der Herstellung von Chemikalien, wieder bestätigt, daß die Verstaatlichungen von 1975 die unwiderruf-

³⁹ Jasztrzembszkij, Sz. V. (szoszt.): Portugalia: konstitutshiya i zakonodatelnye akty (1974 – 1978). Moszkva: Progress, 1979. p. 67 – 72.

⁴⁰ Kohler, B.: Politischer Umbruch in Südeuropa. Portugal, Griechenland, Spanien auf dem Weg zur Demokratie. Bonn: Europa Verlag, 1981. p. 110.

⁴¹ Constituicao (1976) p. 32.

⁴² Mescerjakov, M. T. (ed.): Istoriya mezhdunarodnogo rabotshego dvizheniya. Cs. IV. Moszkva: Mysl, 1978. p. 240.

baren Errungenschaften der Arbeiterklasse seien.⁴³ Das hat im Prinzip dem 2/3 der 245 Staatsunternehmen möglich gemacht, sie in Privathände zu geben und Privatbanken zu gründen (formell stand es mit der Verfassung nicht im Gegensatz, die verbot die Staatsbanken in Privathände zu geben).⁴⁴ Aber das Realisieren ging schwer: der Staatssektor – inbegriffen auch das Banksystem – blieb bis Ende des vorübergehenden, konstitutionellen Zeitalters im wesentlichen unberührt.

Obwohl die Verfassung die Selbstverwaltungsversuche präferierte, fing an den UCP-Sektor zurückzudrängen. Noch die VI. provisorische Regierung beseitigte das in der Verfassung formulierte Prinzip, der Boden gehört einem, der ihn bearbeitet.⁴⁵ Der wichtigste Schritt war am 22. Juli 1977 das neue Agrarreformgesetz, das der Sozialist António Barreto Landwirtschaftsminister annahm,⁴⁶ das, die Grenze der Nationalisierung von 500 auf 700, beziehungsweise im Fall von intensiver Bearbeitung von 50 auf 70 Hektar erhält hat. Bei der Ausübung des Zurückhaltsrechts macht es möglich, daß der ehemalige Besitzer den Boden am beliebigen Ort und Stück aus den Genossenschaften auswähle; die UCP-s wurden dem Landwirtschaftsministerium unterstellt, das in die Arbeit der gewählten Führungskräfte mitredete; mit der Modifizierung des Mietvertrages, der die Kleinmieter benachteiligte, beseitigte, es die Mietsvereinbarungen schriftlich zu formulieren, das offizielle Minimaleinkommen des Mieters festzulegen, und das Verbot der mehrfachen Miete. Es ist das eindeutige Wirtschaftsziel der neuen Reform, kapitalistische Landwirtschaftsgroß- und Mittelbetriebe zu schaffen, politisches Ziel eine der wichtigen Banen der PCP zu beseitigen. Mit der neuen Reform waren nicht nur die UCP-s, sondern auch die PCP-s, sogar der andere Partner auch die CAP unzufrieden, sie hielten es für „extremsozialistisch“.⁴⁷

In der Beseitigung des UCP-Sektors konnte man faktisch zwischen 1976–78 kein endgültiges Ergebnis erreichen, obwohl bis zum Ende der Übergangsperiode, beziehungsweise bis 1983 (hauptsächlich während der echten Regierungen seine Größe auf 2/3 der Betriebe, auf die Hälfte des Bodens und auf 2/5 der Werktätigen

⁴³ Grohs, G. – Maia Cadete – Noelke (1982) p. 69.

⁴⁴ Gecse A.: Az 1974. évi portugáliai fordulat gazdasági és társadalmi okai és hatása az ország fejlődésére. Diss. Budapest: MKKE, 1977. p. 170.

⁴⁵ Constituicao (1976) p. 37.

⁴⁶ Um projecto de lei criminoso. „Avante!” 1977. júl. 7. pp. 6–7.

⁴⁷ Grohs – Maia Cadete – Noelke (1982) p. 70.

zurückging.⁴⁸ Die Krise der Landwirtschaft vertiefte sich inzwischen, ihre Produktion fiel katastrophal auf dem Niveau der 30-er Jahre zurück.

In den Schritten des *Integrierens* in West-Europa (Mitgliedschaft im Europa-Rat, Anschluß an der NATO Euro-Gruppe, die Erneuerung der Stützpunkte, die Modernisierung des Iberienspaktes, die neue Regelung der Lage der französischen Gastarbeiter u. s. w.) hatte der Anschluß an EGK eine zentrale Lage. Als erster Schritt schloßen Portugal und die EGK im September 1976 eine vorübergehende Vereinbarung, die das Abkommen von 1972 erweiterte.⁴⁹ Als Bedingung des Anschlusses müssen nach dem Beschluß der EGK-Außenminister von Februar 1977 in Brüssel, solche Maßnahmen getroffen werden, die die Wirtschaft von Portugal an die anderen Länder richten. „Der Bereich des Gemeinsektors und die Verstaatlichungen in Portugal – fügte der EK-Rat hinzu – sind mit den Verträgen nicht unvereinbar, insofern die Gemeinschaftsregelungen auf den verschiedenen Gebieten eingehalten sind. Die Zentralisation der portugiesischen Staatsverwaltung kann negative Wirkung auf den Wettbewerb zwischen den Staatsbetrieben ausüben.“⁵⁰ Die Regierung akzeptierte am 28. März 1977 die Bedingungen und reichte ihren offiziellen Antrag ein, so fangen seit dem Herbst 1978 die wirklichen Verhandlungen an, 1983 war das Datum des Anschlusses bestimmt.

Während der 2 Jahre der PS-Regierung – parallel mit der Aufmunterung der Kapitalwirtschaft nach der Krise – vollzog die „Normalisierung“. Obwohl die strukturellen Probleme nicht gelöst wurden, fing das Wirtschaftswachstum wieder an, das GDP per Kopf erreichte das Niveau von 1973 mit der 3 % prozentigen Erhöhung der Bevölkerung.⁵¹ Die Tendenz des vor der Revolution vollzogenen Anschlusses änderte sich, es begann die Peripherisierung des Landes. Es gelang die Finanzbilanz wiederherzustellen, aber mit ausländischem Finanzieren, das die Abhängigkeit vertiefte.

Die nicht zu unterschätzenden Ergebnisse, die in erster Linie die Sanierung der konjunkturellen Krise betreffen, die die innenpolitischen Spannungen wieder verschärfen, sind viel in den Augen der Linken, aber wenig für die Rechten, hohe Inflation und die Arbeitslosigkeit erhöhten die Massenunzufriedenheit.

⁴⁸ Almost there Portugal: a Survey. „The Economist“ 1980. jún. 14. Melléklet, p. 24; O cooperativismo em Portugal. „O Militante“ 1981. Nr. 8. p. 27.

⁴⁹ Grohs – Maia Cadete – Noelke (1982) p. 134.

⁵⁰ Ebd. p. 123.

⁵¹ Mitchell, B. R.: European historical Statistics. London: Macmillan, 1980. p. 833.

Der Eanismo

Sichtbar entstand eine Arbeitseinleitung unter den Siegern von 1975: die Sozialisten haben „die schmutzige Arbeit“ gemacht, Eanes und die CR hielten den Schuttschirm über sie. Selbst Ramalho Eanes formulierte so, „die Offiziere von Portugal ließen in dem letzteren anderthalb Jahrhundert in zahllosen Fällen, sie politisch auszunützen; dem muß Schluß gemacht werden, die Streitkräfte sollen die Pfeiler der Demokratie werden, die Garantie der auf freien Wahlen basierenden Institutionen. Darin kommt die Doktrine der militärisch „geschützten Demokratie“ zum Ausdruck, was Portugal in der Übergangsperiode bis 1980 nach der Verfassung vertritt: einen solchen Staat, in dem der Revolutionäre Rat durch das Vetorecht über dem Parlament und der Regierung Kontrolle ausübt.“⁵²

Diese militärisch „geschützte Demokratie“ hatte mit dem Republikspräsidenten und dem Parlament (bzw. der Regierung) eine Alternative in sich im Fall ihrer Zusammenarbeit ein Parlamentsystem, wo der Präsident bloss „Sicherheitsventil“ der Demokratie sei, im Fall ihrer Konfrontation – und letzten Endes – bedeutet es ein Präsidentsystem. „In Portugal – wies die PCP auf den Zug der Machtteilung hin – gibt es ein Parlament, aber es gibt kein parlamentarisches System.“⁵³ Gegen die „reine Demokratie“ eintretende PS sind die Kommunisten unter den herrschenden Umständen der Meinung, in Betracht ziehend, daß die Streitkräfte den Geist vom 25. April bewahren, daß das jetzige System für die Verteidigung und Aufrechterhaltung der Demokratie mehr Möglichkeit gibt, als das Parlamentssystem in einem solchen Land, wie unser, wo noch Landesteile sind, wo die demokratischen Freiheitsrechte noch immer nicht verwirklicht wurden, die Rechte der Staatsbürger nicht garantiert sind.,“⁵⁴

Dieser Rahmen hat das politische Credo von Ramalho Eanes bestimmt, das schon das – von Melo Antunes ausgearbeitete Programm 1976 enthielt: demokratischen Konsensus, der über den Parteien, das gesamte Nationalinteresse vertritt und im Sinne der Konstitution die Ordnung garantiert.⁵⁵ Die wichtigen Werte dieser Konzeption sind das Nationalinteresse und die Unabhängigkeit, die konstitutionelle Ordnung und die Demokratie. In diesem Namen lehnte Eanes mit den Slogen „der 25. April und der 25. November“ die „diktatorischen Extremitäten“ ab, er deklarierte, „wenn jemand im

⁵² Ramalho Eanes, A. de: *Desfazer muitos equívocos*. Lisboa: S. R. C. S., 1978. p. 4.

⁵³ Cunhal (1976) p. 195.

⁵⁴ Ebd. p. 196.

⁵⁵ Ebd. pp. 203–207; Ramalho Eanes, A. de: *Novo governo encontrará situação económica favorável*. „O Diário“ 1980. jan. 4. pp. 12–13.

Land wieder Diktatur einzuführen versucht, sollte er von links oder rechts kommen dann würde die Armee in Aktion treten.”⁵⁶ Das stimmte mit der allgemeinen Stimmung überein: nach der Umfrage 1978 hielt bloß 11 % fürs Hauptziel der Regierung den Sozialismus.⁵⁷

In der Verteidigung der institutionellen Demokratie war die Balancierung in der polarisierte Gesellschaft unter den Verdienern, Kleinbesitzern und Mittelbourgoise dabei, aber perspektivisch existierte auch die Versicherung des friedlichen *recuperação*. Den festen Grund dieses mehrfachen Kompromißes versuchten die PS-PSD in der Form eines zentrischen Verbandes, aber die grundlegende Bipolarisierung der portugiesischen Gesellschaft zeigte, daß sich die Beziehung eben in erster Linie mit diesen zwei Parteien, bzw. ihren Führern verschlechterte.

Anfangs ließ Eanes den politischen Prozeß seinen Gang gehen bzw. den der PS-Regierung. Diese Welle der Verschiebung nach rechts fiel mit der internationalen Tendenz zusammen, diese Sache und die grundlegenden Schritte der Soares-Regierung im Sommer 1977 verschärften die Spannungen, folglich kam der Prozeß bis zu einem Punkt, über den Regierung nicht weiter konnte: im Dezember 1977 stürzte das Parlament – die PCP, bzw. die PSD und CDS gemeinsam – die Regierung. Soares schloß da „auf britische Weise“ seinen eigenen „geschichtlichen Kompromiß“ ab: mit der konservativen CDS. Die kurzfristige Koalition fiel aber im Sommer 1978 auseinander.

Der parlamentarische Spielraum wurde damit erschöpft, der zweifellos auch die Kritik der Verfassung 1976 bedeutete und prinzipiell auch selbst die Demokratie gefährdete. Ramalho Eanes beurteilte die entstandene politische Krise als charakteristischer Beitrag zur Konsolidierung des demokratischen Systems,⁵⁸ und er aktivisierte sich als Brücke unter den polarisierten Kräften, als Verteidiger der aktuellen und perspektivischen Gesamtkapital-Interessen: am 27. Juli 1978 löste er Mário Soares ab, und über dem Parlament griff er in der Form technokratischen Präsidentenregierungen (Nobre da Costa, Mota Pinto) die direkte Führung in seine Hände. Es scheinen die Umrisse des Präsidzialismus mit mehreren Parteien zu sehen.

Im politischen System der Zweiten Republik waren aber wichtige Garantien gegen die institutionelle Diktatur eingebaut. Die öffentliche Meinung beurteilte den Staatspräsidenten und die Parteien zusammen Recht als demokratische Garantien, nicht

⁵⁶ Ramalho Eanes (1980) p. 13.

⁵⁷ Graham, L. S. – Wheeler, D. S. (eds.) In Search of Modern Portugal. Madison (Wisconsin), The University of Wisconsin Press, 1983. pp. 33–39.

⁵⁸ Ramalho Eanes (1978) p. 5.

unwichtig, aber auch nicht bedeutend war der Anspruch an die Personaldiktatur.⁵⁹ Es wurde bald klar, daß man Portugal nicht nur mit dem gegebenen Parlament, auch nicht dagegen oder ohne es regieren konnte: die Republikversammlung stürzte die Regierungen mit Präsidenten. „Gefällt es oder nicht, unsere Regime ist halbpräsidial. Weder wirksame Präsidentregime noch wirksame Parlamentsregime“ – kommentierte Eanes die Situation,⁶⁰ und im Juli 1979 schrieb er mit der Auflösung des Parlaments in der Zwischenzeit Wahlen aus. Der Staatspräsident blieb als „Sicherheitskappe“ und letzte Garantie der Demokratie erhalten.

Der demokratische Konsens um den *eanismo* hatte eine breite Basis trotz der Veränderungen in den 2 letzten Jahrzehnten in der zurückgebliebenen, ländlichen Agrargesellschaftlich Basis war trotzdem breit, daß 52 % der Bevölkerung in der Gesamtheit die Lage für schlechter hielten (für besser nur 27 %), als sie kurz der Revolution war: 87 % qualifizierten die Wirtschaftslage für schlechter, 65 % die Moral, als sie vor der Revolution war; nach der öffentlichen Meinung existierten die grundlegenden Probleme 1978 ebenso wie 1973, sogar tiefer werden (Verpflegungskosten, die Wohnungslage u. s. w.): nicht zuletzt bewerteten sie die Regierung von Marcelo Câtano vor der Revolution in der Proportion 50 % mit einer nach der Revolution charakteristischen Enttäuschung für die beste unter den Regierungen in den 2 Jahrzehnten.⁶¹

Der letzte Grund der politischen Stabilität der gesellschaftliche-politische Block, auf den sich die neue Macht stützen konnte, das ist die nicht monopolistisch Bourgeoisie durch den Republikpräsidenten vertretend, das revolutionäre und reformistische Kleinbürgertum durch die CR vertretend, sowie die Arbeiterklasse durch die Regierung vertretend und die moderne Mittelschicht.⁶² Die – vorübergehende – Bilanz der Revolution gezogen dienten die verhältnismäßig festen Ergebnisse den Interessen dieser Gesellschaftsschichten.

Die Lage der *Arbeiterklasse* verbesserte sich: die bürgerliche Demokratie versicherte für sie breitere Wirkung (obwohl die liberale Demokratie in erster Linie für die Bourgeoisie gewinn war). Das Streikrecht, Gewerkschaftsrecht wurden die eigenen festen Ergebnisse der kollektiven Produktionseinheiten (obwohl diese in erster Linie auf der traditionellen Oligarchie und nicht auf der Monopolbourgeoisie geernteten Siege waren. Zugleich beseitigten sie die Arbeiterkontrolle, die Arbeiterräte blieben ohne

⁵⁹ Graham – Wheeler (1983) pp. 33–39.

⁶⁰ Ramalho Eanes (1978) p. 37.

⁶¹ Graham – Wheeler (1983) pp. 33–39.

⁶² Szuhanov, V. I.: „Revolutsia gvozdič“ v Portugalii. Moszkva: Misl, 1983. p. 247–248.

Macht; mit der Abschaffung des Mechanismus der Preiskontrolle, stieg die Inflation (in die Höhe) und die Arbeitslosigkeit in die Höhe. So zusammen trotz des Tendenzwechsels ließ die Revolution dauerhafte Spur – sowohl materiellen, als auch geistigem Sinne – auf der Arbeiterklasse zurück, die die Verwirklichung der Hegemonie der neueren Kapitalgruppen verzögerte.

Die *Technokratie* gewann mit der Verbreitung des Wirkungsbereiches des Staates: die staatlich kontrollierte Unternehmen waren auf Kapitalgrund, aber ohne Privatbesitzer tätig, damit leisteten sie grössere Möglichkeit für die technokratische Führungskraft. Sie haben gleichfalls mit der Verwirklichung „der liberalen, politischen Struktur mit sozialdemokratischen Gepräge“ gewonnen, wo sie mehr Möglichkeit für die Veränderung und Verbesserung ihrer Position hatten. Das professioniste Umorganisieren der Armee gab den fachlich gebildeten Offizieren mehr Chancen.

Die Verstaatlichung, die die Privilegien des Monopolkapitals abschaffte, verbesserte auch die Wettbewerbsposition der *Kleinkapitalisten*. Mit der Beseitigung der Latifundien gewannen die Klein- und Mittelinhaber (obwohl einen Teil der Begünstigungen der vorher Erwähnten die neue Führung bald zurückgezogen hat).

Die *Mittelkapitalisten* gewannen auch, die durch die Nationalisierung unberührt gelassen wurden, die Staatseinmischung, die sie berührte, werde beseitigt. Die Abgrenzung vom Jahre 1977 im Staats- und Privatsektor erhöhte die Bedeutung des Mittelkapitals und „da die Verstaatlichungen nicht mit National-, Planmechanismus ergänzt wurden, sollen die Besitzer des Kapitals führende Rolle spielen.“⁶³

Zuletzt die *nicht monopolistische Bourgeoisie* wurde der Hauptgewinner der Revolution. Diese dominierende Gesellschaftsgruppe konnte wegen dem Modernisationszwang der westeuropäischen Integration kaum auch weiterhin traditionell bleiben. Aber wegen dem kleinen Ausmaß Portugals, des relativen Unentwicklungsstandes und der ungünstigen Zahlungsbilanz war die Integration mit dem Wachstum der Unterordnung unvermeidlich verbunden. Dies wurde erhöht, daß die Verstaatlichung der Banken für die Umorganisation der Nationalwirtschaft nicht benutzt wurde, stattdessen wurden sie ähnlich wie die nationalisierten Unternehmen als Kapitalinstitutionen betätigt. In der Wirklichkeit zerstreute sich das Kapital: die einst in Monopolgruppen vereinigten Unternehmen wurden unabhängig voneinander geleitet.

Aber das Maß der Integration und der Unterordnung und damit im Zusammenhang, welche Gruppen der nicht monopolistischen Bourgeoisie am meisten gewinnen, stand noch zu dieser Zeit im Kampf um die Macht auf der Tagesordnung.

⁶³ Hammond, J. L.: Portugal: two steps forward, one step back. „Journal of Political Military Sociology“ 1982. Vol. 10. Nr. 1. p. 97.

A DEMOKRATIKUS RENDSZER STABILIZÁLÓDÁSA PORTUGÁLIÁBAN (1975–1978)

Az 1974-es forradalom eredményeként létrejött polgári demokrácia hatalmi blokkját a Mário Soares vezette Portugál Szocialista Pártnak, a Fegyveres Erők Mozgalma (MFA) Melo Antunes őrnagy vezette „Kilencek” frakciójának és a hadsereg Ramalho Eanes alezredes vezette ún. „professzionista centrumának” szövetsége alkotta a *gonçalismo*-val, a Vasco Gonçalves ezredes fémjelzte 1975-ös szocialista orientációval szemben.

1977 elejétől működésbe léptek az intézményesített demokrácia szervei: 1976. április 2-án szentesítették az új alkotmányt, megtartották a parlamenti (ápr. 25.), az elnök- (jún. 27.) és a helyi választást (dec. 13.).

Az új Portugália politikai rendszere a három győztes politikai erő testére lett szabva. A tisztekből álló *Forradalmi Tanácsban* dominált a „Kilencek” csoportja, elnöke pedig Ramalho Eanes lett, akit egyszersmind az ország köztársasági elnökének is megválasztottak. A *kormányban* – élén Mário Soares-sal – a szocialista párt tíz tagja, valamint nyolc független: három katona és öt civil kapott helyet.

A forradalom eredményeként egy a lehetőségekhez képest stabil és progresszív, „katonailag védett” demokratikus rendszer épült ki. A hatalom megosztásával és kölcsönös függőségével sikerült egyetlen hatalmi központ abszolút cselekvési szabadságát meggátolni. A politikai harcok fő színtere a *parlament* lett, benne a polarizált társadalmi struktúrának megfelelően baloldali – jobboldali polarizáltsággal (Szocialista és Kommunista Párt kontra Szociáldemokrata Párt és Szociális Demokrata Centrumpárt), egyetlen erős centumpárt hiányával.

A tőkés világ legprogresszívbab alaptörvényeként számontartott portugál alkotmány azt az *antimonopolista demokráciát* rögzítette, amely nemhogy 1976 áprilisában nem létezett, de 1975 tavaszán-nyarán, a forradalom csúcán sem valósult meg. A hatalmi szervek politikája pedig 1975 szeptembere óta egyáltalán nem felelt meg ennek a perspektívának.

A Mário Soares által a parlamentben 1976. augusztus 4-én előterjesztett kormányprogram Portugália nyugati integrációját és a nyugat-európai „szocializmus” megvalósítását tűzte célul. Az 1976–78 közötti helyreállítási periódusban a kormány gyakorlati lépései a konjunkturális és a strukturális válság szanálására, valamint a nyugat-európai integrálódásra irányultak. A Nyugat-Európába történő *integrálódás* lépései (tagság az Európa Tanácsban, csatlakozás a NATO Euro-csoportjához, a támaszpontszerződések megújítása, az Ibériai Paktum korszerűsítése, a franciaországi vendégmunkások helyzetének újabb rendezése stb.) között központi helyet foglalt el a közöspiaci csatlakozás. Első lépésként 1976 szeptemberében Portugália és az EGK az 1972-es egyezményt kiegészítő átmeneti megállapodást kötött. Azután a kormány – a kemény feltételeket elfogadva – 1977. március 28-án benyújtotta Portugália hivatalos felvételi kérelmét, s 1978 őszétől megkezdődtek az érdemi tárgyalások.

Összességében a szocialista párti kormányzás két éve alatt – a tőkés világgazdaság válság utáni megeléknülésével párhuzamosan – végbement a „normalizálás”. Az első sorban a konjunkturális válság szanálását érintő nem lebecsülhető eredmények azonban olyan lépéseket követeltek, amelyek ismét kiélezték a belpolitikai feszültséget. A parlamentáris játéktér hamarosan kimerült, és Eanes elnök 1979 júliusában a parlamentet feloszlata időközi választást írt ki.

Az elnöki politika, a *eanismo* körül megszilárduló *demokratikus konszenzusnak* széles bázisa volt az utolsó két évtized változásai ellenére még mindig elmaradott, vidékies-falusias, agrárjellegű ország portugál társadalomban. A politikai stabilitás alapja az a társadalmi-politikai blokk volt, amelyre az új hatalom támaszkodhatott: az első sorban a köztársasági elnök képviselte nem monopolista burzsoáziára,

Lajos Pándi

a Forradalmi Tanács képviselte forradalmi és reformista kispolgárságra, valamint a kormány képviselte munkásságra és modern középrétegekre. A forradalom – átmeneti – mérlegét megvonva a viszonylag megszilárdult vívmányok e társadalmi csoportok érdekeit szolgálták.

MICHAEL L. SMITH

THE REVISION OF SOCIAL-DEMOCRACY, NAZISM AND ANTI-BOLSHEVISM IN WESTERN EUROPE, 1933 – 1945

In June 1941 when Nazi Germany launched a 'pre-emptive' attack on the Soviet Union she declared to the world that she was, by this act, leading a European 'Crusade' against Bolshevism. Employing the full resources of the Nazi propaganda machine, the media in Germany and throughout occupied Europe proposed that the Panzer brigades which were sweeping to the East were the Teutonic knights of the twentieth century; their goal the defence of Western – and, therefore, European – civilisation. Germany, so it was claimed, was directing a vast operation of European policing to which all parts of the continent had the responsibility to contribute.¹

Few in Western Europe answered this call to arms. From the occupied territories between the autumn of 1941 and the summer of 1944 a total of no more than 50,000 men volunteered themselves for active service on the Eastern front in the specially created Danish, Dutch, Flemish, French, Nordic and Walloon formations.² The real and effective weight of support for the Wehrmacht came from elsewhere: a Spanish 'Legion' dispatched by Franco as a way of avoiding the more substantial co-operation with the Axis which Hitler had sought in 1940; more than 200,000 Italians; and, most important, the 27 divisions and, ultimately, half a million casualties given by Antonescu's Romania. To these should be added the Balts, Cossacks and Vlasovites and, from the spring of 1944, the significant weight of the Hungarian army.³ It was in East and Central Europe above all, therefore, that Germany's coercive diplomacy bore most evident fruit, and where it is at least possible for the historian to talk of a multinational armed campaign against Bolshevism.

¹ P. Mernet and Y.M. Danan, 'Les thèmes de propagande après le 22 juin 1941', *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, No. 66 (1966), pp. 48–53.

² J. Forster, '„Croisade de l'Europe contre le bolchevisme"; la participation d'unités de volontaires européennes à l'opération „Barberousse" en 1941', *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, No. 118 (1980), pp.1–26. Other useful accounts and estimates of participation in the Crusade in O.A. Davey, 'The origin of the Légion Française contre le Bolchevisme', *Journal of Contemporary History*, Vol. 6 (1971), pp. 29–45; J. Vincx, *Vlaanderen in Uniform 1940–1945*, (Antwerpen, 1981); S. van der Zee, *Voor Führer, volk en vaderland sneuvelde...de SS in Nederland, Nederland in de SS*, (Den Haag, 1975).

³ See Joseph Rothschild, *Return to diversity. A political history of East Central Europe since World War II*, pp. 43–4, 63–4.

Yet, if the scale of the contribution of manpower from the West was minimal and scarcely meriting the description of a 'Crusade', it does not necessarily follow that a larger contribution was either desired or sought by the Nazis. None of the Western occupied countries could be bribed by the irredentist possibilities held out in the East. More, the re-establishment of substantial armies, together with their officer corps, in countries which had only a year before been humiliatingly and decisively defeated, held an unacceptable risk of creating centres of national focus and revival which continued occupation was designed to prevent. Nor, in any case, was it evident that the policy of conscription which would have had to be pursued in order to achieve a reasonable level of participation in the 'Crusade' was one which fitted with the relations which Germany had with her new satellites. Even in the Netherlands where Nazification and eventual incorporation in the Reich was, from the beginning, the public goal of the occupier, the Reichskommissar, Seyss-Inquart, recoiled from too rapid and thorough an application of this commission.⁴ Terboven in Norway was more reticent still. Elsewhere, the form of long-term relations with Nazi Germany was less distinct and less susceptible to enthusiasm for military co-operation with the Axis. Vichy France was, until 1944, an uncertain ally whose future – if any – in the New Europe remained ill-defined and disputed by the Nazi leadership; in Belgium the supreme German authority, General von Falkenhausen, refused before June 1944 to allow a permanent SS presence in the country, let alone to contemplate coercive military conscription; Denmark was the 'Model Protectorate' whose population was to be cajoled and seduced into co-operation.⁵

If it is the case, then, that the Nazis were cautious in giving too literal an interpretation in practice in the occupied Western territories to their call to participate in an anti-Bolshevik Crusade, are we to conclude that this call had no function beyond the rhetorical? While acknowledging the important part played by rhetoric in all Nazi propaganda, the present essay will propose, nonetheless, that the theme of anti-Bolshevism was a central point of contact between occupier and occupied. Further, so far from anti-Bolshevism being incidental and peripheral, it will be argued that it functioned as a repressive device in Western occupied societies, and that it did so by promoting a view of European unity which was premised on accepting the necessity and

⁴ A. Seyss-Inquart, 'Erste Bericht über die Lage und Entwicklung in den besetzten niederländischen Gebieten', in *International Military Tribunal, Trial*, vol. XXVI, pp. 413–18.

⁵ See Eberhart Jäckel, *Frankreich in Hitlers Europa. Die deutsche Frankreichspolitik im Zweiten Weltkrieg* (Stuttgart 1966); A.A. de Jonghe, 'De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel', *Bijdragen tot de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*, 3 (1974) and 4 (1976); E. Thomsen, *Deutsche Besatzungspolitik in Dänemark, 1940–1945*, (Düsseldorf, 1971).

logic of a systemic conflict as the only basis for the defence of the West. As such, it will be suggested that the theme foreshadowed and helped to shape the fundamental divisions of the post-war world.

Anti-Bolshevism pervaded West European politics before 1939. In this context, as was recently argued by Ernst Nolte, the whole period between 1917 and the end of the Second World War may properly be seen as a drawn-out European civil war caused by the eruption and spread of Bolshevism and the response which this caused.⁶ In Nolte's hands this argument was directed primarily to excuse Nazism and to justify its murderous policies as a 'mirror-image' of the form which Bolshevism had taken in Russia and, through the KPD, would have taken in Germany.⁷ But in a larger perspective the idea that there was a disguised 'civil war' of which one side was occupied by Nazism (alongside Italian Fascism and other similar radical ideological formulations of the inter-war period) has some descriptive utility. For it points to the common origins of such movements as defensive reactions in some Western countries to a perceived Communist threat. Certainly, the growth and rise to power of Nazism itself cannot be understood separately either from the history of the challenge mounted by the German Communist Party and of that Party's relation to the new Soviet state, or of German relations, before and after Versailles, with the Russian state. But what the argument of a 'civil war' distorts is the fact that the clear polarisation engendered by Bolshevism and its nationally based Fascist or Nazi opponents was a function of the history of unintegrated states. In other parts of Western Europe the case was different: there the radical forces of the Left, buoyed by the success of the Russian Revolution as much as by the defeat of Germany, expected to make a fundamental breakthrough in the three years after the first World War.⁸ That they did not, and that a 'bourgeois order' was restored, complicates the history of their subsequent relation to Bolshevism. Firstly, because their challenge was merely diverted; secondly, because 'restoration' (to use Maier's word) was carried through in the ground that lay between the two forces of Bolshevism and its competing antithesis, Fascism.

⁶ Ernst Nolte, *Der europäische Bürgerkrieg 1917–1945: Nationalsozialismus und Bolschewismus*, (Berlin, 1987).

⁷ See the lucid critique of Nolte's arguments by Richard J. Evans, *In Hitler's Shadow. West German historians and the attempt to escape from the Nazi past*, (London 1989).

⁸ Charles S. Maier, 'The two postwar eras and the conditions for stability in twentieth century Western Europe', in Maier, *In Search of Stability. Explorations in Historical Political Economy*, (Cambridge, 1987), pp. 153–184.

The key to the defeat of the radical Left in the early 1920s was the ability of Western Europe to return to prosperity, accompanied by some measure of redistribution of wealth.⁹ At the heart of this achievement lay the successful insertion in the political mainstream of the old social-democratic Left. While this was so, the attraction of Bolshevism could be contained – a fact helped by the relative weakness and isolation of the Soviet Union at this period. So, too, the decline of the challenge posed internally by Bolshevism diminished the danger of the emergence, or appeal, of a radical Fascist opponent. Thus, the central feature of the political landscape was a common interest from Left and Right in maintaining a strong rejection of Communism. The ground of political conflict was not toward one or other of the poles represented by Communism or Fascism but to define the limits of change that was possible between them.

What altered this landscape was the Depression which dominated the years of the 1930s. It was in this decade that there was set the pattern of the anti-Bolshevism which was later to form a cohesive theme during the War. Crucial to the understanding of this development is not simply to recognise the re-emergence to centre stage of the two conflicting anti-system movements, but equally to perceive the challenge which the Depression posed for the non-Communist Left. The economic crisis which engulfed Western Europe exposed, for many, a deeper crisis. For, not only the severity of the downturn but also the lack of any counter-cyclical measures suggested an incapacity at the heart of the liberal-democratic order itself. The deficiencies to which the continuing Depression testified, inevitably refocussed debate on the necessity of radical reforms of structure. In this respect the claims of reformist social-democracy to be able to manage capitalism began to look weak, as did the form of tripartite, corporatist arrangement in which it had sought to do so since the First World War. This was the more so since the beginning of the 1930s saw a revived challenge from the Soviet system as practised in Russia. The Soviet drive to rapid industrialisation – which coincided with, and was partly a response to, the crisis in the West – offered the largest contrast and challenge yet to the post-Versailles restoration. By 1933 the Soviet state seemed able to substantiate its claim to have realised a more viable form of economic and social organisation. More, it appeared as a consequence to offer the only certain defence against a Fascism which was also energised by the Depression.

These claims served to finalise the division within European Socialism that had been created by the isolation of post-revolutionary Russia from the mainstream of

⁹ For a summary of his argument see Charles S. Maier, *Recasting Bourgeois Europe. Stabilization in France, Germany and Italy in the decade after World War I*, (Princeton, 1975), pp. 579–594.

Western development. The resurgence of a Soviet Russia transformed from backwardness attacked the weakest point in the armour of Western social-democracy: namely its inability after four years of mounting unemployment and under-production either to ensure prosperity for its own supporters or to prevent the rise in influence (and in the case of Germany, the rise to power) of violently anti-socialist and anti-democratic movements; movements which were also making inroads in some of social-democracy's own constituency. To compound the problem, although the scale of the Soviet transformation was hard to deny, the nature of the state which had been created in the process was abhorrent. The ethos of the Plan with its forced movement and destruction of populations, and its model of Stakhanovite labour, engendered the response that such a price for overcoming the crisis was unacceptable. Moreover, the emerging lines of Stalin's dictatorship and, above all, the increasing appropriation of Marxism to the national interests of the Soviet state, drove many in the West to conclude that Socialism, at least in its now dominant Marxist-Leninist form, was dangerously counter-productive. Proof of the correctness of this fear appeared confirmed by the débâcle of German Socialism in the face of the Nazi challenge.

The period of the early 1930s proved to be a watershed of the articulation of a new and distinct position within Western social-democracy. This formulation, while anti-capitalist – in the sense that capitalism was regarded as no longer able to offer any plausible social construct – and anti-Fascist, was equally anti-Bolshevik. Given impetus both by the collapse of Socialism in Germany and the parallel challenge from the Comintern, a new 'crisis' Socialism was argued out in much of Western Europe to the extent that, by the middle of the decade, it dominated the Belgian and Dutch Socialist Parties and had a strong voice in France.¹⁰ Its origin and cohesiveness owed most to the analysis of the Belgian socialist, and future leader of the Belgian Socialist Party, Hendrik de Man. In fact de Man had started on a path of the revision of Marx before the Depression. His book *Zur Psychologie des Sozialismus*, published in 1926/7 – and, revealingly, translated into French under the title *Au delà du Marxisme (Beyond Marxism)* – had already argued the basis for challenging the hegemony of a bureaucratic Marxism over the labour movements, thereby restoring both radicalism and

¹⁰ Peter Dodge, *Beyond Marxism: the faith and works of Hendrik de Man*; H. van Hulst et al., *Het roode vaandel volgen wij*, (Den Haag, 1969); P.W. Klein (ed.), *De jaren dertig: aspecten van crisis en werkloosheid*, (Amsterdam 1979); J. Touchard, 'L'esprit des années trente', in G. Michaud (ed.), *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789* (Paris, 1960).

the 'spontaneity' of the individual.¹¹ This revision he continued in *Der Kampf um die Arbeitsfreude* (1927) and, most influentially, *Die Sozialistische Idee* (1933) where for the first time he proposed a revived social-democracy which would break through the impediment of its class exclusiveness and form a more broadly based movement with parts of the middle class.¹² For those who at this period feared both the attractive pull of Fascism and the increasing confidence of a Soviet system which was rapidly developing its own state power under the argument of protecting the historic interests of one class, de Man became an increasingly central figure. What is more, by the middle of the 1930s his influence extended widely beyond the formal confines of social-democratic politics.¹³

Although de Man's revision of Marx went deep, it was not in itself a comprehensive programme of anti-crisis action. This was provided by his analysis of the relation between Fascism and Communism and, in particular, of Fascism's debt to a fear of Communism. De Man argued that the continuing crisis in Western society was both the cause of, and was deepened and prolonged by, the appeal of the growing mass movements which claimed, uniquely, to be able to master it. On the one hand, the deflationary policies used in all Western societies to combat the Depression tended, as unemployment rose, to drive people toward Communism. Given the changes in the Russian state, the case became more powerful for identifying with the necessity for Soviet hegemony. On the other hand Fascism, too, drew strength from the same unemployment whose effects helped feed the fear of Red revolution – a fear not confined to the ranks of the middle classes but felt also by those (relatively few in numbers as they still were) in the working class whose jobs were at risk. As evidence de Man cited the drift of parts of the German labour movement into the trap of Fascist nationalism.¹⁴ Between these counter pulls, social-democracy had little to offer. Even its long-term opposition to Communism was now, as politics polarised, a weakness; certainly, de Man saw it as insufficient by itself to sustain a mass allegiance in the face of the continued crisis to which social-democracy had contributed. Fascism's strength

¹¹ H. de Man, *Zur Psychologie des Sozialismus*, (Jena 1927). In the next five years translations of de Man's book were made into French, Dutch, Spanish, English, Swedish and Czech.

¹² For a broad analysis of these ideas see P. Dodge, *Beyond Marxism*, esp. pp. 91–113.

¹³ The most extensive discussion of the spread of de Man's ideas and influence is to be found in the Special Number of the *Cahiers Vilfredo Pareto. Revue européenne des sciences sociales*, Vol. XII, no. 31 (1974), especially the articles by H. Brugmans, G. Lefranc and A. G. Slama.

¹⁴ See de Man's speech to the Congress of the Belgian Socialist Party, Christmas 1933: *Belgische Werkliedenpartij, 48ste Congres: Brussel 24 en 25 December 1933. Stenografisch Verslag*, (Brussels, 1934), pp. 22–3.

lay not so much in its offer to counter the crisis of the old liberal parliamentary regimes by harnessing the forces of national revival, but more that it was engaged in building a new coalition to do so. This coalition, de Man noted, went across classes.¹⁵ It followed that the attraction of Fascism could only be counterbalanced by challenging it on its own ground. That meant forming an equally broadly based coalition and, in order to do so, defining a powerful shaping theme. In practice this amounted to a cross-class coalition which would create the basis of a national recovery by a judicious mix of mass popular mobilisation and autarkic macro-economic planning: the phenomenon, in fact, which under de Man's name of *planisme* swept Western Europe between 1934 and 1936.¹⁶

What is important to note about the formulation of *planisme* is not that it was simply an attempt to turn Fascism's perceived recruiting strength as the most effective defence against it. It is, rather, that by accepting, in the name of the nation, the central idea of the transcendence of class, de Man and his followers moved beyond the revision of Marx to a direct challenge both to the internationalism of the Socialist movement and to its expression, after 1934, in the popular coalitions promoted by the Soviet Union. This was so for the basic reason that the pursuit of a strategy by which Fascism would be combatted by mobilising against it a social and political consensus which competed for the same allegiances, had itself to occupy some of Fascism's own ground. The assertion that social-democracy's historic role was no longer sustainable, nor able to end the economic crisis without the energy of the nation gathered behind a new belief, conceded that internationalism had had its day. As de Man assured his Party when advocating the acceptance of an 'anti-crisis socialism' which depended on the nation: 'the Plan is nothing, the action for the Plan is everything.' Above all, the 'Plan' would be the expression of the national will in which all classes would learn to speak their 'mother tongue' rather than the universal language that came from the Eastern motherland.¹⁷

It would be wrong to overestimate the attraction which the full philosophy of *planisme* had in practice over the socialist movements of Western Europe; especially at the end of the decade when concern about the coming war tended to supersede

¹⁵ The clearest summary of the positions which led to *planisme* may be found in the series of thirteen more or less weekly articles which de Man wrote between 24 September and 6 December 1933 for the newspaper *Le Peuple* under the general title *Pour un plan d'action*.

¹⁶ For a description of the *planiste* wave see G. Lefranc, 'Les conférences internationales des Plans', in *Cahiers Vilfredo Pareto*, No. 31 (1974), pp. 189-96.

¹⁷ 48^{ste} Congrès, pp. 12-21.

arguments about the urgency of internal structural reform. In France its most distinguished promoter, Marcel Déat, was successfully marginalised from the S.F.I.O. and, ultimately, forced to create a *néo-socialiste* grouping. Under Léon Blum the French became the first major power to seek to halt Fascism, both internally and internationally, through the formation of a Popular Front government in which the Communists sat.¹⁸ In the Netherlands, while the SDAP – also apprehensive of the gains which National Socialism was making in the country – was converted to fighting the 1937 election campaign under its own *planiste* banner, the *Plan van de Arbeid* (*Labour Plan*), it neither gained nor lost votes in the process.¹⁹ In Belgium, de Man became Minister in charge of economic reconstruction in the coalition government and was never able to push *planisme* beyond uncontroversial legislation to create the outlines of a mixed economy.²⁰

Yet, the revision of Socialism which de Man and his followers started had more long-term consequences. Firstly, the space which *planisme* found in Western Socialist movements revealed the extent of the doctrinal and tactical crisis within a social-democracy faced with the Depression and the rise of Nazism to power. Secondly, despite the short-lived experiment of the Popular Front and the commitment to collective security, social-democracy finalised in the revisionist debate its rejection of the internationalism promoted by the Soviet Union – a rejection which the Nazi-Soviet Pact of 1939 made absolute. Following from this, and lastly, there was created a core of hostility to the Soviet state itself, increasingly regarded as imperialist. Much of the impetus toward pacifism in the social-democratic movement during the period immediately preceding the outbreak of war came from this hostility. So, too, did the belief that if Europe could remain at peace, Germany would serve to rein in Soviet ambitions. A clear expression of this view may be found in the article written in November 1939 by the French revisionist socialist, L. Zoretti, in which he argued that 'It is no use beating Hitler if the Nazi regime disappears too. Any regime seems to us preferable to the revolutionary Stalinist regime.'²¹ What such a statement reveals – and similar positions might be cited from many within the French S.F.I.O. or the series of articles in the journal

¹⁸ On the battles which led to the formation of the *néo-socialiste* group see Marcel Déat, *Mémoires politiques* (Paris, 1989), pp. 233–322.

¹⁹ *Het Plan van de Arbeid* (Amsterdam, 1936). For an account of the genesis and development of the Plan campaign in the Netherlands: R. Abma, 'Het Plan van de arbeid en de SDAP', *Bijdragen en Mededelingen betreffende de Geschiedenis der Nederlanden*, 92 (1976), pp. 37–68.

²⁰ Henri de Man, *Cavalier Seul. 45 années de socialisme européen* (Geneva, 1947), pp. 133–190.

²¹ *Redressement*, 1 November 1939.

Leiding which de Man wrote on the eve of the war²² – is a paradox. The revisionism which had started as a response to the threat of Fascism had turned, by the time of the outbreak of the war which it had always sought to prevent, to identifying the greater danger to Europe as that of an expansionary Bolshevism.

It was this ambiguity of focus which left social-democracy as a whole uncertain and defenceless when, after eight months of *drôle de guerre*, Germany launched her attack on the West. 'Anti-crisis socialism' had failed either to create the means for economic recovery or the coalition of forces in the nation on which reforms of structure might be based. The failure to prevent Nazi aggression or to prepare adequately for the war was, of course, one for which all groups in western societies shared the responsibility. Social-democracy alone, after nearly a decade of energy spent combatting both Communism and Fascism, had reached an impasse. Throughout the newly occupied western nations, social-democracy went into retreat and disbanded itself as a force for the immediate future. In France, even before the Germans had arrived in the temporary seat of government, Bordeaux, the National Assembly had voted by an overwhelming majority for the end of the Third Republic. Among those who agreed to transfer full powers to Marshal Pétain were 90 socialists.²³

If the defeat of 1940 left most socialists unable to define a practical or theoretical response, for some it provided the beginning of a new position. Men such as René Belin, the head of the largest trade union in France, rallied to the authoritarian Vichy regime as Minister of Labour, anxious to take the opportunity to put into action a new 'Labour Charter' which had been blocked before the war.²⁴ In Holland many thousands of members of the SDAP (as well as those from other political parties) joined an entirely new movement – the *Nederlandse Unie* (Netherlands Union) – which sought to develop new cross-class and cross-confessional forms of political and social co-operation in the absence of the traditional constraints posed by the existing parties. Before the end of the year the movement had over 800,000 members.²⁵ Above

²² The pacifist argument within the French Socialist Party is analysed in Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, pp. 5–33. In Belgium de Man published eleven lengthy polemics in the Dutch language Socialist periodical, *Leiding*, between January and December 1939. A twelfth article: *Einde van een polemiek*, ended the series in February 1940.

²³ Sadoun, *Les socialistes*, pp. 38–41.

²⁴ R. Belin, *Du secrétariat de la CGT au gouvernement de Vichy. Mémoires*, (Paris, 1978).

²⁵ For the history of the formation of the Netherlands Union: M.L. Smith, 'Neither resistance nor collaboration: historians and the problem of the *Nederlandse Unie*', *History*, No. 237 (1987), pp. 251–60.

all, in Belgium, de Man reacted to the defeat (against which he had been an active combattant) by issuing, on 28 June 1940, a Manifesto to activists of the Socialist Party. In it he declared the Party to be dead and asked its members to 'prepare to become the cadres of a movement of resurrection' which would achieve the social justice that had been impossible to attain before the defeat.²⁶ His initiative led rapidly to the formation of such a new movement: the UTMI, or Union of Workers by Hand and Brain.²⁷

It must be stressed that social-democracy was not the only source of renovationist thinking; although its ranks provided both the greatest number and the most articulate of activists in the period immediately following the defeat. It would equally be a distortion to see these reactions to defeat as having their origin either in a positive welcome for Nazi occupation or as a conversion to Nazism. Certainly, the first reactions were based on what the protagonists saw as a realistic assessment that Germany was likely to be the hegemonic continental power for some time. Much more, the theme that ran through the manifestos and pronouncements was that of the liberation from the impasse of the pre-war, in which was included the incapacity of the parliamentary regimes to bring about conditions of social justice. As de Man put it in his call to new action: 'this destruction of a decrepit world, far from being a disaster is a deliverance'; words echoed in the Manifesto of the *Nederlandse Unie* which identified 'the birth of a new task' from the necessity of the times.²⁸ The Nazis were greeted, then, neither as liberators nor as ideological allies, but as facilitators of what had not been possible to achieve before their arrival. What needed to be defined was the point of contact and conduit between them.

Before analysing the form in which that contact was articulated and, in particular the function which anti-Bolshevism had in this process, it is necessary broadly to describe the relationship between Germany and the occupied western territories in the period after the defeats of 1940 but before the war against the Soviet Union. The conquests of 1939 and 1940 had allowed the Nazis to open up the economies of developed Europe to their use. In so doing they partially freed themselves from the domestic economic constraints imposed on their regime by the need to maintain some

²⁶ The text of the Manifesto may be found in Henri de Man, *Après coup*, (Brussels, 1941), pp. 318–19.

²⁷ For the early history of UTMI: E. Delvo, *De mens wikt...Terugblik op een wisselvallig leven*, (Antwerp, 1978), p. 103ff.

²⁸ De Man, *Après coup*, p. 319. The Manifesto of the Netherlands Union: *Manifest aan het Nederlandse Volk*, 24 July 1940, together with the *Program*, in *De Unie*, No. 1 (August 1940).

measure of internal social acquiescence. The economies of the occupied territories were, then, in varying degrees and forms subject to immediate plunder and longer term expropriation.²⁹ It was from the stocks and productive capacity of these countries that the Nazis replenished the consumer goods (as well as achieving a healthy profit on the real costs of occupation) which were essential to maintain social peace in the Reich. Simultaneously this allowed for an expanded armaments programme to be put in motion. Western Europe, then, helped free the resources that enabled the Nazis to build for the campaign in the East which, precisely because it was conceived and presented in terms of a short war, demanded in its preparation a far greater commitment to production and mobilisation than could be expected of the German population alone. The success of *Blitzkrieg* had put at the disposal of the Nazi regime those means necessary for the final assault on Bolshevism. It equally permitted them to continue to disguise the true scale of the war that they planned, a scale whose extent may be judged by the fact that even with the extensive looting of western Europe it was still necessary in late 1940 to push through the deeply unpopular measure of freezing wages and increasing prices within the Reich.³⁰

German dependence on the European economies was well established before she launched her attack on the Soviet Union. When *Blitzkrieg* failed in the face of the Soviet counter-attack in 1942 this did not, therefore, create a relation; it simply made its smooth operation more urgent. If the change to all-out war found German society in many respects unprepared and the regime prey to the possibility of openly expressed discontent at home, this served to make the contribution of the occupied territories more vital than ever. The logic of Nazi goals in Europe increasingly bound regime and population in Germany together in a need to exploit resources elsewhere. These would provide a cushion against the true material costs of the war and, further, as the war began to go wrong, ensure the basis of national security itself.

Although the outlines of the unequal relationship were well developed before the Russian campaign, the process of exploitation remained largely *ad hoc*. It was only from the time when the first *Blitzkrieg* assault on the Soviet Union ran out of steam that western Europe, hitherto the object of a somewhat uncoordinated, if generally

²⁹ A. S. Milward, *The New Order and the French Economy*, (Oxford, 1970); J.R. Gillingham, *Belgian Business in the Nazi New Order*, (Ghent, 1977); G. Hirschfeld, *Freundherrschaft und Kollaboration: die Niederlande unter deutscher Besatzung 1940–1945*, (Stuttgart, 1984).

³⁰ Cited in S. Salter, 'Structures of consensus and coercion: workers' morale and the maintenance of work discipline, 1939–1945', in D. Welch (ed.), *Nazi propaganda*, (London, 1983), pp. 88–116.

effective, plunder, took on a more integrated importance to the German war effort. In March 1942 Fritz Sauckel was appointed as Reich General Plenipotentiary for Labour with the specific brief of recruiting mass drafts of manpower from the occupied areas – in particular from countries such as France which had remained relatively untapped in this respect. One month earlier Albert Speer had been named as Minister for Armaments charged with rationalising production, especially the under-utilised high-technology resources of western European industry. Contracts for war work, the retooling of factories geared to production of war *matériel*, the return, in countries such as Belgium and the Netherlands, to high levels of employment in the engineering and electrical sectors and the increased draining off of surplus labour from the dole queues into largely menial jobs in the Reich, all intensified in number during this period.³¹ The war became an explicitly European conflict, fought not only by a growing European army but, as importantly, by European workers and the productive capacity of the advanced part of the Continent.

Such a level of exploitation in western Europe naturally required co-operation at the level of the indigenous administrations. To some extent this was readily conceded (though rarely volunteered) insofar as occupier and occupied shared an interest in maintaining high levels of employment. This was especially so in countries such as the Netherlands, in which unemployment had persisted right up to May 1940, or Belgium, where there was a long tradition of labour migration to German industry. In the second half of 1940 and throughout 1941 the senior civil servants put their expertise and authority more or less willingly behind the urgent task of restoring economic life. With the change in the intensity of German requirements it was not a very great step to increase the demand for co-operation to include accepting an ever greater volume of German orders, especially those involving the production of components directly useful in armament manufacture.³²

³¹ For Speer and Sauckel's policies: Milward, *The French Economy*, Ch. VI; P.F. Klemm, *German economic policies in Belgium from 1940 to 1944*, (Ann Arbor, 1978); Hirschfeld, *Freundherrschaft*, pp. 117–54; P.W. Becker, *The basis of the German war economy under Albert Speer, 1942–1944*, (Stanford, 1971); E.L. Homze, *Foreign Labour in Nazi Germany*, (Princeton, 1967), Chs. V–VII.

³² On this question see the memoirs of the senior Dutch civil servant, the Secretary-General for Economic Affairs: H. Hirschfeld, *Herinneringen uit de Bezettingstijd*, (Amsterdam, 1960) and the testimony given by civil servants to the post-war Parliamentary Enquiry in *Enquêtecommissie Regeringsbeleid 1940–1945*, Vol. 7C: *Leiding en voorlichting aan ambtenaren en burgers in de bezette gebieden*, ('s-Gravenhage, 1956). For Belgium: J.L. Charles and P. Dasnoy (eds.), *Les Secrétaires-généraux face à l'occupant. Procès-verbaux des réunions, 1940–1944*, (Brussels, 1974). For France a useful summary is provided by Michel Margairaz, 'L'Etat et la décision économique', in J.-P. Azéma (ed), *Vichy et les Français*, (Paris, 1992), pp. 329–44.

What started as cooperation at the administrative level became increasingly forced. The appointment of Speer and Sauckel was one indication of this change of relationship, as it was of the greater importance which the Germans placed on co-ordinating exploitation. The developing reluctance of officials to consent to too close an association with the German war effort had to be counteracted by threats. These were provided by the presence of the Nazis' collaborationist allies. National Socialist movements and ideologically imitative groups – small in numbers as they were – were freely used in the first year and a half of the occupation to stifle complaints about the extent of economic exploitation by the simple threat that the Germans might allow them to exercise real power themselves. How seriously such a threat was taken may be judged by the prevalence within occupied western Europe of the decision to make concessions in order to avoid something worse. France serves as the clearest example. There, the presence in Paris of a group of 'ultra' collaborationists willing to take power had a major influence in keeping Vichy, with its desire to retain autonomy, in line with German demands.³³

In fact the Nazis kept their imitators tantalisingly away from real power, relying on the contempt in which they were held by their countrymen to provide a sufficient incentive for collaborators to stay loyal. As we now know, the Nazis themselves shared this contempt.³⁴ Moreover, they calculated that granting real authority to such groups risked disturbing the relatively favourable balance of the occupation. Yet, as the resources and skills of occupied Europe were more and more needed to replace those swallowed by the conflict in the East and, additionally, as the strain on social relations in the Reich caused by this haemorrhage, as well as by the effects of the Allied bombing, began to tell, so the Nazis could not afford to ignore and frustrate their obvious allies. It became essential that they should keep alive the basis of collaboration by providing as broad a spectrum as possible of the collaborationist groups with a role and a future within their own societies.

The obvious link between the Nazis and their putative partners was anti-Bolshevism. From the moment of the attack on the Soviet Union this theme became a key sustaining myth of the utility of confined partnership. For that part of the ideological spectrum in which indigenous National Socialists were to be found, the anti-Bolshevik crusade provided the Nazis with an instrument by which they could test

³³ A good recent survey may be found in F.G. Dreyfus, *Histoire de Vichy. Vérités et légendes*, (Paris, 1991), esp. Ch IV, pp. 620-92.

³⁴ Typical is Seyss-Inquart, 'Erste Bericht', pp. 415-16.

the loyalty and commitment of their most ardent foreign supporters. Participation in this area of the German war effort became the most public sign, from France to Scandinavia, of collaboration with the Nazi cause. More cynically, the crusade served as a most useful means of removing figures who were potentially too charismatic or independently-minded to be entirely subordinate. Doriot, the leading personality of the French collaboration and Degrelle in Belgium were prominent examples of collaborators who were encouraged by the Germans in their desire to fight on the eastern front, from which it was hoped that they would heroically fail to return. For these people, in their turn, the crusade against world communism expressed the main shared point of reference between themselves and the Nazis and completed the history of a drift to Fascism that had often started in Spain or the rejection of the Popular Front.

The conjunction of interests that was subsumed in the participation of collaborationists in the anti-Bolshevik crusade was intrinsically ordinary and predictable. Less so was the attraction that the theme held for those people who, as outlined earlier, had reacted to the changes of 1940 with a positive energy. Their pre-war trajectory had led them to reject socialist internationalism as appropriated by the Soviet state. But this rejection neither implied, nor led directly to, giving aid toward the physical destruction of that state under Nazi auspices. Fascism had always, after all, until recently been regarded as an enemy equal to Bolshevism.

Yet, despite the danger inherent in taking sides in the systemic conflict that, from June 1941, was waged in the East, the decision to do so came to seem increasingly inevitable. This was so for three reasons: the change in the scope of the war itself; the desire to bring to completion a new social and political construct; and the search for a new internationalism. The first depended on the argument that the war had moved beyond the realm of the compromise peace which had always seemed a possible outcome during the first year after the defeat. It was, therefore, no longer reasonable to pretend that the shape of fundamental social and political reforms created in outline in expectation of the end of a short-lived period of occupation, could rapidly be brought to fruition. But – and this provided the second reason for the attractive logic of anti-Bolshevism – the necessity of articulating such reforms was, to their authors, no less urgent than it had been in 1940. On the contrary, the momentum of the first phase had, inevitably, slackened insofar as the benefits of the new Europe which would follow the *tabula rasa* of defeat had patently failed to materialise. Instead, the worsening of material conditions and the increasingly exploitative demands of the occupier, effectively put all initiatives in abeyance. The vigorous prosecution of the war against the Soviet

Union, they argued, alone gave the chance of a permanent European peace; such a peace was, equally, the precondition for economic and social reconstruction to start.³⁵

Lastly, and following from the above positions, the focus of anti-Bolshevism permitted the shape of a European-wide reconstruction to be defined. Before the war many, as we have seen, had come to the conclusion that the Soviet system was imperialist in a territorial as much as an ideological sense. For them, the defeat of Germany at its hands would open the way for the Bolshevisation of the Continent. Thus, however unattractive Fascism (and especially its Nazi variant) was, Germany represented, even in her current political form, the sole committed rampart against Communist expansion. Further, Germany alone, through her defence against Bolshevism, incarnated the possibility (perverted as this was at present under the Nazi regime) of achieving a politics between capitalism and Marxism. Above all, the defeat of Bolshevism was necessary if international co-operation was again to be a creative force. Those who before the war had been attracted by the various strands of socialist revisionism and had looked to define a different social construct, were increasingly convinced, then, that it was Germany, through her containment of Bolshevism, which held the key to the realisation of their ideas. Anti-Bolshevism provided them with the bedrock of a belief that they and National Socialism were – although only in this one respect – pushing towards the same ends. More, that in the pursuit of the destruction of Bolshevism lay the only guarantee of a European context in which social justice might flourish.

It was in exploiting this sense of a mutuality of interests that the conduit of anti-Bolshevism was most useful to the Nazis, serving a central function in sustaining their own concept of Europe. In the occupied territories of western Europe anti-Bolshevism helped undermine a national unity already under strain. It did so by transposing patriotism so that the betrayal of the national interest was suggested as being its most profound defence. What the anti-Bolshevik crusade sought to create was the sense that not only were the German armies defending Europe, but that the freedom of the historic nations at its core was conditional on victory over Bolshevism.³⁶ As Joseph Goebbels expressed it at a later date in his speech after the defeat at Stalingrad: if the German people put their blood at the disposal of Europe, it was the duty of the constituent nations freely to give their labour and productive resources and,

³⁵ De Man, *Cavalier seul* pp. 256–57.

³⁶ A. Seyss-Inquart, *Vier Jahre in den Niederlanden. Gesammelte Reden*, (Amsterdam, 1944), pp. 67–79.

by so doing, redeem the sacrifice which was being made on their collective behalf.³⁷ The anti-Bolshevik crusade subsumed the idea of European unity itself and made it dependent on transcendent German interests.

Active collaborationists were a small and – as the defeat of Germany became more certain – a declining minority in occupied western Europe. If anti-Bolshevism attracted them it was as satellites of long date in the orbit of Fascism rather than as converts to a new cause. Those, such as de Man and the people he had inspired in other countries, who were drawn into that orbit by other calculations of what the war might bring, also eventually sought to free themselves from the service which anti-Bolshevism rendered to the means of Nazi oppression. They realised, too late perhaps, that anti-Bolshevism in the hands of the Nazi state was no more than the attempt cynically to harness the destructive forces which its own ideological drive had called into play. Some, like de Man, went into internal exile; others joined the Resistance.³⁸ This uncertain trajectory is important to note since it helps to focus attention away from the question of the extent to which their role in the occupation made them fascist by association.³⁹ What is more certain is that they sought to continue under the occupation what they had started before the war. To do so in the conditions of apparent fluidity that pertained after the defeat of France in 1940 was both an overwhelming temptation and a mistake. That they sought a public role in their occupied societies does not in itself, however, invalidate their argument that national revival could only occur around a revised social-democracy. What did vitiate their case was the taint given to it by its contact with Nazism through the conduit of anti-Bolshevism. They had believed it possible to harness their own rejection of the internationalist claims of the Soviet state to the very different hegemonic intentions of the Nazis. They had wanted to free Europe from the threat of Bolshevism and, by so doing, create the conditions in which Nazism would modify itself. That belief tied the achievement of their transformational aims to the outcome of a fundamental battle between two absolute competing ideologies. It was this choice which in the realities of the post-war world disqualified their political and social arguments from consideration.

³⁷ Cited in E.K. Bramsted, *Goebbels and National Socialist Propaganda 1925–1945*, (London, 1965), pp. 264–68.

³⁸ For a discussion of the analytical problem caused by such a transfer from collaboration to resistance in the Netherlands: M.L. Smith, 'The Nederlandse Unie', pp. 261–69.

³⁹ This position has consistently been argued by the historian Zeev Sternhell; most forcefully in his study of French ideology in the 1930s: *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France* (Paris, 83). For a survey of this debate, which has importance outside French history: J. Julliard, 'Sur un fascisme imaginaire', *Annales*, Vol. 4 (1984), pp. 849–61.

The disunity of Europe after the war suggested that they were, nonetheless, still of some relevance.

A SZOCIÁLDEMOKRÁCIA REVÍZIÓJA; NÁCIZMUS ÉS ANTIBOLSEVIZMUS NYUGAT-EURÓPÁBAN, (1933 – 1945)

1941-ben a náci propaganda a Nyugat, a civilizáció védelmét szolgáló kereszteshadjáratként állította be a Szovjetunió megtámadását, s arról igyekezett meggyőzni a megszállt Nyugat-Európa lakosságát, hogy az egész kontinensnek hozzá kell járulni a sikerhez. Első pillantásra úgy tűnhet, kevés foganatja volt ennek a propagandának. A „kereszteshadjárat” csatlakozó nyugat-európai önkéntesek száma (kb. 50 000 fő) katonai szempontból jelentéktelen, s maguk a megszállók is óvakodtak attól, hogy pl. Dániában vagy Hollandiában a nyugati civilizáció fegyveres védelme ürügyén lehetőséget adjanak a néhány hónapja legyőzött, szétszórott hadseregek újjászervezésére. Katonai szempontból sokkal fontosabb volt Németország számára az a támogatás, amelyet a spanyol, olasz, román, magyar, stb. reguláris erők képviseltek a keleti fronton.

Ennek ellenére sem mondhatjuk azt, hogy az antibolsevista kereszteshadjáratra való felhívásnak pusztán propagandisztikus-retorikus jelentősége volt. Az antibolsevizmus vált ugyanis az összekötő kapocsá a megszálló és megszállottak között, ekörül a tengely körül alakult ki az a minimális konszenzus és együttműködés, amire a németeknek nemcsak a gazdaság működtetése érdekében volt szükségük, hanem egy náciellenes nemzeti egység kialakulásának meggátálása céljából is.

Az okokat kutatva a szerző kimutatja, hogy a bolsevizmus-ellenesség mélyen áthatotta a két világháború közötti Nyugat-Európa társadalmát. Kialakításában nemcsak a klasszikus jobboldali erők vagy a feltörekvő fasizmus vállalt szerepet, hanem a szociáldemokrácia is. Ennek következtében hatóköre széles tömegekre terjedt ki.

A szerző véleménye szerint a szociáldemokrácia esetében különbséget kell tennünk a huszas és a harmincas évek antibolsevizmusa között. A huszas évek elején a szovjetellenességet elsősorban a forradalom közvetlen veszélyétől s a militáns baloldaltól való félelem motiválta. A nyugat-európai kommunisták lába alól azonban kihúzta a talajt a háború utáni válság leküzdése, a Nyugat képessége a prosperitás megújítására. E folyamat közepette a szociáldemokráciának sikerült bekapcsolódnia a politika főáramába. A Szovjetunió gazdasági gyengesége, politikai elszigeteltsége, stb. csökkentette a bolsevik internacionalizmustól való félelmet. Úgy tűnt, nem a fasizmus és bolsevizmus közötti választás a probléma, hanem a cselekvés határainak kijelölése a kettő közötti területen.

A második világháború alatti antibolsevizmus jellemző jegyei azonban nem a huszas, hanem a harmincas években alakultak ki. Megértésükhöz nemcsak azt kell figyelembe vennünk, hogy a válsággal küzdő európai kapitalizmus számára a fasizmus és a kommunizmus mint két, a rendszerrel szemben fellépő mozgalom jelentkezett, hanem azt a kihívást is, amit a kezelhetetlennek tűnő válság a nem kommunista baloldal számára jelentett. Úgy tűnt, a történelem magát a liberális-demokratikus rendszert kérdőjelezi meg. A mérleg másik serpenyőjébe nemcsak az a vonzás került, amit a náci gazdaság- és szociálpolitika gyakorolt a munkásság tekintélyes részére, hanem a szovjet veszély új formája is. A nyugat-európai szociáldemokrata vezetők úgy látták, a gyorsan iparosodó Szovjetunió nemcsak gazdasági gondjait oldja meg, ami önmagában is kihívást jelent a nyugatnak, hanem a marxista internacionalizmust mindinkább azonosítja a szovjet állam érdekeivel, s ez a törekvés még a fasizmus elleni fellépésében, pl. a népfrontmozgalomban is tetten érhető.

Mindez új orientációs irányok keresésére, a marxizmus további revíziójára ösztönözte a szociáldemokrácia teoretikusait. A belga Hendrik de Man a több osztály szövetségén nyugvó, „válságellenes szocializmus” nemzeti szintű megvalósításában látta a kitörés lehetőségét. Elmélete, a planisme rövid távon kevés eredményt hozott a nyugat-európai szociáldemokráciának, hosszabb távon

azonban komoly következményekkel járt. Nemcsak a szocialista doktrina és taktika válságát tette ugyanis világossá, hanem véglegessé tette a szovjet típusú internacionalizmus elutasítását, s ellenségképet rajzolt az imperialista törekvésű Szovjetunióról is.

A szociáldemokrata revízió különböző változatai, így a planisme is, eredetileg az ideiglenes jelenségnek tekintett fasizmussal szemben akartak alternatívát nyújtani. Az új stratégia keresése közben – mint azt a szerző részletesen taglalja – számos belga, holland, dán, francia szociáldemokrata vezető nézetei közel kerültek a náci állásponthoz, bár egyikük sem vált fasisztává.

Kísérleteik sikertelensége a háború kitörése után a pártok bénultságát, egyes vezetők, mozgalmak dezorientáltságát, helyenként a fasizmussal való kokettálásukat eredményezte. A szovjetellenes háború kirobbanása után ezeknek a teóriáknak is az antibolsevizmusa került előtérbe. A náci propaganda, támaszkodva a különböző forrásokból származó származó szovjetellenes nézetekre és hangulatokra, összeurópai ügyként tudta interpretálni a háborút. Ez hatékonyan segítette az együttműködési készség kialakítását a megszállt országokban, pl. a gazdasági szférában. A háború második szakaszában, a sztálingrádi vereség után az együttműködés mindinkább kényszerre vált, amelyet a totális gazdaság irányítói erőszakoltak ki.

A szociáldemokrácia vezető köreinek álláspontja azonban még a német vereségek korszakában is a korábbi ideológiai fenntartásokat tükrözte. Egyes vezetők ugyan csatlakoztak az ellenálláshoz, mások azonban visszavonultak vagy kivárára rendezkedtek be. Mindez előre vetítette a nyugat-európai baloldal háború utáni megosztottságát is.

JEWISH DEPUTIES IN THE LEGISLATIVE SEYM OF THE SECOND POLISH REPUBLIC 1919-1922

In 1918, after 123 years of thralldom Poland regained its independence. However, it was a few years later that its frontiers were finally settled. For this reason the first elections for the Sejm were organized in stages and were not held throughout the whole territory which was finally incorporated to the Polish State. In the years 1919-1920 deputies from most of the regions situated in the centre, west and south-west of the country were elected. The population of these regions - according to the general census from 1921 - amounted to 16.9 million, in this number there were 1.8 million Jews inhabiting mainly towns and dealing with trade and handicraft. The Jewish candidates received 508.6 thousand (9.2%) votes; but only 11 out of them (2.8 % of all the deputies) entered the Sejm; the electoral law, although very liberal, proved to be unfavourable for the Jewish population because of the division of the country into large constituencies which comprised not only towns but also rural areas around the towns. Moreover, their failure was due to the excessive number of registers competing with one another and to the fact that Jews were less active as far as the elections were concerned.¹

Ten deputies created a loose Independent Union of Deputies of Jewish Nationality (the IUDJN). There were three independent clubs within this union:

1. National-Jewish Deputies' Club (Zionists): Isaac Grunbaum, PhD, elected in Warsaw, writer and lawyer, unquestionable leader of Polish Zionists; rabbin Osias Thon (Ozjasz Thon), PhD, the only representative of the territory which had formerly been annexed by Austria; lawyer Apolinary Hartglas, a representative of the Jewish population from Podlasie; George Rosenblatt (Jerzy Rosenblatt), PhD, a doctor from Łódź, leader of the Jewish fraction in the City Council and President of the local Zionist Committee; Salomon Weinzieher, PhD, also a doctor, social worker from the Dąbrowa Basin; Shia

¹ A. Próchnik, *Pierwsze piętnastolecie Polski Odrodzonej* (The First Fifteen Years of Reborn Poland), second edition, Warszawa 1957, pp. 50-61; B. Wasiutyński, *Ludność żydowska w Polsce w wiekach XIX i XX. Studium statystyczne* (The Jewish Population in Poland in the 19th and 20th Centuries. Statistical Study), Warszawa 1930, *passim*; *Statystyka wyborów do Sejmu Ustawodawczego* (Statistics of the elections to the Legislative Sejm), ed. by L. Krzywicki, „Wiadomości Statystyczne” („Statistical News”) Vol. 2, 1920, No 3-6, pp. XXVI-XXVIII; P. Korzec, *Antisemitism in Poland as an Intellectual, Social and Political Movement*, (in:) *Studies on Polish Jewry*, ed. by Joshua A. Fishman, New York 1974, English Section, pp. 35-36; L. Hass, *Wybory warszawskie 1918-1926* (Warsaw Elections 1918-1926), Warszawa 1972, pp. 59-60, 69.

Hensel Farbstein (Szyja Heszel Farbstein), a tradesman, elected in Białystok, President of the Zionist religious organisation („Mizrachi”).²

2. Orthodox Club: Abraham Hirsh Perlmutter (Abraham Hirs Perlmuter), rabbin from Warsaw and Moshek Ela Halpern (Moszek Ela Halpern), rabbin from Łódź. After the death of the latter in the spring of 1921 his seat in the Sejm was taken by Usher Israel Mendelson (Uszer Izrael Mendelson), an industrialist and social worker (6 december 1921).³

3. Club of the Jewish People's Party (the folkists): Noe (Nojah) Pryłucki, a lawyer, writer and publicist, leader of the Party and Samuel Hirshhorn (Samuel Hirszhorn), a journalist and publicist. Both were elected in Warsaw. The mandate of the former was annulled by the Supreme Court (10–24 May 1919) because he had no Polish citizenship and his seat in the Sejm was taken by David Naumberg, a writer, journalist and social worker.⁴

Ignacy Schiper, a lawyer candidate, historian and publicist, who had been elected from the Poaley-Zion (Workers of Zion) register, did not join the IUDJN at first but cooperated with it more and more closely so that in December 1920 he was an official representative of the IUDJN in the Sejm Commissions.⁵

It should be noted, however, that the number of deputies of Jewish origin was greater – it amounted to 19 persons; the persons not listed here regarded themselves as Poles and visibly manifested their negative attitude to the Jewish parties and their national demands.⁶

² T. Rzepecki, *Sejm Rzeczypospolitej Polskiej 1919 roku* (The Sejm of the Polish Republic in 1919), Poznań 1920, pp. 125, 138, 149, 172, 182, 190; H. H. Ben Sasson, Grenbaum Izhak, (in:) *Encyclopaedia Judaica*, Jerusalem s.d., vol. 7, columns 1121–1123.

³ T. Rzepecki, op. cit., pp. 124, 156; *Parlament Rzeczypospolitej Polskiej 1919–1927* (Parliament of the Polish Republic in the Years 1919–1927), ed. by H. Mościcki and W. Dzwonkowski, Warszawa 1928, p. 314; *Sejm Ustawodawczy Rzeczypospolitej Polskiej. Spawozdanie Stenograficzne* (The Legislative Sejm of the Polish Republic. Stenographic Report (hereafter SRLS). session 226, 13th May 1921, p. 7.

⁴ M. Fuks, Pryłucki Noe, (in:) *Polski Słownik Biograficzny* (Polish Biographical Dictionary), Vol. 28, Wrocław 1985, pp. 629–630; SRLS, session 43, 30 May 1919, p. 4; *Zbiór Orzeczeń Sądu najwyższego jako Trybunału Wyborczego r. 1918, 1919, 1920* (Collection of Judicial Decisions of the Supreme Court as the Electoral Tribunal, years: 1918, 1919, 1920), Warszawa (1920), sessions 6 and 8; T. Rzepecki, op. cit., p. 136.

⁵ T. Rzepecki, op. cit., p. 151; L. Halpern, *Polityka żydowska w Sejmie i Senacie Rzeczypospolitej Polskiej*, (Jewish Policy in the Sejm and Senate of the Polish Republic), „Sprawy Narodowościowe” („Nationalistic Affairs”), Annual Set 8 1934, No 1, p. 34; *Sejm Ustawodawczy* (The Legislative Sejm [hereafter LS]), Print No 2390, pp. 10,21.

⁶ W. Trzciński, *Analiza składu Sejmu Ustawodawczego 1919–1922* (The Composition of the Legislative Sejm 1919–1922. Analysis), „*Ekonomista*” („Economist”) Annual Set 22, 1922, Vol. 3. p. 40; SRLS, session 6, 25 Febr. 1919, p. 203; session 101, 20 Nov. 1919, pp. 21–26.

Members of the IUDJN, similarly to the parties represented by them, differed as far as their views and tactics were concerned. Representatives of the orthodox Aguda, in accordance with their general party line, represented conciliatory attitudes, they seldom made speeches in the Sejm and their speeches were balanced. On the other hand, speeches of the Zionists, especially Grunbaum's were very fierce; however, they did not equal the bellicosity of the folkists' speeches. The differences were so great that when on 27 February 1919 N. Pryłucki made a speech which was aggressive in its form and contents other Jewish deputies called him a „pogrom maker” and on the next day M. Halpern distanced himself on behalf of Aguda.⁷ Lack of common line within the IUDJN was also visible when one touched problems concerning basic programmatic conflicts among the particular Jewish parties. One can reckon the following differences e.g.: the attitude to Palestine, an element of the Zionist programme arousing the strongest resistance of Aguda; the position of Mosaism in the Jewish social life; the role of the Jewish communities regarded as a religious organ by the orthodox and as a laic institution defending national autonomy by the Zionists and folkists; the problem whether education should have religious or secular character.⁸ In most cases, however, the IUDJN deputies despite the differences concerning their own matters conducted common policy in the Sejm.

The Zionists were the most active group of the Union, the group which imposed its policy upon the rest. It was due to the fact that Aguda was not very active in the Sejm and its activity was limited to religious matters as well as to the lack of the folkists' leader, Noe Pryłucki.⁹ The situation of the Jewish deputies in the legislative Sejm was difficult. The parties of the Right and the Centre dominating in the Sejm as well as the Left, which was in opposition, were ill-disposed towards the Jewish deputies. Even the Polish Socialist Party (the PSP) did not approve of a great number of postulates of the IUDNJ. The atmosphere of a sharp parliamentary fight, obstruction and demonstration did not make the situation easier, either.

The IUDJN because of the small number of its representatives in the Sejm, consisting of several hundred members, could affect Parliamentary debates only through entering into alliance with other parties. After voting for Wojciech Trąpczyński, the Rightist candidate for the speaker of the Sejm, which was undoubtedly an attempt at

⁷ SRLS, session 8, 27 Febr. 1919, p. 344; session 9, 28 Febr. 1919, pp. 352–353; Cf. also: E. Mendelsohn, *The Dilemma of Jewish Politics in Poland: Four Responses*, (in:) *Jews and Non-Jews in Eastern Europe*, ed. by B. Vargo and G. L. Mosse, New York 1974, pp. 205–217.

⁸ Ex.: SRLS, session 42, 27 May 1919, p. 5; session 186, 17 Nov. 1920, p. 11; session 188, 23 Nov. 1920, pp. 32–33; session 283, 7 Febr. 1922, p. 4.

⁹ E. Mendelsohn, *Zionism in Poland, The Formative Years 1915–1926*, New Haven 1981, p. 132.

reaching a compromise with the Right, the Zionists and the Orthodox became tactical allies of the Left in all the political matters which were not directly connected with the problems of national minorities. Such an attitude was also strongly recommended to the representatives of the party in the Sejm by the fourth conference of the Zionist Organisations in Poland (August 1919).¹⁰ The cooperation with the Left was due not only to the conflict with the nationalist People's-National Union (the PNU), the National Democratic Party, but also – despite substantial differences in particulars – was due to the similarities between the programmes especially as far as concepts of social political systems were concerned. It was especially evident in the constitutional discussion when both the Left and the Jewish deputies proclaimed themselves in favour of the most democratic character of the state and one-chamber Parliament.

Unfortunately, although the Leftist parties, first of all the PSP, gave support to the IUDJN in its fight against symptoms of anti-Semitism organised by the National Democratic Party their opinion as to solving the Jewish problem was different from that of the representatives of the Union and they refused to support even such postulates which only aimed at preserving the Jewish national separateness.¹¹ Thus the cooperation was possible only if state matters of general character were concerned; the approaches of the IUDJN and the Polish Left to the matters directly related to the Jewish minority differed very much.

The IUDJN, similarly as the whole Parliamentary Left, was in opposition to most of the governments. On 15 July 1919 in a discussion on the budget the Jewish deputies declared themselves against Ignacy Paderewski's cabinet to which they had adopted a wait-and-see attitude at first. The Union also adopted an unfavourable attitude to Leopold Skulski's and Władysław Grabski's governments.¹² However, in July 1920 when Poland faced the threat of the Bolshevik offensive I. Grunbaum on behalf of the IUDJN declared support for Wincenty Witos's coalition government and assured that the Jewish people were ready to „make sacrifices necessary for the defence of the state”; however, in October 1920 he stated that „the systematic anti-Semitism” of the government made the Jewish deputies withdraw further support for the Prime Minister and his government.¹³ The IUDJN did not proclaim itself in favour of the non-parlia-

¹⁰ P. Korzec, *op. cit.*, p. 55; E. Mendelsohn, *Zionism...*, p. 132.

¹¹ Cf. ex. LS, Prints No 991, 2066, 2140 and others; SRLS, session 101, 20 Nov. 1919, p. 25, session 37, 13 May 1919, p. 49.

¹² SRLS, session 69, 15 July 1919, pp. 45–57; session 106, 19 Dec. 1919, pp. 67–82; A. Haffika, *Działalność parlamentarna i polityczne posłów i senatorów żydowskich w Polsce Odrodzonej* (Parliamentary and Political Activity of Jewish Deputies and Senators in Reborn Poland), (in:) *Żydzi w Polsce Odrodzonej*, (Jews in Reborn Poland), Warszawa (1933), Vol. 2, p. 320.

¹³ SRLS, session 166, 24 July 1920, pp. 33–35, session 172, 14 Oct. 1920, pp. 41–57.

mentary government of Antoni Ponikowski, either; however, the Jewish deputies were in the Leftist majority supporting Arthur Slicinski's and Julian Nowak's cabinets.¹⁴

The IUDJN deputies concentrated their parliamentary activity to a great extent on the specific matters concerning the Jewish minority: problems of personal autonomy, national separateness of Jews, education, citizenship, abolition of legal restrictions, defence of the good name of the Judaic religion, protection from pogroms and economic anti-Semitism. The political line represented by the Jewish deputies often corresponded with the interests of national minorities in general ex. fight for maximum democratisation of the state's social-political system.

The problem of personal autonomy (national-cultural) was the basic one from the beginning of the Parliamentary session. Although variants of this institution proposed by the Jewish deputies were often very general, they did not differ from one another very much and were based on a memorial handed over to the English and French Embassies in Poland by the Zionists in January 1919. N. Pryłucki, A. Perlmutter and I. Grunbaum declared themselves in favour of the programme of personal autonomy in their first speeches on 24 Februar 1919; the representative of Aguda spoke even about a „supreme legal-governmental organ” of this autonomy, and the folkists' leader demanded „national electoral group in all kinds of elections”. A month later N. Pryłucki having stated that „national-personal autonomy was the only safeguard of equal rights, proposed a scheme of its organs: on the local level – secular Jewish communities, and as the central authorities – The Supreme Jewish Cuncil. During a discussion on the constitutional declaration of the government S. Hirshhorn and I. Grunbaum put forward a demand for autonomy. The latter stressed that the autonomy was necessary for „the Polish Jews (...) to satisfy (...) their needs that no one else would be able to satisfy”, and a bit later he remarked that personal autonomy might be useful for Poles who were a minority on the Eastern Borderland scattered in the future Ukrainian State or the White Russian State.¹⁵

Teh IUDJN continued to put forward the postulates of autonomy as the constitutional discussion went on. Amendments to the draft of the constitution which were proposed by the Jewish deputies stipulated for linking the wide territorial autonomy of the areas where the non-Polish nationalities dominated, with the personal

¹⁴ Ibid., session 249, 1 Oct 1920, pp. 30–44; session 303, 5 May 1922, pp. 59–71; session 325, 6 July 1922, pp. 54–55; session 333, 3 Aug. 1922, pp. 12–15.

¹⁵ *Materiały w sprawie żydowskiej w Polsce* (Materials Concerning the Jewish Problem in Poland), No 2, *Żydzi jako mniejszość narodowa* (Jews as a National Minority), ed. by I. Grunbaum, Warszawa 1919, pp. 16–17; SRLS, session 5, 24 Febr. 1919, pp. 183–184, 189–190, 193; session 15, 18 March. 1919, pp. 812–813; session 37, 13 May 1919, pp. 5, 66; session 41, 23 May 1919, p. 62.

autonomy of all national and religious minorities. They were to receive the right of creating their own associations whose range of activity should comprise „religious matters, education, charity, problems of hospitals, protection of emigrants, registration and keeping the registers of people”. These associations would have the right to impose taxes on their members although the project stipulated also for the state subventions. A special ministry would have control over the activities of the associations. I. Schiper, a poaley-Zionist, also demanded that the associations should have the right to put forward propositions to the authorities and self-governments and broad rights to economic restructuring; at the same time, he was against giving any rights to the religious minorities. Amendments suggested by the IUDJN were not supported by any Polish party and they were rejected by the Sejm.¹⁶

The Jewish deputies did not succeed in a matter which they regarded as the key one because they estimated the situation in reborn Poland wrongly. Encouraged by W. Wilson's vague declarations and the introduction of the national-personal autonomy in the Ukraine and later in Lithuania they put forward postulates which were defined – not quite unfittingly – as an attempt at creating „a state within a state”. However, Poland as far as its domestic and foreign affairs were concerned was after all a state too strong to try to win Jews' political support by giving them autonomy as the governments of Ukraine and Lithuania had done. The IUDJN deputies were quite alone in their fight because even the PSP, despite different declarations of some of its publicists and the western socialists' views, rejected the programme of national autonomy completely and limited itself only to the postulate of giving fully equal rights to the representatives of the dispersed minorities.¹⁷

At that time personal autonomy might have been introduced only if the Entente Powers had imposed it. As a matter of fact, representatives of American Jews and East-European Jews in Paris were aiming at making the Entente Powers impose personal autonomy but a treaty made between these Powers and Poland on 28 July 1919 (the so called „minority treaty”, „Little Treaty of Versailles”) did not contain such

¹⁶ LS; Print No 1883, pp. 41–42; SRLS, session 186, 17 Nov. 1920, p. 14; session 220, 16 March 1921, p. 20.

¹⁷ Materiały..., No 2, pp. 87–90; B. Dinur, Ukraine, The Period of the Independent Ukraine and Jewish National Autonomy, (in:) Encyclopaedia..., Vol. 15, columns 1517–1518; J. Gar, Lithuania, In Independent Lithuania (in:) ibid., Vol. 11. Columns 356–378, 381–382; K. Somoslawski, Autonomia kulturalna mniejszości narodowościowych (Cultural Autonomy of National Minorities), „Przedświt” („Dawn”), Annual Set 38, 1919, No 3–4, pp. 24–29; E. Jeliński, Polityka Polskiej Partii Socjalistycznej wobec mniejszości narodowych w latach 1918–1939, (The Policy of the Polish Socialist Party Towards National Minorities in the Years 1918–1939), „Dzieje Najnowsze” („Recent History”), Annual Set 15, 1983, No 1–2, p. 94; M. Sliwa, Polska myśl socjalistyczna (1918–1948) (Polish Socialist Thought (1918–1948), Wrocław 1988, pp. 54–55.

resolutions because its aim was – as Lloyd George stated – to create conditions for gradual assimilation of minorities to the prevailing nationality.¹⁸ It meant that Jews had no chances of personal autonomy in Poland. The fact that the IUDJN continued to put forward this postulate contributed only to permanent inciting of anti-Jewish chauvinist tendencies in the country.

Undoubtedly, national autonomy was a maximum programme in the circumstances existing in reborn Poland; in 1919 – and later – the problem of Jews' national separateness raised doubts in many parties. The Jewish deputies stressed the fact of objective existence of the Jewish nationality many times. Nevertheless, the Leftist deputies adopted an antagonistic attitude; F. Perl regarded Jews only as „remnants of a medieval caste”. The Rev. Eugeniusz Okon, a priest, at that time member of the Polish Peasants' Party (the PPP) – „Liberation” regarded Jews only as a religious minority; similar opinions were expressed by assimilationists and the Centrist National Workers' Party. The National Democrats were more likely to recognize Jewish national separateness.¹⁹

The problem of the Jewish language was of a special character. The problem, which of the two languages, Hebrew or Jewish (Yiddish) should be the Jews' every-day language was the subject of the sharpest disputes among political groups of this minority. At the same time, the very fact that there was no general agreement as to the choice of the language, was one of the basic arguments of the opponents of Jewish national separateness. The IUDJN deputies regarded this matter as their internal problem which could be solved only by the nation itself, not by any foreign elements.²⁰

The Zionist deputies were strongly engaged in a fight over the Yiddish language which broke out in the Sejm. The Right called it a language of „usurers, spies and criminals” regarding it as a German dialect, not a separate language, a potential tool of Germanisation. The PSP deputies claimed that it was redundant and giving it the

¹⁸ *Sprawy Polskie na konferencji pokojowej w Paryżu w 1919 r. (Polish Problems at the Peace Conference in Paris in 1919), Dokumenty i materiały (Documents and Materials), Vol. 3, Warszawa 1968, Part III, compiled by R. Bierzanek, pp. 265–266, 324–325; K. Lundgreen-Nielsen, The Polish Problem at the Paris Peace Conference, 1918–1919, Odense 1979, pp. 307–311, 341–348, 371–385.*

¹⁹ *SRLS, session 5, 24 Febr. 1919, pp. 183, 191–193; session 185, 16 Nov. 1920, pp. 44–46; session 37, 13 May 1919, p. 49; session 5, 24 Febr. 1919, p. 188; session 15, 18 March 1919, p. 815; Charakterystyki i programy stronnictw politycznych na terenie Rzeczypospolitej Polskiej (Characterization and Programmes of the Political Parties in the territory of the Polish Republic), compiled by J. Bełcikowski, the second edition (revised), Warszawa 1923, p. 49; R. Dmowski, *Separatyzm Żydów i jego źródła (Jewish Separatism and its Sources)*, Warszawa 1909, pp. 26, 29.*

²⁰ *SRLS, session 185, 16 Nov. 1920, p. 44.*

rights provided by the minority treaty, did not correspond to the real needs of the Jewish population.²¹

The person who devoted most attention to the defence of the Yiddish language was I. Schiper; he stressed that it was a separate language wide-spread in the world with its own literature and press. A. Hartglas viewed the attacks on this language as an attempt at the continuation of the policy of assimilation. According to him this policy was belated and had no chance of success and it might only additionally contribute to the growth of the Jewish national self-knowledge similarly as it had been the case with the Germanized Poles and Czechs. The IUDJN deputies demanded that the Jewish language should be given equal rights, that the meetings in this language should not be harassed any more, that the ban on signboards in Jewish should be lifted, that the documents written in this language should not be denied the importance of evidence.²²

The matter of minority schools was closely connected with the language problem. Being afraid that the state might interfere in the Jewish language conflict, the IUDJN deputies put forward an amendment to the draft of the Constitution. This amendment stipulating for freedom of teaching „in any language” was, however, rejected by the Sejm. However, the problem was not limited to the choice of the language of instruction at schools. The real aim was to gain maximum freedom for the educational system of national minorities. Therefore in the the constitutional debate the IUDJN deputies declared themselves in favour of separate schools for each national minority; schools controlled by the state as little as possible, but subsidized by it, preferably private, and in any case administered by representatives of society, preferably by autonomous organs of a given nationality. Within the club there were divided opinions whether schools should be secular or religious.²³

When at the beginning of 1922 the Sejm debated on the drafts of General Education Act, I. Schiper presented many examples of an unfavourable or even antagonist attitude of the authorities to the Jewish secular schools especially those which used Yiddish as the language of instruction; at the same time religious educational system (cheders' system) was protected. Referring to these objections Tadeusz Łopuszański, the deputy minister of religion and public enlightenment, assured that as new legal regulations were being introduced there was no reason to be anxious about the

²¹ SRLS, session 82, 31 July 1919, p. 40; session 81, 30 July 1919, p. 88.

²² Ibid., session 186, 17 Nov. 1920, pp. 4–7. session 185, 16 Nov. 1920, pp. 52–54, 56.

²³ LS, Print No 1883, p. 44; SRLS, session 152, 1 June 1920, pp. 15–18; session 217, 10 March 1921, p. 43; session 220, 16 March 1921, p. 22.

education of national minorities and added that these problems would be regulated by a separate law.²⁴

The Jewish and German deputies encouraged by this statement, put forward a draft of such a law at the end of February. It stipulated for establishing a separate public elementary school with a language of a given minority if in a parish there were at least 40 children of school age belonging to this minority. If there were fewer such children in a given parish it was suggested that the neighbouring parishes should be joined; if such a solution was not possible it should be secured that religion and the mother tongue would be taught. The curriculum was to be adapted to the needs of a given minority. The teaching load of Polish was to be the same as in general elementary schools. Children's nationality and religion were to be determined on the basis of their parents' declaration, the latter, together with other representatives of a given minority, were to have general control over schools. Financial resources (from the state budget) were to be allocated according to the amount of learning children. This motion, however, never became the subject of Parliamentary debates.²⁵ As a result teaching in Hebrew or Yiddish could be conducted only in private schools attended by a minority of the Jewish children of school age.

The matter of citizenship was an important problem for a considerable part of the Jewish community from the territories formerly annexed by Russia. The Jews who had moved to the Polish Kingdom as a result of persecutions and pogroms which had taken place in Russia after 1881, the so called „litvaks” (Lithuanian Jews), were refused Polish citizenship by the authorities. It was due to the fact that as there was no act regulating this problem the authorities regarded „permanent residence” in the territories represented in the Legislative Sejm as decisive factors, and the „permanent residence” was interpreted according to administrative regulations from the period of partitions. On the other hand, being considered a foreigner caused a lot of troubles.²⁶

On 7 March 1919 at the beginning of the term of the Sejm O. Thom put forward a resolution calling upon the government to work out a liberal draft of a citizenship act. On the next day S. Hirshhorn protested against refusing the citizenship to Jews inhabiting Poland but not born within its territory.²⁷

²⁴ SRLS, session 281, 27 Jan. 1922, pp. 48–54; session 283, 7 Febr. 1922, p. 35–38.

²⁵ LS, Print No 3361, annex 1; S. Mauersberg, *Szkolnictwo powszechne dla mniejszosci narodowych w Polsce w latach 1918–1939*, (Universal Education for National Minorities in Poland in the years 1918–1939), Wrocław 1968, pp. 1622–188.

²⁶ S. Rundstein, *Obywatelstwo i opcja w traktacie ryskim* (Citizenship and Option in the Riga Treaty), Warszawa 1921, pp. 3–4; SRLS, session 112, 20 Jan. 1920, pp. 12–13.

²⁷ SRLS, session 11, 7 March 1919, p. 529; session 12, 8 March 1919, pp. 521–522.

The minority treaty (article 3) granted Polish citizenship to all the ex-citizens of the invading states habitually resident in the territory which was or was to be recognized as a part of Poland. On 8 August 1919 the IUDJN deputies and the deputies of the PSP, the PPP „Liberation” as well as the representative of the German population in the Sejm put forward a draft of the citizenship act. It stipulated, among other things, to for granting Polish citizenship to all persons habitually resident in the territory of the Polish State on the day when the treaties determining frontiers were ratified.²⁸ As the term „resident” was not precisely specified in the draft it meant that the liberal regulations of the civil law should be referred to for a more accurate definition.²⁹ However, most members of the Constitutional Commission came to a conclusion that the act should contain a definition of this term based on the only way to avoid double citizenship which was inadmissible because the citizens had the duty to be faithful to their state. I. Grunbaum protested against such a solution stressing the illusoriness of the entries in the books of „permanent inhabitants” which were the basis for administrative determination of habitual residence.³⁰ During the plenary discussion in January 1920 the IUDJN repeated the arguments presented by its representative at the constitutional commission. Moreover, the Jewish deputies pointed to the incompatibility between the project and the minority treaty, the inconsistency of criteria established for particular parts of Poland (formerly annexed by different invaders) – in Great Poland and Pomerania the criteria were based on the regulations of the civil law; persons who had been refused the right to citizenship were called up to the army. The real aim of the project was to make „litvaks” a category of „inhabitants” deprived of some rights; Stanisław Głubiński, the representative of the National Democratic Party in the Constitutional Commission, spoke about it openly. Nevertheless, a law exactly the same as its draft was passed.³¹

Formulations similar to those discussed above were to be found in a treaty between Poland, Russia and the Ukraine, signed on 18 March 1921 in Riga. It caused a next protest of the Jewish deputies.³² In April 1922 the problem of citizenship was raised for the last time. During a discussion on a law relative to establishing state's control over the Vilno territory I. Grunbaum speaking about several thousand stateless persons living in Poland expressed his anxiety that the ex-inhabitants of Central

²⁸ LS, Print No 991, annex 1.

²⁹ On the regulations Cf.: H. Konic, *Prawo osobowe* (Matrimonial Personal Law), Part 1, Warszawa 1924, pp. 11–29.

³⁰ LS, Print No 1153, pp. 1, 7.

³¹ SRLS, session 107, 8 jan. 1920, pp. 9–19; session 112, 20 Jan. 1920, pp. 4–13, 18–21.

³² *Ibid.*, session 223, 14 April 1921, p. 53.

Lithuania would be included among this category; these anxieties proved to be unjustified to a great extent as finally many categories of ex-Russian citizens received Polish citizenship in this territory; although according to the act of January 1920 they should not have got it (they were not entitled to it).³³ Legal restrictions, the subject of which were Jews, were the heritage of the age of the partition. In the territory formerly annexed by Russia the restrictions comprised among other things: prohibition of purchasing peasants' grounds, limitations concerning inhabiting borderlands and passive voting right in the elections of autonomous organs. Moreover, Jews could not receive the privilege of exploiting mines. In the territory formerly annexed by Austria documents written in the Hebrew alphabet had no binding force of law.³⁴ The first speeches of the Jewish deputies contained demands for abolition of these resolutions and introduction of equal rights for all the citizens in the country. On 23 May 1919 the IUDJN put forward an emergency motion concerning this matter. Article 7 of the minority treaty also dealt with the equal rights. After it had been ratified on 1 August 1919, the Jewish deputies put forward a next emergency motion demanding the „abolition of legal limitations of the Jewish minority” in the region of Białystok.³⁵ Similarly to the previous one, it got stuck in the Legal Commission of the Sejm for a long time. At the same time, however, if the Sejm passed laws concerning matters in which there existed restrictions, the restrictions were abolished. But the administrative authorities were still introducing new emergency regulations which caused – of course – new protests of the IUDJN. Even in the constitutional discussion there appeared an amendment – finally rejected – according to which the president's office could be held only by a Catholic.³⁶

The constitution passed on 17 March 1921 adopted article 7 of the minority treaty and at the same time in article 38 it was stated that new legal regulations could not be contrary to the constitution. However, when in the summer of 1921 the parliamentary debates were devoted to the problem of the change of some regulations of the civil law which were in force in the territories of the former Polish Kingdom, the Sejm in spite of the amendment put forward by A. Hartglas rejected the motion to repeal the act which prohibited non-Christians from taking care of Christian children

³³ Ibid., session 297, 6 April 1922, pp. 28, 43–44; *Ustawa o obywatelstwie państwa polskiego* (Law Relative to the Citizenship of the Polish State), Compiled by S. Rundstein, Warszawa 1924, pp. 12–13.

³⁴ *Die Nationalitäten in den Staaten Europas*, hrsg. von E. Ammende, Wien 1931, pp. 123–124.

³⁵ SRLS, session 5, 24 Jan. 1919, pp. 183, 191; session 41, 23 May 1919, p. 88; session 83, 1 Aug. 1919, pp. 139–140.

³⁶ Ibid., session 217, 10 March 1921, p. 64; session 218, 11 March 1921, p. 45; session 239, 1 July, pp. 17–18; LS, Print No 2167.

on the pretext that this problem would be settled by a separate act.³⁷ In 1922 the government put forward a draft of such an act, a draft based on the Jewish deputies' motions discussed above; however, because of the obstruction of the Rightist majority of the Sejm it was not passed until the end of the parliamentary term; and the legal restrictions of the Jews were not abolished by the Sejm before 1931.³⁸

The IUDJN also devoted much attention to matters directly and indirectly connected with Judaism. And thus at the end of 1919 during a discussion on an act regulating working hours the IUDJN deputies objected to obligatory rest on Sunday and defended Jews' right to work on that day; but both the Polish Right and Left were against it: the former for economic reasons, the latter for ideological ones. The PSP wanted to fight against religious rules regarding them as an obstacle to the assimilation of Jews and the PSP representatives in the Sejm even claimed that celebrating Saturday was not a necessary element of Judaism. It caused – of course – strong retorts of the deputies of Aguda (M. Halpern) and Mizrachi (S. Farbstein) who stressed that „whoever (...) stands out against celebrating Saturday to gain profit by the same token stands out against all the principles of the Jewish faith”³⁹

The atmosphere prevailing in the Legislative Sejm is reflected by the fact that during its plenary sessions there happened occurranti-Jewish attacks on the Mosaic religion. The Rev. Kazimierz Lutosławski, an especially active member of a strongly anti-Semitic society „Progress” („Rozwój”), distinguished himself in this sphere. At first the IUDJN deputies rabbin O. Thon and M. Halpern and I. Grunbaum were proving that Lutosławski's arguments based on distorted and second-hand quotations of Talmud were wrong. Later when it turned out that any matter-of-fact discussion was not possible they stopped responding to further provocations abusing Judaism.⁴⁰ The parties of the Polish Left, on the other hand, attacked „Jewish clericalism”. S. Hirshhorn, a folkist, in his response did not deny the existence of the phenomenon but regarded it the Jews' own problem which should not be examined by the Sejm; however, similarly to the Zionists, he protested against „artificial clericalisation” of the Jewish communities which

³⁷ SRLS, session 239, 1 July 1921, pp. 13–22, 31–34.

³⁸ Ibid., session 287, 21 Febr. 1922, pp. 78–80; LS, Print No 2167; A. Hafftká, *Ustawodawstwo Polski Odrodzonej w stosunku do żydowskiej mniejszości narodowej* (Legislation of Reborn Poland in Relation to the Jewish National Minority), (in:) *Żydzi ...*, Vol. 2, pp. 239–240.

³⁹ SRLS, session 101, 20 Nov. 1919, pp. 17–26; session 105, 18 Dec. 1919, pp. 24–33.

⁴⁰ Ibid., session 180, 29 Oct. 1920, pp. 42–44; session 192, 2 Dec. 1920, pp. 23–24, 37–41.

was introduced when the government of the socialist Jędrzej Moraczewski remained in office.⁴¹

The fight for the equality of religions waged by the Jewish deputies during the constitutional debate was more than just defence of the rights of Judaism. Representing interests of all non-Catholics they proposed amendments to the draft of the constitution stipulating for prohibition against forcing people not to celebrate (i.e. to violate) holidays of their religion unless it was required by military service, state service, state defence or keeping order; stressing that „the supreme position” of the Roman-Catholic religion had only an honorary character which could be achieved by adding an explanation that it was a „supreme position among equal religions” settling upon the approach of non-Catholic religions to the state through an act which would be introduced after considering proposals made by organs created according to binding rules of a given religion or elected in accordance with „general principles”; putting strong emphasis on the fact that regulations concerning recognition of religions referred only to „new religions not practised in Poland”; rejecting the condition that children were to be taught by teachers of the same faith only „if the circumstances, which would be specified in a separate act, made it possible”. The deputies of Aguda demanded in an additional amendment that „nobody should be forced into violation of the rules of his religion unless it was required by the state defence”. The proposals of the IUDJN, repeated during the plenary discussion, were not accepted by the Sejm. On the other hand, majority of the deputies declared themselves in favour of the amendment to article 17 of the draft proposed by the PPP („supreme position of the Roman-Catholic religion among other equal religions”); the form of this amendment was identical with that proposed by the IUDJN but its contents were different. The Sejm also rejected the idea of introducing religious schools.⁴²

The first years of Poland’s independence were time of strong intensification of anti-Semitic feelings of society which found their outlet in two waves of pogroms: from November 1918 to the middle of 1919, and in the summer of 1920. The real reasons for these events were to be found in the professional structure of the Jewish population, in the fact that trade and a considerable part of industry and handicraft were in the hands of Jews in the territories formerly annexed by Austria and Russia. And this fact

⁴¹ Ibid., session 188, 23 Nov. 1920, pp. 10, 31–32. The deputies of Aguda according to their tactics did not enter into discussion on this problem during Plenary sessions of the Sejm. On the decree quoted cf.: K. Krasowski, *Związki wyznaniowe w II Rzeczypospolitej. Studium historycznoprawne* (Religious Unions in the Second Polish Republic. A Historico-legal Study), Warszawa 1988, pp. 182–183.

⁴² LS, Print No 1883, pp. 43–44, 46; SRLS, session 180, 29 Oct. 1920, pp. 44–45; session 186, 17 Nov. 1920, pp. 35–38; session 188, 23 Nov. 1920, pp. 15, 29; J. Sawicki, *Studia nad położeniem prawnym mniejszości religijnych w państwie polskim*, Warszawa 1937, pp. 57–60.

was an important obstacle to the expansion of the Polish lower-middle class and development of the Polish bourgeoisie. Moreover, one should not disregard the influence of the Catholic Church which had been creating the image of a „Jew-Christ's murderer” for ages. The cultural difference of the followers of Judaism made the things even worse. It was a good foundation for the National democrats' anti-Semitism which was developing since the beginning of the 20th century and becoming more and more important in the propaganda and ideology of Polish nationalism. The immediate causes (of the outburst of violent anti-Semitism) were the cooperation of some Orthodox with the German invaders and the policy conducted by the Zionists in the Eastern Borderland, as well as the role played by persons of Jewish origin in Bolshevik Russia and the fact that the feelings of Polish society became aggressive due to the war, occupation and the accompanying economic crisis. The Right tried to relieve the atmosphere through anti-Semitic excesses.⁴³

These pogroms as well as the propaganda accompanying them were subjects of many speeches made in the Sejm. In 1919 the IUDJN stressed that the pogroms were the National Democrats' provocation against the Polish Left and its programme of social reforms and the government did absolutely nothing about it.⁴⁴ The events of the summer in 1920 caused far more serious accusations against the authorities; it was due to the fact that organs directly dependent on the government undertook many anti-Jewish actions. On 14 October 1920 I. Grunbaum accused W. Witos's cabinet of formulating its domestic policy on the basis of anti-Semitism and stirring up mob's hatred for Jews; his speech was illustrated by a number of drastic examples. At the same time the IUDJN deputies defended Jews from accusations of collaboration with the Bolsheviks. The problem of anti-Semitic disturbances was touched upon in the Sejm for the last time at the beginning of May 1921 when the Jewish deputies together with representatives of the Polish Left put forward an emergency motion concerning „using violence against Jewish workers by the state police and the dregs of society on 1 May.”⁴⁵

Removing Jews from the Polish economy was another form of fight of the Right against the Jewish population, this form was far nastier than the anti-Semitic

⁴³ P. Korzec, *op. cit.*, pp. 18–29, 39; A. Hertz, *Żydzi w kulturze polskiej* (Jews in the Polish Culture), Paris 1961, pp. 194, 196–197; C. S. Heller, *On the Edge of Destruction. Jews of Poland Between the Two World Wars*, New York 1977, pp. 47–53, 64–76; E. Mendelsohn, *Zionism ...*, pp. 97–104; R. Wapiński, *Narodowa Demokracja 1893–1939. Ze studiów nad dziejami myśli nacjonalistycznej* (National Democracy 1892–1939. From Studies on the History of the Nationalistic Thought), Wrocław 1980, pp. 129–131, 212.

⁴⁴ SRLS, session 6, 25 Febr. 1919, pp. 239–240; session 16, 20 March 1919, p. 886; session 17, 21 March 1919, pp. 917–918; 10 April 1919, pp. 61–65 etc.

⁴⁵ *Ibid.*, session 180, 29 Oct. 1920, pp. 51–52, 58–59; session 181, 11 Nov. 1920, pp. 50–51, 55–56; LS, Print No 2040, 2065, 2066, 2068, 2094, 2100, 2101, 2127, 2155, 2167, 2168.

disturbances which occurred from time to time. Introduction of compulsory rest on Sunday proved to be the nastiest thing. A draft of an act stipulating for such a solution was put forward in the Sejm in April 1919. The Jewish deputies headed by I. Grunbaum immediately started to oppose this proposal. They initiated calling the Assembly of Jewish Tradesmen, which because of difficulties in receiving the authorities' permission was held not before 21-22 October 1919 and the resolutions of which showed a decidedly negative attitude to the prohibition of trade on Sunday and holidays.⁴⁶

When at the end of the year the draft was discussed during a plenary session of the Sejm the Jewish deputies fought against article 10 of the act concerning working hours; this act contained a resolution calling for compulsory rest on Sunday. Unfortunately they failed. I. Grunbaum, the first representative of the IUDJN to take part in the discussion, stressed that the real aim of the article was to „reduce the competitive force of the Jewish trade and handicraft” but – he added – in consequence it would be harmful for the state. M. Halpern, in turn, presented regulations existing in many countries according to which Jews were allowed to work on Sunday. S. Farbstein continued this thought stating that Poland would be the first European state to make Jews rest on Sunday; moreover, according to him the regulations contained in the draft would violate the minority treaty. I. Schiper remarked, on the other hand, that the regulations contained in article 10 of the act would affect workers of the Judaic faith and would check the process of Jews' transition from trade to industry and handicraft. The IUDJN and I. Schiper made amendments stipulating for excepting Jews from the law prohibiting work on Sunday. Furthermore, M. Halpern suggested calling a special Sejm Commission which would examine the problem once again. All these proposals, similarly to S. Hirshhorn's motion aiming at letting at least good shops function on Sunday, were rejected by the Sejm. In consequence the Jewish deputies, not supported by anybody else, did not manage to reduce, even slightly, the range of the law which was a severe blow to the basis of the Jewish economic life.⁴⁷

When at the beginning of 1922 in the Sejm there were debates on an amendment to the act concerning working hours, S. Farbstein having stated that „all the Jewish population was groaning under the yoke of this act” stressed that Poland as a result of making peace with Soviet Russia had a chance to resume its intermediary role between the East and West but it would require, however, a change of Poland's attitude

⁴⁶ J. Marcus, *Social and Political History of the Jews in Poland, 1919–1939*, Berlin (West) 1983, pp. 213–214; I. Schiper, *Dzieje handlu Żydowskiego na ziemiach polskich*, (History of the Jewish Trade in the Territory of Poland), Warszawa 1937, pp. 683–684.

⁴⁷ SRLS, session 101, 20 Nov. 1919, pp. 27–33, 37–41; session 105, 18 Dec. 1919, pp. 29–33, 40–41; LS, Print No 1232, p. 14.

to the Jewish population including „abolition of compulsory Sunday rest”. However, this speech met with no response.⁴⁸

The IUDJN deputies also put forward motions concerning other matters connected with ousting Jews from supplying the army, against accusing them of speculations, ousting them from administration and Civil Service. Because the authorities conducted an anti-Jewish economic policy, the IUDJN strongly stressed that the state's interference into economic life should be limited as much as possible. The IUDJN deputies speaking on behalf of the townspeople protested many a time against the tax policy which favoured the countryside and agriculture.⁴⁹

The Jewish deputies did not hide their joy when they learnt about the ratification of the minority treaty. They believed that the treaty would protect not only Jewish rights but also rights of other national minorities in the state. On the other hand, I. Schiper, a poaley-Zionist, similarly to the PSP, protested against the treaty because „it did not satisfy aspirations of the working class” and because „it was a one-sided act imposed on the minorities by the victorious Powers under such circumstances that its enforcing was doubtful”.⁵⁰

The attitude adopted by the IUDJN in the constitutional debate expressed to a great degree interests of all the minorities.⁵¹ It was also true about the support for the postulates of the Polish Left aiming at making Poland's social-political system as democratic as possible. The problem whether Parliament should consist of one or two chambers was arousing the sharpest controversies. The Jewish deputies declared themselves against the existence of the Senate, the more so that the draft stipulated for introducing several categories of virilists to this institution I. Grunbaum, I. Schiper and S. Hirshhorn undermined arguments of the supporters of the Upper Chamber and stressed that the Senate would become the seat of the reactionaries, and that there would not be sufficient number of the representatives of national minorities in it.

⁴⁸ SRLS, session 282, 31 Jan. 1922, pp. 33–36.

⁴⁹ Ibid., session 27, 7 April 1919, pp. 40–42; session 42, 27 May 1919, p. 65; session 87, 7 Oct. 1919, pp. 75–82; session 99, 14 Nov. 1919, p. 42; session 134, 18 March 1920, pp. 24–28; session 259, 8 Nov. 1921, pp. 17–19; session 270, 10 Dec. 1921, pp. 12–20 etc.

⁵⁰ Ibid., session 82, 31 July 1919, pp. 35–42, 132–134. Discussion of the treaty cf. W. Michowicz, *Polska wobec traktatu i procedury mniejszościowej w latach 1920–1934* (Poland towards the Minority Treaty and Minority Procedures in the Years 1920–1934), „Zeszyty Naukowe UŁ” („Scientific Publications of the University of Łódź”), Series 1, No 15, 1960, pp. 192–196.

⁵¹ On more detailed account of the discussion cf. S. Krukowski, *Geneza konstytucji z 17 marca 1921* (Genesis of the Constitution from 17 March 1921), Warszawa 1977, pp. 233–307.

Moreover, I. Schiper defended the proposition of the PSP, the proposal for creating the Labour Chamber.⁵²

One should note other postulates put forward by the IUDJN namely: giving the right to legislative initiative to each parliamentary fraction and directly to the citizens of the state; enlarging parliamentary immunity as much as possible; allowing deputies to hold the function of an editor responsible for the merits of a given publication; enlarging independence of the judiciary; broad autonomy for national minorities; predominance of social influence of the state in the educational system; full equality of religions; making it more difficult to introduce the state of emergency; making the first revision of the constitution within a year from the settlement of the state's frontiers.⁵³ These motions as well as general motions i.e. those not concerning minority problems directly – were aiming at maximum democratisation of the social-political system and were often so radical that even the socialist deputies did not want to approve of them; therefore, not supported by other parties, they were rejected in voting.

The Jewish deputies stressed their roles of spokesmen of all minorities during the discussion on the project of the Sejm and Senate electoral regulations. They, together with the PSP, the National Party of Workers, the PPP-Left, the Club of Constitutional Labour, the Assembly of Townsmen and German deputies aimed at basing the regulations of these acts on sheer proportionality without making any concessions to the majority system. According to the IUDJN deputies the electoral regulations were to increase the predominance of the National Democrats and the radical parties. Strong resentment was caused by the principles of allocating mandates from the State register of candidates and the electoral geography which was unfavourable for the towns and the Eastern Borderland. According to I. Grunbaum the electoral regulations were „an expression of adopting a policy of violence towards national minorities” and made the minorities compose a bloc in order to secure sufficient representation for themselves in the future Parliament. The IUDJN also aimed at enlarging the circle of persons with the right to vote and submitting the elections to strict control of the representatives of particular political parties.⁵⁴ The

⁵² SRLS, session 168, 28 Sept. 1920, pp. 30–34; session 193, 3 Dec. 1920, pp. 55–59; session 218, 11 March 1921, pp. 40–43; session 175, 19 Oct. 1920, pp. 61. On the conception of the Labour Chamber cf: M. Sliwa, *Myslipolityczna Mieczysława Niedziałkowskiego (1893–1940)* (Political Thought of Mieczysław Niedziałkowski (1893–1940)), Warszawa 1980, pp. 119–129.

⁵³ LS, Print No 1883, *passim*.

⁵⁴ SRLS, session 305, 9 May 1922, pp. 22–34, 45–46; session 306, 10 May 1922, pp. 6–8, 29–35, 64–67; session 307, 11 May 1922, pp. 44–45; session 309, 16 July 1922, pp. 16–24; session 329, 25 July 1922, pp. 30–37. Józef Buczek, one of the members of the Constitutional Commission and co-author of the drafts of electoral regulations, admitted having constructed electoral regulations in such a way that they reduced

IUDJN voted against the electoral regulations and they solemnly protested against both these acts in a declaration read by I. Grunbaum. The Polish Left adopted a similar approach, too.⁵⁵

The IUDJN also declared itself against the draft of the act „relative to provincial self-government especially in the provinces of Lvov and Stanisławów and Tarnopol”, which was being examined by the Sejm during the last days before elections. The IUDJN stressed that the act was unreliable, concessions offered to the Ukrainians were just half-measures and that it was an attempt to make Jews a tool in the Polish-Ukrainian conflict.⁵⁶

The IUDJN attempts at democratisation of the State were also visible during discussions on a number of ordinary acts particularly those concerning criminal law (summary criminal courts, offences committed by civil servants, amnesty, political offences) or the scope of the rights of the administration.⁵⁷

As far as the international policy was concerned the Jewish deputies declared themselves in favour of making peace with Soviet Russia, in favour of the federalist conception and against incorporating the Eastern Borderland directly into the Polish State. Even at the beginning of 1921 the folkists suggested that Poland should enter into union with Lithuania (it was due – among other things – to the broad autonomy which the Jews possessed in this country at that time). S. Hirshhorn was also against establishing close links with France by Poland arguing that such an alliance would be too remote and besides Paris would always prefer Russia to Poland. Instead he recommended rapprochement with Great Britain.⁵⁸

The Jewish deputies in the Legislative Sejm did not achieve greater success, on the contrary, they did not prevent many laws and actions of the government which were unfavourable for their electors. Obviously, it was due to a great extent to the relationship of forces in the Chamber and to the lack of strong and at the same time

the national minorities' chances of achieving greater success. J. Buczek, *Główne Zasady ordynacji wyborczej do Sejmu i Senatu. Studium krytyczno-porównawcze* (Main Political Principles of the Regulations Relative to Elections for the Sejm and Senate. A Critical-Comparative Study.), Warszawa 1922, pp. 58, 60, 102 – 103 and others.

⁵⁵ SRLS, session 332, 28 July 1922, pp. 21 – 23.

⁵⁶ Ibid., session 341, 26 Sept. 1922, pp. 84 – 85.

⁵⁷ Session 59, 30 June 1919, pp. 57 – 63; session 76, 24 July 1919, pp. 16 – 18; session 96, 7 Nov. 1919, pp. 13 – 14; session 115, 29 Jan. 1920, pp. 36 – 42, 56 – 59; session 229, 24 May 1921, pp. 13 – 18; session 263, 22 Nov. 1921, pp. 13 – 21.

⁵⁸ Ibid., session 28, 8 April 1919, pp. 31 – 34; session 103, 25 Nov. 1919, pp. 26 – 31; session 142, 29 April 1920, pp. 11 – 19; session 198, 17 Dec. 1920, pp. 34 – 37; session 223, 14 April 1921, pp. 50 – 51; session 224, 15 April 1921, pp. 92 – 98; session 308, 12 May 1922, pp. 51 – 61.

close allies. The few representatives of the German population could not become such allies although from 1920 cooperation between them and the IUDJN was closer and closer. The parties of the Polish Left were only tactic allies and their views were similar to those of the IUDJN only as far as general matters were concerned. All these factors, together with the highly reluctant attitude of a considerable part of Polish society which was under the influence of the nationalist parties, encouraged Jews to join with other national minorities in the state, to create a common bloc in the approaching elections. Such a turn was a fault not only of the Polish political fractions. The Jewish representatives in the Sejm, similarly to their parties, were also at fault. They adopted improper tactics and practically did not take into consideration the feelings of the Polish nation which having regained its independence after a long lasting thralldom had to fight for maintaining its sovereignty almost with all the neighbouring States. Putting forward demagogic postulates which one could not expect to be realized, referring to the intervention of the Entente Powers, inconsiderate propaganda campaigning – only made the relations between the two nations worse similarly as anti-Semitism of the National Democrats did not help to reach agreement by them. Such progress of events was due to a great extent to the lack of parliamentary experience of politicians of both the sides, most of whom so far had been accustomed to the conditions of the autocratically governed Russia – radicalism of views created in these circumstances and attempts at solving conflicts by means of fight not negotiations did not prove to be proper methods in the democratic system of Poland.

Translated by *Dobromiła Szczygielska*

ZSIDÓ KÉPVISELŐ A MÁSODIK LENGYEL KÖZTÁRSASÁG TÖRVÉNYHOZÁSÁBAN 1919–1922

Az 1918-ban függetlenné vált Lengyelországban az első választásokon a zsidó képviselőjelöltek megszerezték a szavatok 9,2%-át, de csak 11-en kerültek be a szejmbe. A választási rendszer a főleg város lakó zsidóságnak nem kedvezett, mivel a nagyvárosokat összekapcsolták a nagy vidéki területekkel. Igen sok volt a jelölt és a zsidó lakosság (1,8 millió fő a 16,9 milliós összlakosságból) sem vett részt aktívan a választásokon.

10 zsidó képviselő megalakította a Zsidó Nemzetiségű Képviselők Független Szövetségét (ZSNKFSZ), amelyen belül külön csoportot alkottak a cionisták, az ortodox és az ú.n. néppártiak. Mély belső ellentétek taktikai és stratégiai kérdésekben egyaránt megosztották a zsidó képviselőket. A kormánnyal szemben békülékeny és igen passzív ortodoxokat az igen aktív cionisták háttérbe szorították. A nem zsidó pártok több száz képviselője, ideértve még a Lengyel Szocialista Pártot is – meglehetősen ellenségesen viselkedett a zsidó képviselőkkel szemben. Együttműködni csak a baloldali pártokkal sikerült egyes konkrét kérdésekben – pl. az alkotmányügyi vitákban.

1920. júliusában a fenyegető bolsevik támadás idején a ZSNKFSZ közzétette, hogy a zsidók készek áldozatokat hozni az állam megmentéséért, de októberben a zsidó képviselőket a kormány antiszemitizmusára hivatkozva megvonták támogatásukat a kormánytól. A zsidó képviselők elsősorban az egyéni és kollektív polgári szabadságjogok kiterjesztését tartották fontosnak Lengyelországban. A zsidó nemzetiség területi vagy egyéni autonómia-törekvéseit a többi politikai párt nem támogatta. Ugyanígy az 1919. július 28-án az antant hatalmak és Lengyelország között aláírt békeszerződés sem tartalmazott kisebbségvédelmi előírásokat, mivel azt Lloyd George kifejtette: a fő célnak olyan körülmények teremtetését tartották, amelyek elősegíthetik a kisebbségek fokozatos asszimilációját.

A nyelvhasználat vitájában a jiddis nyelvet a lengyel jobboldal egyenes képviselői az uzsorások, kémek és bűnözők nyelvének nevezték, míg mások a germanizálás egyik eszközének tartották a lengyelországi zsidók döntő többségének nyelvét. Nem fogadták el a lengyel képviselők az iskolai oktatás demokratizálására, az államilag támogatott nemzetiségi iskolák fellállítására vonatkozó előterjesztést sem.

Komoly problémát jelentett az oroszországi pogromok elől a lengyel királyság területére menekült zsidók, az ú.n. litvák (litvániai zsidók) állampolgárságának kérdése is. Tőlük ugyanis a hatóságok megtagadták a lengyel állampolgárságot. A zsidó képviselők elsődleges célja a teljeskörű állampolgári egyenlőség kivívása volt. Míg a törvényhozók jó része elvből elfogadta, hogy el kell törölni a jogegyenlőséget sértő törvényeket, a helyi közigazgatási hatóságok több olyan rendkívüli intézkedést vezettek be, amelyek kiváltották a ZSNKFSZ tiltakozását. A zsidókat leginkább sújtó jogtipró rendelkezéseket végül is csak 1931-ben törölte el a Szejm. Kemény vitákat okozott például a kötelező vasárnapi pihenőnap kérdése. A zsidók azon kívánságát, hogy ők dolgozhassanak ezen a napon, sem a lengyel jobb- sem a baloldal nem támogatta. A vallási egyenlőségért vívott harcban a zsidók minden nem-katolikus érdekét is képviselték – elismerték ugyanakkor a katolikus vallás elsődleges jogállását, de csak az „első az egyenlők között” elv alapján. Ezt az elvet a katolikus vallás kizárólagosságának alapján álló lengyel képviselők nem támogatták.

Lengyelországban a tárgyalt korszakban két komoly pogrom-hullám söpört végig. Az első 1918 novembertől 1919 közepéig tarott, a másik 1920 nyarán volt. A gazdasági okok mellett a katolikus egyház felelőssége is kétségtelen, amely a „Krisztusölő zsidó” képét hagyományosan fenntartotta Lengyelországban. Az antiszemitizmus egyébként a 20. század elejétől kezdve egyre nagyobb szerepet játszott a lengyel nacionalizmusban. A pogromok közvetlen kiváltó okai között lehet említeni egyes ortodox zsidók

együttműködését a német megszállókkal, a cionisták magatartását a keleti határvidéken, a zsidó származású bolsevikoktól és a háborútól való félelmet is.

Az alkotmányos vitákban a zsidó képviselők egykamarás parlament mellett szólaltak fel, a szenátust a reakciós erők bástyájának tartották. Mint annyi más kérdésben, ebben sem jártak sikerrel, mert a parlamenti erőviszonyok ezt egyszerűen nem tették lehetővé. A német kisebbségnek is csak néhány képviselője volt a sejmben, a lengyel baloldali képviselők pedig csak taktikai szövetségesek voltak. Mindehhez hozzájárultak a zsidó képviselők függetlenségét hosszú időszak után visszaszerzett és létében fenyegetett állam képviselőinek érzékenységevel sokszor nem törődve olykor demagóg követeléseket is előterjesztettek.

PROBLEMS OF THE UKRAINIAN NATIONAL MINORITY IN POLAND IN THE YEARS 1919–1923

When Central-Eastern Europe started to emerge in its new shape from the war turmoil of 1914–1918, the problem of national minorities, which as a result of the political solutions adopted in the years 1918–1923, found themselves within the borders of the states newly created in this territory, became one of the main problems both of the home and foreign policy of this region.

The problem of the Ukrainian population inhabiting the territories which at the end of the period under discussion became an integral part of the Polish State, was of particular importance in this context. It was due to several factors. The Ukrainians living in Poland were not only the most numerous national minority in the Polish Republic but also the numerically strongest one in whole Europe.¹ They found themselves within the borders of the Polish State against their will, however, unlike the majority of other national minorities in this region, they had no national State with which they could

¹ The strongest, in many respects, minority in Europe, the German (over 6 million) was the most numerous in Czechoslovakia (about 3.5 million); however, it did not exceed the number of the Ukrainians in Poland, see: A. Czubiński, *Polityka mniejszościowa Niemiec w latach 1918–1945* (Germany's Minority Policy in the Years 1918–1945) in „*Rola mniejszości niemieckiej w rozwoju stosunków politycznych w Europie 1918–1945*” („The Role of the German Minority in the Development of the Political Relations in Europe 1918–1945”) ed. A. Czubiński, Poznań 1984, p. 16. The population of Eastern Galicia according to the Ukrainians who based their data on a census from 1910 amounted to 5.2 million in this partition: Ukrainians – 3.85 million (74%), Poles – 630,000 (12%), Jews – 640,000 (12%), Germans – 65,000 (1%) – S. Dnistrianskyi, *L'Ukraine et la Conference de la Paix, Les Questions Ukrainiennes* No 5. place of publication not given 1919, p. 97. According to an Austrian census from 1910 in Galicia there were 3,132,233 (58.9%) Ukrainians, 2,114,792 (39.7%) Poles, Jews(?). According to a Polish census from 1921 there were 2,610,082 (53.7%) Ukrainians, 1,903,480 (39.1%) Poles, 322,275 (6.6%) Jews. Apart from Eastern Galicia the Ukrainians also inhabited the following territories belonging to the Second Polish Republic: Volhynia (68.4%), Southern Polesie and to a small extent the region of Chełm. It should also be added that in the territories which had belonged to Russia before 1914, especially in Polesie, certain part of the population had no developed national consciousness and labelled themselves as „natives”. According to the Polish census from 1921 the total of the Ukrainians inhabiting Poland amounted to 3,898,431 which constituted 14% of the state's population, see: M. Papierzyńska-Turek, *Sprawa Ukraińska w Drugiej Rzeczypospolitej 1922–1926* (The Ukrainian Problem in the Second Polish Republic 1922–1926), Krakow 1979, pp. 19–24. On the reliability and circumstances of the Polish census from 1921 see: J. Tomaszewski, *Rzeczpospolita wielu narodów* (The Republic of Many Nations), Warszawa 1985, pp. 25–27, 76; on the demographic structure of the West-Ukrainian territories see also: *Ibid.*, pp. 76–80. Cf. also J. Tomaszewski, *Ojczyzna nie tylko Polaków. Mniejszości narodowe w Polsce*. (Homeland not only of Poles. National minorities in Poland), Warszawa 1985, pp. 31–57.

identify themselves as the Ukrainian SSR was not considered such a State by the Ukrainian political parties active in Poland. The communists were an exception but they exerted little influence on Western Ukraine.

The eastern regions of the second Polish Republic to which the Ukrainians made claims were characterized by a mixed population structure with island of Poles within the Ukrainian national territory and vice versa. Such a state made it impossible to mark an ethnic frontier between the Polish territory and the Ukrainian one and the high percentage of the Jewish population caused that in certain areas none of the main ethnic groups was in an absolute majority.

This situation was the background of a sharp Polish-Ukrainian conflict concerning mainly Eastern Galicia – a territory which before the First World War had been a part of the Austro-Hungarian Monarchy and was inhabited by the Ukrainian majority with a strong and in some regions – even overwhelming Polish minority which dominated the Ukrainians culturally and economically. At the same time, the Ukrainian population of this territory, accustomed to the constitutional system of the Habsburg Monarchy surpassed their compatriots from the territories of the former Russian Empire in the level of national consciousness and political culture which together with the fact that the Ukrainians from Eastern Galicia were less susceptible to the slogans of the social revolution² than the Ukrainians inhabiting the Dnieper territory, predestined Eastern Galicia to the role of a centre of the Ukrainian national movement and by the same token made the conflict with Poland especially fierce.

The years 1919–1923 were of special importance for the Ukrainian population. It was during this period that the Ukrainian problem underwent considerable change in the arena of international politics – evolving from a problem connected with the existence of an independent State or rather two Ukrainian States: the Ukrainian People's Republic and the West-Ukrainian People's Republic confederated with each

² The Ukrainian delegation in Paris tried to take advantage of the constitutional traditions of the Galician Ukrainians connected with the Austro-Hungarian heritage stressing their significance for rejecting communist ideas – see: P. Mantoux, *Les délibérations du Conseil des Quatre (24 mars–28 juin 1919)*. Notes de l'Officier Interprète depuis la remise à la Délégation Allemande des conditions de paix jusqu'à la signature du Traité de Versailles, Vol. II, pp. 146–150, Cf. – *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States. The Paris Peace Conference 1919, (hereafter PPC)* Vol. V, Washington 1946, pp. 776–778, and: *Ibid.*, Vol VI, Washington 1943, pp. 57–59.

other³ to problems concerning rights of the Ukrainian minority in other national States, first of all in Poland.⁴

This article – for reasons of space – is only to highlight the main problems which the Ukrainian politicians from the independence camp, as well as the Polish diplomacy directly interested in the way of solving the problem of the Ukrainian statehood, were facing at that time. I have devoted more attention to the international aspect of the Ukrainian problem in this period than to Poland's domestic policy as at that time the problem of the Ukrainian minority fell within the domain of the Polish foreign policy not its domestic policy, which was due to the fact that Polish Eastern borders were still *in statu nascendi*.

The starting point of this work is the year 1919 when the problem of the Ukrainian statehood became the subject of the debates of the Peace Conference in Paris which formally and legally decided about the new European order. The closing date of

³ For more information about the Ukrainian People's Republic and the West-Ukrainian People's Republic and the relations between these States see: N. Andrusiak, *The Ukrainian Movement in Galicia (II) – IV. The Ukrainians of Galicia During the Great War (1914–1918)*, „The Slavonic and East European Review”, Vol. XIV. – January 1936, No 41. T. Dąbkowski, *Ukraiński ruch narodowy w Galicji Wschodniej 1912–1923 (The Ukrainian National Movement in Eastern Galicia 1912–1923)*, Warszawa 1985, A. Deruga, *Początek rokowań o sojusz między Piłsudskim a Petlurą (styczeń–lipiec 1919) (The Beginning of the negotiations for an Alliance Between Piłsudski and Petlura (January–July 1919))*, „Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i materiały” („On The History of the Polish-Soviet Relations. Studies and Materials”), Vol. VI, 1970, p. 48. J. Gruchała, *Austro-Węgry a sprawa ukraińska w latach I wojny światowej (Austro-Hungary and the Ukrainian Problem During the First World War)*, „Studia Historyczne (Historical Studies)”, Vol. XXVIII, 1985, No 4. (111). J. Gruchała, *Sprawa ukraińska w Galicji w polityce Austro-Węgier 1914–1918 (The Ukrainian Problem in Galicia in Austro-Hungarian Politics 1914–1918)*, „Studia z dziejów ZSRR i Europy Środkowej” („Studies on the History of the USSR and Central Europe”), Vol. XX, 1984. L. Hass, *W trójkącie Ukraina – Watykan – Polska w latach 1919–1920. Polityka międzynarodowa w optyce ukraińskiego burżuazyjnego polityka rusofilskiego (In the Ukraine–Vatican–Poland Triangle in the Years 1919–1920. International Politics as seen by a Ukrainian Bourgeois Russophil Politician)*, „Dzieje najnowsze” („The Recent History”), Vol. XII, 1980, No 1. K. Lewandowski, *Międzynarodowe uwarunkowania powstania państwowości ukraińskiej w 1917 r. (International Conditions of the Creation of the Ukrainian Statehood in 1917)*, „Studia z dziejów ZSRR i Europy Środkowej”, Vol. XVI, 1980. N.N., *Berestejskyj myr, „Dilo” 1928, 31 (11.285), piątnyia 10 lutoho, p. 1. J. Radziejowski, Ruch narodowy i rewolucyjny na Ukrainia w okresie działalności Centralnej Rady (marzec 1917–kwiecień 1918) (The National and Revolutionary Movement in Ukraine During the Activity of the Central Council (March 1917–April 1918))*, „Studia z dziejów ZSRR i Europy Środkowej”, Vol. IX, 1973. N.W. Samyłowycz, *Miesiąc welykych rokown, „Dilo” 1932, 21 (12.970) subota 30 sicznia p. 1.*

⁴ Finally in 1923 the territories inhabited by the Ukrainians found themselves within the USSR, Poland, Czechoslovakia and Romania. On more information on this subject see: R. Torzecki, *Kwestia Ukraińska w polityce III Rzeszy 1933–1945 (The Ukrainian Problem in the Third Reich's Politics in the Years 1933–1945)*, Warszawa 1972, p. 31.

my considerations is marked by the recognition of the Eastern frontier of the Polish Republic by the Council of Ambassadors (14/15 March, 1923) when the problem of the Ukrainian statehood finally stopped being the subject of international politics changing into a *sensu stricto* problem of the Ukrainian minority in Poland.

The Ukrainian problem became the subject of international politics as a result of the Brześć treaties (9 February and 3 March 1918) and the creation of the West-Ukrainian People's Republic in Eastern Galicia at the turn of October and November. From 1 November 1918 the West-Ukrainian People's Republic was in state of war with Poland. The Ukrainian population from the territories of the former Russian Empire, which later became part of Poland, was rather an object not subject of the Polish-Ukrainian relations being, in this case, the result of the relations between Poland and the Ukrainian People's Republic. The Ukrainian population of Eastern Galicia was, on the other hand, the subject of fight with Poland both on the battlefield and in the international forum, and its aim was to create an independent Ukrainian State in the disputed territory. The federation of the West-Ukrainian People's Republic and the Ukrainian People's Republic linked these two problems with each other, which – because of the fact that the two Ukrainian States had different political priorities – contributed to further complication of these problems.

During the Peace Conference in Paris Ukrainian interests were defended by a joint delegation of the Ukrainian People's Republic and the West-Ukrainian People's Republic presided by Hryhor Sydorenko and Vasyl Panejko.⁵ However, as neither Ukrainian States won the recognition of the Conference, this delegation had only the status of a representation of a State which was just being created and this factor made the delegation's activity even more difficult.⁶ Furthermore, the political image of the Ukraine was tarnished by the German help in the birth of the Ukrainian People's Republic and the favourable attitude of the Austrian administration to the West-Ukrai-

⁵ On the strength of the resolution of the Directorate of the Ukrainian People's Republic from 10 January, 1919 a group of about 60 persons went to Paris. These people were to be an official representation of the two Ukrainian Republics (the Ukrainian People's Republic and the West-Ukrainian People's Republic) which became united on 22 January, 1919. However, most of them, especially those who had taken part in negotiations connected with signing the Brześć Treaty, were refused visas by the French authorities. Finally, the Ukraine was represented by 18 persons, cf: J. Batowski, *Linia Curzona a była Galicja Wschodnia* (Curzon Line and the former Eastern Galicia), „Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i materiały”, Vol. III, 1968, p. 171. T. Dąbkowski, *op. cit.*, p. 120. L. Hass, *op. cit.*, p. 16. K. Lewandowski, *Sprawa ukraińska w polityce zagranicznej Czechosłowacji w latach 1918–1932* (The Ukrainian Problem in the Czechoslovak Foreign Policy in the Years 1918–1932), Wrocław 1974, p. 88. M. Rudnykij, *Ukrajina na Myrowij Konferenciji*, (a review of the work by Ilko Borszczak, „L'Ukraine à la Conférence de la Paix (1919–1923), Paris 1938), p. 188. („Dilo” 1938, 100 [14.932]), sereďa 11 trawnia, p. 3.

⁶ PPC, Vol. III, Washington 1943, pp. 172–173.

nian People's Republic which was being created at that time, as well as by the suspicions of bolshevism. The image of the Ukrainians as Bolshevik allies of Germany⁷ was maintained in the Western statesmen's opinion by the Polish diplomacy which laid emphasis on the German-Ukrainian cooperation,⁸ and on the fact that ex-officers of the k.u.k. Austrian Army served in HA (Hałycka Army)⁹, on the fact that now and then the Ukrainian divisions were joining the Bolsheviks and again were returning to the army of the Ukrainian People's Republic or West-Ukrainian People's Republic¹⁰ as well as on the contacts of the latter with the Hungarian Soviet Republic (purchase of arms).¹¹

Representatives of the victorious Allied and Associated Powers debating in Paris examined the Ukrainian problem from the point of view of antibolshevism, perceiving the Ukrainians as a force able to prevent the progress of the Red Army. In this context the Polish-Ukrainian war in Eastern Galicia which involved forces of the two sides thus making it impossible to use them on the anti-Soviet front, was „some quarrel at Lemberg”¹². Hence, the Peace Conference undertook numerous attempts at mediation concerning the Polish-Ukrainian relations. During the first half of 1919 they were sabotaged by that side which at a given time had an advantage on the front and aimed at a *manu militari* solution. At first it was the Ukrainian side, and from March – the Polish one.

It is worth noting that the problem connected with the existence of the West-Ukrainian People's Republic in Eastern Galicia dominated in the work of the Paris Conference pushing the matter of the Ukrainian People's Republic to the background. It was justified by the fact that the Conference did not feel entitled to solve the problem of the national status of territories of former Russia – the ex-ally of the Entente Powers. Its rebirth and „setting its matters in order” were still counted on and it was expected that Russia would resume its role of the main anti-German force in the East which was especially significant for France. Hence, the debates in Paris were of no

⁷ PPC, Vol. III, p. 776. Sprawy polskie na Konferencji Pokojowej w Paryżu w 1919 r. Dokumenty i materiały (hereafter SPKP) (Polish Problems at the Paris Peace Conference in 1919. Documents and Materials), ed. R. Bierzanek and J. Kukułka, Vol. I, Warszawa 1965, p. 43.

⁸ PPC, Vol. III, pp. 980–982, 988.

⁹ T. Dąbkowski, op. cit., p. 125.

¹⁰ Ibid., pp. 142–149, 166.

¹¹ Z. Zaks, Walka dyplomatyczna o naftę wschodniogalicyską 1918–1923, (Diplomatic Fight for the East-Galician Oil 1918–1923), „Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i Materiały”, Vol. IV, 1969, pp. 44–45.

¹² PPC, Vol. IV, pp. 379–385 – Such an opinion about the Polish-Ukrainian struggles was expressed by the Prime Minister of Great Britain, David Lloyd George, at the meeting of the Supreme War Council of the Allied and Associated Powers on 17 March, 1919.

importance for the population of Volhynia and Polesie. As far as these territories and Eastern Galicia were concerned, Poland's serious rival was „white” Russia, which was at war with the Ukrainian People's Republic and which did not recognize the existence of a separate Ukrainian nation. Its representatives demanded that the Peace Conference should recognize not only Russia's integrity within its borders of 1914, reluctantly approving of the creation of the „Vistula Province” but also laid claims to all the lands of the former Austro-Hungarian Monarchy inhabited, as they maintained, by „Russians”¹³. These attempts met strong objection of the Ukrainian People's Republic, but the attitude of the West-Ukrainian People's Republic evolved towards a federation with „white” Russia as the Ukrainians suffered defeats on all fronts.

The defeats of the army of the Ukrainian People's Republic and the fact that the Red Army was approaching the frontiers of Eastern Galicia made the Great Powers come to the conviction that the Ukrainians were not a sufficient anti-Bolshevik force. A possible Soviet invasion of Eastern Galicia, as it was a way to connect Moscow with the Hungarian Soviet Republic, seemed to be a serious threat to European peace in Paris. In this situation „to satisfy the immediate military necessity of resisting the Bolshevik invasion of Galicia”¹⁴ it was decided on 25 June 1919 that Poland would be allowed to occupy Eastern Galicia by force of arms, the future political status of Eastern Galicia, however, was not formally settled.¹⁵ As a result of this decision whole Eastern Galicia found itself under the control of the Polish Army until 17 July, which pushed HA outside the Zbrutch River (Zbrucz). The West-Ukrainian People's Republic having lost all its territory actually ceased to exist. Nevertheless, the Ukrainian problem had its short renaissance in Paris. It was connected with a victorious offensive of the allied army forces of the Ukrainian People's Republic and the West-Ukrainian People's Republic against the Bolsheviks. However, as soon as Kiev was captured, fights between the Ukrainian and Denikin's army broke out as a result of which the former lost the sympathy of the Entente which unquestioningly supported „white” Russia in this quarrel.¹⁶

¹³ For more information see: A. Juzwenko, Polska a „biała” Rosja (od listopada 1918 do kwietnia 1920 r.) (Poland and „white” Russia (from November 1918 until April 1920)), Wrocław 1973, p. 88.

¹⁴ PPC, Vol. VI, Washington 1946, p. 687.

¹⁵ Ibid., p. 677.

¹⁶ PPC, Vol. XI, Washington 1945, p. 662. Cf. T. Dąbkowski, op. cit., pp. 118, 141–142. A. Juzwenko, op. cit., pp. 140–141, 200. Z. Zals, Galicia w polityce Zachodnio-Ukraińskiej Republiki Ludowej i Ukraińskiej Republiki Ludowej w drugiej połowie 1919 r. (Galicia in the politics of the West-Ukrainian People's Republic and the Ukrainian People's Republic in the second half of 1919) (in: Narod i państwo. Prace ofiarowane Henrykowi Jabłońskiemu w 60 rocznicę urodzin (Nation and State. Works dedicated to Henryk Jabłoński for the 60th anniversary of his birthday), ed. by T. Cieślak, Warszawa 1969, pp. 391, 395.

Denikin's successes also undermined Poland's diplomatic position as far as its claims to Eastern Galicia were concerned. This was reflected in the unfavourable for Poland decision of the Peace Conference from 21 November, announced on 8 December 1919, which did not recognize Eastern Galicia as an integral part of the Polish State but regarded it as a mandate territory of the League of Nations which was to come under Poland's control for 25 years and after this period the future of this province was to be determined by the Council of the League of Nations.¹⁷ The break-down of Denikin's offensive ruined the chances for „white” Russia's victory and in this way strengthened Poland's position in this matter. As a result of this on 22 December the execution of the decision of 21 November was suspended.¹⁸ It was the last decision of the Peace Conference as far as the Ukrainian problem was concerned. It left the problem of the future of Eastern Galicia in a provisional state.

In the year of 1920 Poland's alliance with the Ukrainian People's Republic and the Polish-Soviet war hindered the anti-Polish action of the diplomacy of the West-Ukrainian People's Republic.¹⁹ Soon, however, the Treaty of Riga deciding about the division of the Ukrainian territory between Poland and Soviet Russia practically liquidated the Ukrainian People's Republic and showed the Polish-Ukrainian conflict in Eastern Galicia in a new light. The chances of „white” Russia's victory or creation of a Ukrainian State on the Dnieper, independent of Moscow, disappeared. This fact accelerated the evolution of the Ukrainian issue on the territory incorporated into the Polish Republic towards the minority problem. Nevertheless, the émigré government of the West-Ukrainian People's Republic still endeavoured to defend the conception of the Ukrainian statehood in Eastern Galicia. It was visible in the attempts at raising this problem on the forum of the League of Nations. The Ukrainian émigré government hoped, at the same time, to gain support of the Western Powers and of Czechoslovakia which being in conflict with Poland in connection with the Teschen Silesia from the very start supported the West-Ukrainian People's Republic materially (weapons, ammunition, military equipment) and morally and attempting to have a frontier with Russia it made even plans for the Czechoslovak-West-Ukrainian federation.²⁰

¹⁷ Archiwum polityczne Ignacego Padrewskiego (hereafter APIP) (Political Archives of Ignacy Paderewski), ed. W. Stankiewicz and A. Piber Vol. II. (1919–1921), Wrocław 1974, p. 379. Cf. PPC, Vol. IX, Washington 1946, pp. 285–286.

¹⁸ APIP, Vol II, p. 398. PPC, Vol. IX, p. 626. SPKP, Vol. II, p. 376.

¹⁹ K. Lewandowski, *Sprawa ukraińska ...*, p. 163.

²⁰ The problem of the Polish-Czechoslovak-Ukrainian relations is presented most thoroughly in the quoted above work by K. Lewandowski, *Sprawa ukraińska w polityce zagranicznej Czechosłowacji w latach 1918–1932* (The Ukrainian Problem in the Czechoslovak Foreign Policy in the Years 1918–1932), Wrocław, 1974 and in an article by the same author, *W kręgu problematyki stosunków czesko-słowacko-ukraińsko-polskich*.

The Ukrainians expecting a solution favourable for them undertook action in the arena of international politics which aimed at making the Western Powers finally determine the status of Eastern Galicia thus ending the provisional state created in December 1919. The Ukrainians were supported by the numerous émigrés and the states being in conflict with Poland such as the already mentioned Czechoslovakia, Lithuania, and Soviet Russia.²¹ The government of the West-Ukrainian People's Republic,²² deprived of its territory, not recognized by other states and facing an accomplished fact i.e. the Treaty of Riga,²³ concentrated on the fight for the execution of the principle of the powers' sovereignty contained in Article 91 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye according to which Austria renounced its rights to the whole Galicia (including Eastern Galicia) for the benefit of the Principal Allied and Associated Powers.²⁴ It should be noted, however, that the powers were not physically able to establish sovereign rule on Eastern Galicia as no Polish government could consent to letting the Polish Army leave this province because in such a case it would have stopped being the government at once. Hence, the powers' sovereignty was only theoretical as far as Eastern Galicia was concerned.

kich 1918–1922, (On the Problems Concerning the Czechoslovak-Ukrainian-Polish Relations 1918–1922), „Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i Materiały”, Vol. VI, 1970, pp. 183–195. See also: Z. Ślădek, J. Valenta, Sprawy ukraińskie w czechosłowackiej polityce wschodniej w latach 1918–1922, (Ukrainian Matters in the Czechoslovak Eastern Policy in the Years 1918–1922), „Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i materiały”, Vol. III, 1968, pp. 137–169.

²¹ For more information see: Z. Zaks, *Galicja Wschodnia w polskiej polityce zagranicznej (1921–1923)* (Eastern Galicia in the Polish Foreign Policy (1921–1923)), „Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i materiały”, Vol. VIII, 1971, pp. 3–36. Z. Zaks, *Radziecka Rosja i Ukraina wobec sprawy państwowej przynależności Galicji Wschodniej 1920–1923* (Soviet Russia and the Ukraine and the Problem of the National Status of Eastern Galicia 1920–1923), „Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i materiały”, Vol. VI, 1970, pp. 69–94. Z. Zaks, *Sprawa Galicji Wschodniej Lidze Narodów (1920–1922)* (The Problem of Eastern Galicia in the League of Nations (1920–1922)) „Najnowsze Dzieje Polski. Materiały i Studia z Okresu 1914–1939” („The Recent History of Poland. Materials and Studies from the Years 1914–1939”), Vo. XII, 1967, pp. 127–153.

²² At the end of 1919 there was a split in the delegation of the Ukraine in Paris and since then the diplomacy of the West-Ukrainian People's Republic acted separately – on more information see: T. Dąbkowski, *op.cit.*, pp. 178–179. A. Juzwenko, *op.cit.*, pp. 209. L. Hass, *op.cit.*, pp. 18–19. Z. Zaks, *Problem Galicji Wschodniej w czasie wojny polsko-radzieckiej* (The Problem of Eastern Galicia during the Polish-Soviet War), „Studia z dziejów ZSRR i Europy Środkowej”, Vol. VIII, 1972, pp. 82–83. Z. Zaks, *Galicja Wschodnia w polityce ...*, p. 390.

²³ On the attitude of the West-Ukrainian People's Republic to the Treaty of Riga see T. Dąbkowski, *op.cit.*, p. 181 and Z. Zaks, *Radziecka Rosja ...*, p. 81.

²⁴ *Traite de paix entre les puissances allies et associees et l'Autriche. Protocole et declarations signes a Saint-Germain-en-Laye le 10 Septembre 1919, Paris 1919*, pp. 39–40.

Any attempts to link Eastern Galicia more closely with Poland – in accordance with the already mentioned tactics of the diplomacy of the West-Ukrainian People's Republic – evoked vigorous Ukrainian protests. Occasions for making protests were such events as the enlistment of men from Galicia for the Polish Army, holding election to the Polish Parliament and the introduction of a division into provinces (voivodeships) which made the administrative system of Eastern Galicia similar to that of the rest of Poland.²⁵ However, the attitudes of the Ukrainian parties from the territories which had belonged to Russia before 1914 and on the strength of the Treaty of Riga had been incorporated into Poland did not support the boycott of the elections to the Sejm and Senate, which was announced by the Ukrainian parties in Eastern Galicia, and managed to create Ukrainian Parliamentary Representation which was loyal to the Polish State but did not renounce the thought of independent Ukraine.²⁶

Simultaneously with the Ukrainian campaign the Polish authorities undertook actions aiming, on the one hand, at an integration of the whole state territory of the Polish Republic including Eastern Galicia, and, on the other hand, at demonstrating to the Great Powers and the foreign public that Poland itself could secure autonomous rights of the Ukrainian population living within its borders which was reflected by the „Statute relative to the principles of common self-government in provinces and especially in Lvov, Tarnopol and Stanislavov provinces”²⁷ of 26 September 1922.

At the same time, as the stability of the Polish statehood in Eastern Galicia was gradually achieved, the problems raised by the Ukrainians more and more clearly were assuming the character of a fight of the Ukrainian minority in Poland for their rights. Such was the character of the dispute concerning the creation of a Ukrainian University in Lvov as well as of the problem of the Ukrainian education on lower levels, the problem of autocephalia and the Ukrainisation of the Orthodox Church in Poland which so far had been dominated by the Great Russians continuing the tradition of „one indivisible Russia” and of the problem of the Polish military colonisation in the territories inhabited by the Ukrainian populations.²⁸ Although Poland on the strength

²⁵ On more information See: M. Papierzyńska-Turek, *op.cit.*, pp. 56, 117, 121–126, 135–140, 154–157. Cf. J. Tomaszewski, *Rzeczpospolita* ..., p. 82.

²⁶ A group of 5 Ukrainian deputies „Chliborobi”, which had no wider social support, remained outside the Ukrainian Parliamentary Representation. See: M. Papierzyńska-Turek, *op. cit.*, pp. 140–157. Wrong information on this subject is given by J. Tomaszewski, *Rzeczpospolita* ..., p. 82.

²⁷ *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej (Journal of Law of the Polish Republic)* from 25 October, No 90, item 829, Year 1922, Warszawa 1922, pp. 1553–1555.

²⁸ M. Papierzyńska-Turek, *op. cit.*, pp. 29–31, 42–43, 86–113, 20, 164–168, 170–172. Cf.: A. Chojnowski, *Koncepcje polityki narodowościowej rządów polskich w latach 1921–1939 (Concepts of the Nationalist Policy of the Polish Governments in the Years 1921–1939)*, Wrocław 1979, p. 30, 45–48, 50–54, 57–67. J. Tomaszewski, *Ojczyzna* ..., pp. 64–70, J. Tomaszewski, *Rzeczpospolita* ..., pp. 88–95.

of the resolutions of the so called Little Treaty of Versailles undertook obligations in relation to its national minorities adhering to which was to be supervised by the League of Nations,²⁹ the legal situation of the Ukrainian in Eastern Galicia as far as this matter was concerned was at the time under discussion unclear because of the lack of international recognition of Poland's sovereignty over this province. The Galician Ukrainian, always stressing that their country was only under a temporary Polish occupation, did not – of course – aim at solving the problem of the national status of Eastern Galicia in a way favourable for Poland. Such an attitude, however, made it impossible for them, to appear in the League of Nations as a national minority demanding its due treaty protection.³⁰ On the other hand, the Polish government, being the real master of the situation, wanted to avoid frictions in its relations with the Great Powers on whose decision until the second half of 1921 the Polish frontiers with Germany were to a great extent dependent.³¹ Being satisfied with effective ruling over Eastern Galicia it employed the tactics of postponing the solution of this problem until a moment favourable for Poland.

Such a moment came at the beginning of 1923 when the case of Kłajpeda (Memel) and the occupation of the Ruhra Basin made it possible for the Polish diplomacy to present the problem of Eastern Galicia in the context of the above mentioned threats to European peace constituted by the unsettled territorial and political matters. As there were no other serious claimants to the territory of Eastern Galicia the Council of Ambassadors decided to assign it to Poland on 14/15 March, 1923.³²

This fact formally ended the Ukrainian diplomatic fight to win international recognition and support for the states created by them. The Ukrainian People's Republic practically left the European political scene when the Treaty of Riga was

²⁹ For more information about the international system of protecting national minorities see: W. Michowitz, *Polska wobec traktatu i procedury mniejszosciowej w latach 1920–1934* (Poland in Relation to the Minority Treaty and Procedures in the Years 1920–1934), *Zeszyty Naukowe Uniwersytetu Łódzkiego. Nauki Humanistyczno-Społeczne* (Scientific Publications of the Łódź University. Humanist-Social Sciences), S. I. No 15, Łódź 1960, pp. 189–226.

³⁰ Z. Zaks, *Sprawa Galicji Wschodniej ...*, pp. 145–146.

³¹ SPKP, Vol. II. p. 333. Cf.: APIP, Vol. II, pp. 382–383.

³² K. W. Kumaniecki, *Odbudowa państwowości polskiej. Najważniejsze dokumenty 1912–styczeń 1924* (Restoration of Polish Statehood. The Most Important Documents 1912–January 1924), Warszawa–Kraków 1924, pp. 679–680. For more information about the decision of the Council of Ambassadors, see: J. Kumaniecki, *Uznanie wschodniej granicy Polski przez Radę Ambasadorów*, (Recognition of Poland's Eastern Frontier by the Council of Ambassadors) „Kwartalnik Historyczny” („Historical Quarterly”), Vol. LXXXVI, 1969, No 1, pp. 73–92.

signed. The West-Ukrainian People's Republic stopped being an international matter just on 15 March 1923. After this fact the West-Ukrainian People's Republic's government and its representatives in Europe and America stopped their activity.³³

In the years 1918–1923 and strictly speaking during the armed and diplomatic Polish-Ukrainian conflicts (1 November, 1918– 14/15 March 1923) there grew enduring enmity among the Galician Ukrainians to Poland and the Entente which – according to the Ukrainian population – supported the process of liquidation of the West-Ukrainian People's Republic. The tradition of their own statehood and fights carried out by the Ukrainian national army influenced later the development of the political activity of the Ukrainian minority in Poland. It was also due to the political system of Poland as well as to the level of political awareness of the Ukrainian population inhabiting the territory belonging to Poland, awareness acquired among others during the events under discussion. Such territories as Subcarpathia, Bucovina or Bessarabia were only an object not subject of international contests at the time when the Ukrainian People's Republic and the West-Ukrainian People's Republic existed. So was the Dnieper Ukraine where any activity connected with the traditions of the Ukrainian People's Republic was severely suppressed. Later those regions also remained a territory in which the national spirit and political life of the Ukrainian population were weak.³⁴

In fact, in the years 1918–1923 the future of the Ukrainian population was decided on the battlefield, although, formally the victorious Western Powers were settling this matter. It should be stressed that during the Peace Conference the Ukrainian problem had not been treated as a minority problem as it was the case later. On the contrary, until 1923 the Dnieper Ukrainians and the Galician Ukrainians acted as representatives of their own separate states. Especially the latter, to whom more attention was paid and whose situation evolved towards turning them into a minority but a majority in their own national territory and demanded that their state's sovereignty should be legally recognized.

For the Polish government the problem of the Ukrainian minority inhabiting the south-eastern region of the Polish Republic was not a typical minority question falling within the domain of the domestic policy, either. The first attempt at formulating a coherent policy as far as the national minorities in Poland were concerned was made by General Sikorski's government but because of a short period of its activity (16 December 1922–26 May 1923)³⁵ no significant result was achieved. The next cabinet

³³ T. Dąbkowski, *op. cit.*, pp. 186–188. See also: M. Papierzyńska-Turek, *op. cit.*, p. 185.

³⁴ Cf.: R. Torzecki, *Kwestia ukraińska ...*, p. 77.

³⁵ I. Ihnatowicz, *Vademecum do badań nad historią XIX i XX wieku (Vade-mecum for Research in the History of the 19th and 20th centuries)*, Vol. II, Warszawa 1971, p. 102.

– created by Wincenty Witos – also did little to solve this problem. Thus, the internal aspect of the problems connected with the existence of the numerous Ukrainian minority in Poland was almost untouched until it became the subject of works of Władysław Grabski's government which, however, exceeds the chronological limits of this article.³⁶

As the eastern frontiers of Poland were not defined until 1921 and until 1923 they were not internationally recognized, the Ukrainian question in Poland had the character of a problem connected with the state's foreign policy at that time.

The neighbouring states which were themselves involved in disputes with Poland tried to take advantage in the international forum of the fact that there existed a Ukrainian minority within the Polish borders and that there was a Polish-Ukrainian conflict. This practice, started in the period under discussion, was later followed by Germany, Czechoslovakia, Lithuania, Soviet Russia and then the USSR.

The final result of the Ukrainian struggles during „the national revolution” in the years 1917–1923 was that the Ukrainians found themselves among the dissatisfied nations that were hostile to the order established by the Treaty of Versailles which together with the low level of the political culture of the wide circles of the Ukrainian population created an atmosphere stimulating development of extreme national movements interested in a new armed conflict at which the revisionist states were aiming. Such a conflict would make deep political changes in Europe possible. It should be said in the light of these facts that the events of the years 1919–1923 influenced the future Polish-Ukrainian relations decisively and determined the Ukrainian minority's attitude towards the Polish State for the whole period of the existence of the Second Polish Republic and during the next world-wide war turmoil.

Translated by Dobromiła Szczygierska

³⁶ A. Chojnowski, *op. cit.*, p. 67.

AZ UKRÁN NEMZETI KISEBBSÉG PROBLÉMÁI LENGYELORSZÁGBAN AZ 1919–1923-AS ÉVEKBEN

Az első világháború viharából kiemelkedő új közép-európai államok egyik legfőbb problémája a nemzeti kisebbségek kérdése volt. Az ukránok a legnagyobb létszámú kisebbséget alkották nem csak a Lengyel Köztársaságban, de egész Európában. Az ukránokat is akaratuk ellenére csatolták Lengyelországhoz. A hagyományosan rossz lengyel-ukrán kapcsolatok történetéhez hozzátartozik Kelet-Galícia problémája, ahol az ukránok többségben voltak, a lengyelek pedig kisebbségben. Ugyanakkor a lengyel kisebbség kulturális és gazdasági téren egyaránt uralkodó pozíciókat vívott ki magának. A Habsburg Monarchiában a kelet-galíciaiak megszokták a birodalom alkotmányos rendszerét, így ez a terület vált az ukrán nemzeti öntudat, a politikai kultúra, egy szóval a nemzeti mozgalom központjává.

A nemzetközi politika problémájává az ukrán kérdés az 1918-as breszti békével vált. Amikor 1918 őszén létrejött a Nyugat-Ukrajnai Népköztársaság, ez az állam háborúba keveredett Lengyelországgal. Az ukrán lakosság, amely azokon a területeken élt, amelyek később Lengyelországhoz kerültek, inkább tárgya, mintsem aktív résztvevője volt a lengyel-ukrán konfliktusnak. A Nyugat-Ukrajnai Népköztársaság és a Ukrán Népköztársaság vezetői hiába reménykedtek, egyik köztársaságot sem ismerték el az antant hatalmak. Az Ukrán Népköztársaságot a németek bábaskodása, a Nyugat-Ukrajnai Népköztársaságot pedig a bolsevikokhoz fűződő kapcsolatok tüntették fel rossz színben. A lengyel diplomácia az ukránokat mint a németek bolsevik szövetségeseit tüntette föl Párizsban.

Amikor az Ukrán Népköztársaság hadereje vereséget szenvedett és a Vörös Hadsereg egységei a lengyel határok felé törtek, a nagyhatalmak úgy vélték, hogy az ukránok nem alkotnak elegendő antibolsevista erőt. A szovjet invázió azzal fenyegetett, hogy Kelet-Galícián keresztül kapcsolat létesül a Magyar Tanácsköztársasággal – legalábbis ekkoriban Párizsban sokan tartottak ettől a lehetőségtől. 1919. június 25-én Lengyelország engedélyt kapott Kelet-Galícia megszállására. Csak Gyenyikin időleges katonai sikerei tudták Lengyelország tárgyalási pozícióját meggyengíteni. A békekonferencia nem ismerte el Kelet-Galíciát lengyelország részének. 1919. december 8-án hivatalosan is kihirdették: a területet a Népszövetség mandátumának nyilvánították és Lengyelország ellenőrzése alá helyezték, 25 évre. Ennek lejárta után a Népszövetség Tanácsát bízták meg, hogy döntsön a terület hovatartozásáról. Amikor azonban Gyenyikin offenzívája összeomlott, a már kihirdetett határozat végrehajtását felfüggesztették. A nagyhatalmak belátták, hogy egyetlen lengyel kormány sem lenne hajlandó az egyszer már megszállt területeket kiűriteni. A lengyel-szovjet háború idején Lengyelország összefogott az Ukrán Népköztársasággal és az 1922-ben aláírt Rigai béke véglegesen döntött a területek felosztásáról. Az emigráns ukrán politikusok a nemzetközi fórumokon megpróbálták érvényesíteni a Nyugat-Ukrán – illetve az Ukrán – Népköztársaság jogait, sikertelenül. Amikor pedig a lengyelországi választások bojkottálására szólították föl az ukránokat, csak azt érték el, hogy a szembé csak Varsóhoz hű ukrán nemzetiségi képviselők kerültek.

Az ukrán kérdés mint nemzeti kisebbségi probléma az évek során több konkrét esetben is fölmerült – így például a Lvovi Ukrán Egyetem alapítása, az ukrán nyelvű oktatás problématikája, az ortodox egyház ukrainizálása, vagy a lengyel katonai kolonizáció ügyében. Összehasonlítva más területekkel – Bukovina, Besszarábia, Kárpát-Ukrajna, amelyek a nemzetközi vetélkedésnek pusztán tárgyai, de nem aktív résztvevői voltak – a két ukrán Népköztársaság valóban létezett. Végül is sorsuk a csatamezőkön dőlt el. Bonyolította a helyzetet, hogy Lengyelország szomszédai is igyekeztek az ukrán kérdést a maguk javára is kihasználni – így Németország, Csehszlovákia, Litvánia és Szovjet–Oroszország. A végeredmény egy a II. Lengyel Köztársasággal szemben ellenséges ukrán nemzeti kisebbség létrejötte volt.

ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE
ACTA HISTORICA
STUDIA HISTORIAE UNIVERSALIS RECENTIS ET RECENTISSIMI AEVI
Tom. I-XI.
(Bibliography 1961-1992)

Tom. IX. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. I.] (1961): GULYA Károly: *Az erdélyi nemzetiségi kérdés megoldására irányuló törekvések 1918-1919-ben* [Károly GULYA: *Les tentatives a résoudre le problème des nationalités de Transylvanie en 1918-1919*], pp. 3-19. SZÉKELY Lajos: *Albert Mathiez: A francia forradalom* [Lajos SZÉKELY: *Albert Mathiez: La Révolution Française*], pp. 20-34.

Tom. XIV. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. II.] (1963): SZÉKELY Lajos: *Gömbös és a fasizmus külpolitikai koncepciójának alapvonásai* [Lajos SZÉKELY: *Gömbös und die Grundzüge der aussenpolitischen Konzeption des Faschismus*], pp. 3-18. VASS István: *Szovjet állásfoglalások 1943-ban az európai második front megnyitásával kapcsolatban.* [István VASS: *Sowjetische Stellungnahmen im Jahre 1943 im Zusammenhang mit der Eröffnung der zweiten europäischen Front*], pp. 19-52.

Tom. XX. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. III.] (1965): GULYA Károly: *Az annexió válság és az Osztrák-Magyar Monarchia balkáni politikája* [Károly GULYA: *Die Annexionskrise und die Balkanpolitik Österreich-Ungarns*], pp. 1-36.

Tom. XXVII. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. IV.] (1967): G. Soós Katalin: *Magyar-bajor-osztrák titkos tárgyalások és együttműködés, 1920-1921* [Katalin G. Soós: *Ungarisch-bayrisch-österreichische geheime Verhandlungen und Zusammenarbeit 1920-1921*], pp. 1-44.

Tom. XXXI. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. V.] (1968): GULYA Károly: *A magyarországi ruténkérdés 1910-1914 között* [Károly GULYA: *Le problème des ruthènes en Hongrie pendant les années 1910-1914*], pp. 1-20.

Tom. XLIII. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. VI.] (1972): GULYA Károly: *A horvát-kérdés a dualista Magyarországon az I. világháború előtti években (1908-1914)* [Károly GULYA: *Die Kroatische Frage im dualistischen Ungarn in den Jahren vor dem ersten Weltkrieg (1908-1914)*], pp. 1-22.

Tom. LXXII. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. VII.] (1982): A. SÁJTI Enikő: *Katonai közigazgatás és nemzetiségpolitika a Délvidéken. 1941. április* [Enikő A. SÁJTI: *Military Administration and Policy towards National Minorities in the Southern Region of Hungary. April 1941*], pp. 3-32. KÖVÉR Lajos: *Batsányi János Napóleonnak szánt államelméleti munkája 1809-ből.* [Lajos KÖVÉR: *L'ouvrage sur la théorie d'état créé en 1809 par János Batsányi destiné à Napoléon*], pp. 33-46.

Tom. LXXXI. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. VIII.] (1985): A. SÁJTI Enikő: *Magyar-horvát határtárgyalások és lakosságcsere kudarc (1941-1944)* [Enikő A. SÁJTI: *The Failure of the Hungarian-Croatian Border Negotiations and Population Exchange (1941-1944)*], pp. 3-18. LAGZI István: *Evakuáció vagy hazatérés? A politikai harc kezdetei a magyarországi lengyel katonai táborokban* [István LAGZI: *Evakuierung oder Heimkehr? Anfänge der politischen Tätigkeit in den polnischen Lagern in Ungarn*], pp. 19-33.

Tom. LXXXV. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. IX.] (1987): A. SÁJTI Enikő: *Nemzetudat és jugoszlavizmus* [Enikő A. SÁJTI: *Conscience Nationale et Yougoslavisme*], pp. 3-10.

ÁRPÁS Károly: *Az észti nemzeti megújulási mozgalom korszakolásának kérdéséhez* [Károly ÁRPÁS: *To the Question of the Estonian National Reperation Movement's Periodization*], pp. 11-17. SERFÖZS Zoltán: *A világgazdasági válság hatása Romániában: A Romániai Kommunista Párt 1928-1931 között* [Zoltán SERFÖZS: *The Effect of the Universal Economic Slump on Roumania: the Roumanian Communist Party between 1928-1931*], pp. 19-34. ALBIN GLOWACKI: *A háború utáni Lengyelország képe a „Nowe Widnokregi” [Új Látóhatár] hasábjain (1931-1944)* [ALBIN GLOWACKI: *The Image of Postwar Poland in „Nowe Widnokregi” [New Horizons] 1931-1944*], pp. 35-45. PAWEŁ CHMIELEWSKI: *A népi demokrácia születésének történeti körülményei Európában (1944-1945)* [PAWEŁ CHMIELEWSKI: *The Historical Origins of the People's Democracies in Europe between 1944-1945*], pp. 47-56. RIGÓNÉ PÉTER Irén: *Fejezetek a hazai nemzetiségi oktatás történetéből a népi demokratikus átalakulás első éveiben (1944-1946)* [Irene P. RIGÓ: *Passages from Hungary's History of National Education during the Transformation Years of The People Democratic System (1944-1946)*], pp. 57-69.

Tom. LXXXIX. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. X.] (1989): Preface [Enikő A. SÁJTI], pp. 5-6. LAJOS KÖVÉR: *Le témoignage des prisonniers de guerre français sur leur vie quotidienne en Hongrie (1793-1794)*, pp. 7-18. ENIKŐ A. SÁJTI: *The Hungarian National Minority in Yugoslavia after 1945 [A Historical Sketch]*, pp. 19-27. LAJOS PÁNDI: *Portugal, 1974: Fall of the Colonial Dictatorship*, pp. 28-43. GYÖRGY KUKOVECZ: *The Church and the Social Challenge in Modern Cuba*, pp. 44-60. Acta Universitatis Szegediensis de Attila József Nominatae. Acta Historica. Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. I-X. [Bibliography 1961-1989], pp. 61-62.

Tom. XCIV. [=Studia historiae universalis recentis et recentissimi aevi, tom. XI.] (1992): KÖVÉR, LAJOS: *La figure de Jacques Roux dans l'historiographie de la Révolution*, pp. 5-12; LAGZI, ISTVÁN: *Les écoles de l'émigration polonaise (1939-1944)*, pp. 13-34; J. NAGY, LÁSZLÓ: *Le Tunisie sous l'occupation allemande (1942-1943)*, pp. 35-42; PÁNDI, LAJOS: *Die Stabilisierung des demokratischen Systems in Portugal (1975-1978)*, pp. 43-64; SMITH, MICHAEL L.: *The revision of social-democracy, Nazism and anti-Bolshevism in Western Europe, 1933-1945*, pp. 65-84; WALICKI, JACEK: *Jewish deputies in the legislative Sejm of the Second Polish Republic 1919-1922*, pp. 85-106; ZURAWSKI VEL GRAJEWSKI, PRZEMYSLAW: *Problems of the Ukrainian national minority in Poland in the years 1919-1922*, pp. 107-119.

A szövegszerkesztést a JATEPRINT,
a Bölcsészettudományi Kar Kiadványszerkesztősége végezte
WordPerfect 5.1 szövegszerkesztő programmal.



Készítette a JATEPress
6722 Szeged, Petőfi Sándor sugárút 30—34.
Felelős kiadó: Pándi Lajos
Felelős szerkesztő: Szőnyi Etelka
Sokszorosító vezető: Szőgi Lászlóné
Méret: B/5, példányszám: 400, munkaszám: 74/93.